

INSTRUCTION N° 002 RELATIVE AUX NORMES PRUDENTIELLES DES COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT AINSI QUE DES INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE

La Banque Centrale du Congo,

Vu la loi n° 005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, spécialement en son article 6 ;

Vu la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit, spécialement en son Titre III ;

Vu la Loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Epargne et de Crédit, spécialement en ses articles 58 à 61 ;

Vu l'Instruction n° 1 aux Institutions de Micro Finance, spécialement en son article 27 ;

Arrête les normes prudentielles applicables aux Coopératives d'Epargne et de Crédit et aux Institutions de Micro Finance dans le cadre de leur gestion.

Article 1^{er}

La présente instruction s'applique aux Coopératives d'Epargne et de Crédit et aux Institutions de Micro Finance, ci-après dénommées « les assujettis ».

Article 2

Les assujettis sont tenus individuellement de respecter en permanence les normes prudentielles de gestion fixées par la Banque Centrale du Congo.

Lorsque les Coopératives d'Epargne et de Crédit sont constituées en réseau, les mêmes normes s'appliquent sur une base consolidée, sauf disposition contraire.

TITRE I : DU CAPITAL MINIMUM

Article 3

Les Institutions de Micro Finance doivent disposer à tout moment d'un capital social libéré au moins égal au capital minimum fixé par la Banque Centrale du Congo.

INSTRUCTION No. 002 PRUDENTIAL NORMS ON COOPERATIVE SAVINGS AND CREDIT AND MICRO FINANCE INSTITUTIONS

The Central Bank of Congo,

Considering Law No. 005/2002 of 7 May 2002 on the establishment, organization and operation of the Central Bank of Congo, especially in Article 6;

Pursuant to Law No. 003/2002 of 2 February 2002 on the activities and supervision of Credit Institutions, especially in Title III;

Pursuant to Law No 002/2002 of 2 February 2002 concerning provisions for Savings and Credit Cooperatives, especially in its Articles 58 to 61;

Vu Instruction No. 1 to Micro Finance Institutions, especially in Article 27;

Stops prudential standards for Savings and Credit Cooperatives and Micro Finance Institutions as part of their management.

Article 1

This instruction applies to Savings and Credit Cooperatives and Micro Finance Institutions, hereinafter called "the subject."

Article 2

The subject must individually meet constantly prudential management standards set by the Central Bank of Congo.

When the Savings and Credit Cooperatives formed a network, the same standards apply . on a consolidated basis, unless otherwise

TITLE I: MINIMUM CAPITAL

Article 3

The Micro Finance Institutions must have at any time of a paid up share capital at least equal to the minimum capital set by the Central Bank of Congo-.

Article 4

Les Coopératives d'Epargne et de Crédit doivent disposer à tout moment d'un capital social libéré. Ce capital est constitué de parts sociales dont la valeur nominale est déterminée par les statuts.

Article 5

La Banque Centrale du Congo se réserve le droit, au moment de l'agrément, d'exiger plus des assujettis en fonction des prévisions d'activités qui lui sont soumises.

Les assujettis sont tenus, avant agrément, de libérer intégralement le capital en numéraire.

Article 6

Tout assujetti doit justifier à tout moment que ses fonds propres de base sont au moins égaux au capital minimum.

La norme est appréciée à partir des fonds propres de base tels que définis à l'article 8 ci-dessous.

TITRE II : DES FONDS PROPRES PRUDENTIELS

Article 7

Les fonds propres prudentiels sont constitués par la somme des fonds propres de base et des fonds propres complémentaires.

Article 8

Les fonds propres de base sont constitués de la somme des éléments énumérés au point A, déduction faite des éléments énumérés au point B.

A. Sont inclus :

- le capital (Compte 10) ;
- les primes liées au capital (Sous-compte 110) ;
- les réserves légales, statutaires, facultatives et autres (Sous-compte 111) ;
- les reports à nouveau positifs (Sous-compte 120) ;
- les excédents ou bénéfices non affectés (Sous-compte 130) ;

Article 4

The Savings and Credit Cooperatives must have at any time a paid-up share capital. This capital consists of shares whose nominal value is determined by the statutes.

Article 5

The Central Bank of Congo reserves the right, at the time of approval, to demand more of the subject based on forecasts of activities before it.

Taxpayers are required before approval, to fully release the capital in cash.

Article 6

Every subject must prove at any time that its core capital are at least equal to the minimum capital.

The standard is assessed on the basis of Core capital as defined in section 8 belowII.

TITLE PRUDENTIAL EQUITY FUND

Article 7

The regulatory capital consist of the sum of core capital and supplementary capitalCapital.

Article

8 basic consist of the sum of the items listed in Section A, net of items listed in Section B.

A. Included are:

- capital (10 account),
- capital related bonuses (Sub-account 110);
- legal reserves, statutory, voluntary and other (sub-account 111)
- the positive new reports (Sub-account 120)
- unassigned surpluses or profits (Sub-account 130)

- les provisions pour reconstitution du capital (Sous-compte 144) ;
- les fonds de couverture (Sous-compte 170) ;
- les fonds d'affectation (Sous-compte 171) ;

B. Viennent en déduction :

- le capital social souscrit non libéré (Compte 10) ;
- les déficits ou pertes non compensées (Sous-compte 121) ;
- la perte nette ou déficit (Sous-compte 131) ;
- les valeurs incorporelles immobilisées (Compte 20) ;
- les parts dans les structures faitières (Sous-compte 252) ;
- les participations à plus d'un an détenues dans d'autres Etablissements de Crédit ou autres institutions financières (Sous-compte 2510).

Article 9

Les fonds propres complémentaires comprennent :

- le compte plus-values et provisions réglementées (Compte 14) déduction faite de la provision pour reconstitution du capital (Sous-compte 144) ;
- les subventions d'équipement (Compte 15) ;
- les emprunts et dettes subordonnés (Sous-compte 1622) ;
- les fonds de garantie mutuels (Sous-compte 172) ;
- les provisions pour risques, charges et pertes (Compte 18).

Viennent en déduction

- les créances subordonnées répondant aux définitions de la présente Instruction détenues dans d'autres Etablissements de Crédit ou d'autres institutions financières (Sous-compte 255).

Article 10

Les fonds provenant de l'émission des titres ou d'emprunts subordonnés requièrent l'autorisation préalable de la Banque Centrale du Congo lorsqu'ils répondent aux conditions minimales suivantes :

- la durée initiale du contrat doit être au moins égale à cinq ans. Si aucune échéance n'est fixée, la dette ne peut être remboursable que moyennant un préavis de cinq ans ;

-
- provisions for reconstitution of capital (Sub-account 144);
 - hedge funds (Sub-account 170)
 - the trust funds (Sub-account 171);

B. Are deducted:

- the subscribed share capital not paid (10 Count)
 - uncompensated losses and losses (sub-account 121)
 - The net loss or deficit (Sub-account 131)
 - the capitalized intangible assets (Account 20);
 - shares in umbrella structures (Sub-account 252)
- them to more than a year holdings in other Institutions
- .Creditor other financial institutions (Sub-Account 2510)

Article 9

Equity Additional include:

- capital gains account and regulated provisions (Account 14) net of provision for constitution of capital (Sub-account 144);
- capital grants (Count 15)
- subordinated loans and debt (subaccount 1622)
- the mutual guarantee fund (Sub-account 172)
- Provisions for risks, charges and losses (Count 18)d.

come in deduction

- subordinated claims meet the definitions of this Instruction held in Other Credit Institutions or other financial institutions (Sub-account 255).

Article 10

Funds from the issue of shares or subordinated loans require the prior authorization of the Central Bank of Congo when they meet the following minimum requirements:

- the initial term of the contract must be at least five years. If no deadline is set, the debt can not be repayable only subject to five years;
- 03 -

- l'accord préalable de la Banque Centrale du Congo est formellement requis pour procéder à son remboursement anticipé à condition que la solvabilité de l'institution assujettie n'en soit pas affectée ;
- le contrat de prêt ne comporte pas de clause prévoyant que, dans des circonstances autres que la liquidation de l'institution assujettie, la dette devra être remboursée avant l'échéance convenue ;
- dans l'éventualité d'une liquidation de l'institution assujettie, ces titres ou emprunts ne peuvent être remboursés qu'après règlement de toutes les autres dettes.

Ne peuvent être comptabilisés comme titres ou emprunts subordonnés que seuls les montants effectivement encaissés. Lorsqu'il reste une durée à courir à moins de cinq ans, une réduction annuelle de 20 % du montant résiduel est pratiquée afin de refléter la contribution de moins en moins sensible à la solvabilité de l'institution assujettie.

Article 11

Les fonds propres complémentaires ne peuvent être inclus dans les fonds propres prudentiels que dans les limites des fonds propres de base.

Les dettes subordonnées visées aux articles 9 et 10 de la présente Instruction ne peuvent être incluses dans les fonds propres complémentaires que dans la limite de 50 % des fonds propres de base.

TITRE III : DE LA SOLVABILITÉ

Article 12

Les assujettis, à l'exception des Entreprises de Micro Crédit, sont tenus de respecter en permanence le ratio de solvabilité dont la norme minimale est fixée à 10 %.

Ce ratio est le rapport entre le montant de leurs fonds propres prudentiels et celui de l'ensemble de leurs actifs pondérés.

Article 13

Le numérateur du rapport est constitué des fonds propres prudentiels conformément aux dispositions du Titre II de la présente Instruction.

Article 14

Le dénominateur du ratio comprend tous les éléments d'actif et des engagements donnés hors bilan, à l'exception des éléments déduits des fonds propres prudentiels conformément aux dispositions aux articles 8 et 9 de la présente Instruction.

- the prior approval of the Central Bank of Congo is formally required to perform his redemption, provided that the solvency the only institution subject is not affected

-the loan agreement shall not include any clause providing that in circumstances other than liquidation of the subject institution, the debt will become repayable before the agreed maturity;

- in the event of liquidation of the subject institution, these debt instruments may not be repaid until after settlement of all other debts.

Can not be recorded as securities or subordinated loans that only amounts actually received. If the remaining term to maturity less than five years, an annual reduction of 20% of the remainder is carried to reflect the contribution less sensitive to the solvency of the subject institution.

Article 11

The supplementary capital can be included in regulatory capital within the limits of the core capital.

Subordinated debt referred to in Articles 9 and 10 of this Instruction can not be included in the supplementary capital within the limit of 50% of funds TierIII.

TITLE THE SOLVENCY

Article 12

The subject, with the exception of Micro Credit Companies are required to comply at all times the solvency ratio, the minimum standard is set at ratio.

10%,this ratio is the between the amount of their regulatory capital, and that of all risk-weighted assets.

Article 13

The numerator of the ratio consists of regulatory capital under the provisions of Title II of this Instruction.

Article 14

The denominator of the ratio includes all the assets and off-balance sheet commitments, excluding items deducted from regulatory capital in accordance with Articles 8 and 9 of this Instruction

Dans le calcul du ratio de solvabilité, les éléments d'actif et les engagements donnés hors-bilan sont affectés de coefficient de pondération 0 %, 20 %, 25 % et 100 % selon qu'ils présentent un risque élevé, moyen, modéré ou faible.

Article 15

Les actifs et les engagements donnés hors bilan sont classés selon les risques de la manière suivante :

- trésorerie couverte par une police d'assurance : 0 % ;
- trésorerie non couverte par une police d'assurance : 20 % ;
- banques, institutions financières congolaises : 25 % ;
- crédits à la clientèle après déduction de dépôts de garantie sur les crédits lorsqu'ils sont assortis d'une convention de fusion de compte en cas d'impayés : 100 % ;
- Autres actifs et tous les engagements de financements donnés : 100 %.

TITRE IV : DE LA LIQUIDITE

Article 16

Les assujettis, à l'exception des Entreprises de Micro Crédit, sont tenus de respecter en permanence un ratio de liquidité minimum de 20 % entre leurs disponibilités et leurs dépôts à vue dit « ratio de liquidité immédiate ».

Article 17

Le numérateur du rapport est constitué de :

- disponibles en caisse (Compte 57) ;
- disponibles en banque (Compte 56).

Article 18

Le dénominateur du rapport est constitué de :

- dépôts à vue (Sous-comptes 330, 331, 332).

In calculating the solvency ratio, the elements assets and off-balance sheet commitments given are assigned 0% risk weight, 20%, 25% and 100% depending on whether they are at high risk, moderate, moderate or low.

Article 15

The assets and liabilities given out balance sheet are classified according to risk as follows:

- Cash covered by an insurance policy: 0%;
- non cash covered by an insurance policy: 20%
- banks, financial institutions Congolese: 25%
- credits Customer net of security deposits on loans when they come with a merger agreement to account for missing payments: 100%
- Other assets and all liabilities of financing given 100%IV.

TITLE : LIQUIDITY

Article 16

The subject, with the exception of Micro Credit Companies are required to comply at all times a minimum liquidity ratio of 20% between their availability and demand deposits called "quick ratio"

Article.17

The numerator of the ratio consists of:

- available cash (Count 57);
- at banks (Count 56)332.

Article 18

The denominator of the ratio consists of:

- deposits (Sub-accounts 330, 331,)V:.

- 05 -

TITRE V : DES RÉSERVES

Article 19

La réserve générale des assujettis est alimentée par un prélèvement annuel de 15 % minimum sur les excédents nets avant distribution des dividendes de chaque exercice, le cas échéant, après imputation de tout report à nouveau déficitaire éventuel.

Article 20

Les sommes mises en réserve générale ne peuvent être partagées entre les sociétaires, associés ou actionnaires.

Article 21

La dotation de la réserve générale est obligatoire, quel que soit le niveau atteint par le montant cumulé de cette réserve par rapport au capital social de l'assujetti.

TITRE VI : DE LA LIMITATION ET DE LA DIVISION DES RISQUES

Article 22

Les risques auxquels est exposée une Coopérative d'Épargne et de Crédit ne peuvent excéder le double de l'ensemble des dépôts de ses membres.

Article 23

Le numérateur de ce ratio est composé de risques encourus par l'assujetti, à savoir :

- les crédits distribués (Comptes 30 à 39);
- les titres de participation (Compte 25) ;
- les avoirs auprès des correspondants (Comptes 53 et 56);
- les engagements donnés par signature (Tous).

Peuvent être déduits de ces risques, les dépôts de garantie et les engagements reçus par signature d'une institution financière pour une durée au moins égale à celle des risques qu'elle couvre.

TITLE RESERVES

Article 19

The general reserve of reporting is fueled by an annual levy of minimum 15% on net surplus before dividend payments each year, if any, after allocation of any retained earnings Deficit possible.

Article 20

The general reserve amounts will not be shared between the members, partners or shareholders.

Article 21

The allocation of the general reserve is mandatory, regardless of the level reached by the cumulative amount of the reserve compared to share capital of the taxableVI.

TITLE THE LIMITATION AND DIVISION OF RISK

Article 22

The risks facing a Savings and Credit Cooperative shall not exceed twice the aggregate deposits of its members

Article.23

The numerator of this ratio comprises risk to the subject, namely:

- distributed loans (statements 30 to 39);
- equity securities (25 Count)
- balances with corresponding (and Accounts 53 56)
- the signature given (All)covers..

deductions may be made of these risks, guarantee deposits and commitments received by signing a financial institution for a period at least equal to that of the risks it

Article 24

Le dénominateur de ce ratio est composé de l'ensemble des dépôts (Comptes 33, 34, 35, 36 et Sous-compte 373).

Article 25

Les assujettis peuvent accorder de crédits ou de garanties aux personnes apparentées pour un montant global n'excédant pas 20 % de leurs fonds propres prudentiels tels que définis à l'article 7 de la présente Instruction.

Article 26

L'encours total des prêts et engagements par signature consentis aux personnes apparentées d'une Coopérative d'Épargne et de Crédit ne peut pas excéder 20 % de l'ensemble des dépôts de ses membres.

Article 27

Sont considérées comme personnes apparentées :

- les actionnaires, les membres fondateurs, les administrateurs, les dirigeants et le personnel ainsi que les membres de leur famille au premier degré;
- les personnes morales sur lesquelles l'assujetti détient des participations ;
- les personnes morales appartenant à l'une de personnes citées au premier tiret ;
- les personnes morales pour lesquelles l'une de personnes citées au premier tiret a des intérêts particuliers ;
- les personnes physiques non bancaires liées à l'institution par des contrats de garantie croisés ou des contrats d'affaires, en l'occurrence la sous-traitance ou le contrat de franchise.

Article 28

Les Institutions de Micro Finance ne peuvent pas consentir des crédits et des engagements par signature à un seul client ou à une seule signature pour un montant global excédant 5 % des fonds propres prudentiels.

Pour tout crédit ou engagement supérieur au plafond visé à l'alinéa précédent, l'Institution de Micro Finance doit solliciter l'accord préalable de la Banque Centrale du Congo.

Article 24

The denominator in this ratio consists of total deposits (accounts 33, 34, 35, 36 and Sub-account 373)one.

Article 25

The subject may grant loans or guarantees to related party for aggregate amount not exceeding 20% of Prudential capital as defined in Article 7 of this Instruction.

Article 26

Total outstanding loans and commitments by signature granted to relatives of a Cooperative Savings and Credit can not exceed 20% of all deposits of its members-.

Article 27

are considered related parties:

shareholders, founders, directors, officers and

staff and members of their families first degree

- legal persons on which the subject has interests;

- legal persons belonging to one of those listed in the first indent;

- legal persons where one of those listed in the first

indent has interests individuals;

-. nonbank natural persons linked to the institution by cross guarantee contracts or business contracts, namely subcontracting or franchise agreement

Article

28Micro Finance Institutions can not extend credit and signature commitments to a single customer or a single signature for a total amount exceeding 5% of regulatory capital.

For any credit or greater commitment to the ceiling referred to in the preceding paragraph, the Micro Finance Institution must seek the prior approval of the Central Bank of Congo.

Par une seule signature, il faut entendre toute personne physique ou morale agissant en son nom propre et/ou pour le compte d'une autre structure dont il détient directement ou indirectement un pouvoir de contrôle, notamment un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Cette norme s'applique également aux avoirs ou créances auprès de ses correspondants.

Article 29

Les Coopératives d'Epargne et de Crédit ne peuvent pas consentir des crédits et des engagements par signature à un seul membre pour un montant global excédant 10 % de l'ensemble de leurs fonds propres prudentiels.

Cette norme s'applique également aux avoirs ou créances auprès de ses correspondants.

Article 30

Le montant total des participations prises par les assujettis dans des personnes morales ne peut pas excéder 25 % de leurs fonds propres prudentiels tels que définis dans l'article 7 de la présente instruction.

Cette règle ne vise pas les participations des Coopératives d'Epargne et de Crédit dans les Coopératives Centrales d'Epargne et de Crédit et de ces dernières dans les Fédérations.

TITRE VII : DE LA COUVERTURE DES EMPLOIS À MOYEN ET LONG TERME PAR DES RESSOURCES STABLES

Article 31

Les assujettis sont tenus de respecter en permanence un rapport minimum de 100 % entre les ressources stables et les emplois stables.

Pour les réseaux, cette norme est appliquée de manière non consolidée.

Article 32

Le numérateur est composé des éléments ci-après :

- les fonds propres prudentiels tels que définis à l'article 7 ;
- les dépôts à moyen et long terme (Compte 34) ;
- les dépôts à régime spécial (Compte 35) ;

For a single signature, means any natural or legal person acting in his own name and / or an account for the other structure in which it holds directly or indirectly controlling power, including exclusive control, spouse or significant influence.

This standard also applies to assets or receivables from its correspondents.

Article 29

The Savings and Credit Cooperatives can not extend credit and signed commitments to a single member for a total amount exceeding 10% of all of their regulatory capital.

This standard also applies to assets or receivables from its correspondents.

Article 30

The total amount of investments made by taxable in legal persons can not exceed 25% of Prudential capital as defined in Article 7 of this Instruction.

This rule does not apply to Cooperative Savings and Loan participations in Central Cooperatives Savings and Credit and the last in the FederationsVII.

TITLE OF COVERAGE JOBS MEDIUM AND LONG-TERM STABLE BY RESOURCES

Article 31

Taxpayers are required to comply at all times a minimum ratio of 100% between stable resources and .stable

For networksjobs,this standard is applied in a non consolidated basisdeposits.

Article 32

The numerator consists of the following elements:

- regulatory capital as defined in Article 7,
- medium and long-term (Count 34);
- special regime deposits (Count 35);

- les emprunts et dettes à moyen et long termes (Compte 16); déduction faite des emprunts subordonnés (Sous-compte 1622).

Article 33

Le dénominateur est composé des éléments ci-après :

- les valeurs immobilisées nettes (Classe 2) ;
- le crédit à moyen et long terme (Comptes 31 et 30) ;
- les créances litigieuses pour leur montant net (Compte 39).

TITRE VIII : DE LA COUVERTURE DES IMMOBILISATIONS PAR LES FONDS PROPRES PRUDENTIELS

Article 34

Les assujettis sont tenus de financer les immobilisations retenues par leurs fonds propres prudentiels.

Les immobilisations retenues sont calculées comme suit :

- valeurs immobilisées nettes (Classe 2) ;
- moins : participations dans d'autres Etablissements de Crédit ou institutions financières (Sous-compte 251) ;
- moins : créances subordonnées dans d'autres Etablissements de Crédit ou institutions financières (Sous-compte de 255) ;
- moins : valeurs incorporelles immobilisées (Compte 20).

Article 35

Les immobilisations retenues des Institutions de Micro Finance ne peuvent excéder cinquante pour cent (50 %) de leurs fonds propres prudentiels.

Article 36

Les immobilisations retenues des Coopératives d'Épargne et de Crédit ne peuvent excéder cinquante pour cent (50 %) de leurs fonds propres prudentiels.

Pour les Coopératives d'Épargne et de Crédit agréées à la date de l'entrée en vigueur de la présente Instruction, le ratio doit décroître de 100 % à 75 % puis à 50 % à la fin de chaque année civile à compter de la signature de la présente instruction.

Pour les réseaux, ce ratio est calculé de manière non consolidée.

- borrowings and debts in the medium and long term (Count 16);
net of subordinated loans (Sub-Account 1622)-.

Article 33

The denominator consists of the following elements:

- net fixed assets (Class 2)
- the medium and long term loans (accounts 31 and 30)
- the disputed loans on a net basis (Account 39) VIII..

TITLE COVERAGE OF FIXED ASSETS BY PRUDENTIAL EQUITY

Article 34

Taxpayers are required to fund capital retained by their prudential capital
assets used are calculated as follows:

- Net fixed assets (Class 2)
- Less: Investments in other Credit Institutions and Institutions
Financial (Sub-account 251)
- Less: subordinated debt in other Credit Institutions and
Financial Institutions (Sub-account 255)
- Less: immobilized intangible assets (Account 20)

Article 35

The capital deductions Micro Finance Institutions can not exceed fifty percent (50%) of their regulatory
capital Cooperatives.

Article 36

Capital deductions Savings and Credit can not exceed fifty percent (50%) of their regulatory capital.

For Savings Cooperatives and Credit approved at the date of entry into force of this Instruction, the ratio should
decrease by 100% , 75% and 50% at the end of each calendar year from the signing of this Instruction

For networks, the ratio is calculated as non-consolidated basis IX.

TITRE IX : LIMITATION DES OPERATIONS AUTRES QUE LES ACTIVITES D'EPARGNE ET DE CREDIT

Article 37

Les assujettis ne peuvent pas prendre de participation dans des entreprises dont l'objet ne concourt pas directement à la réalisation de leur objet social, à l'exception des titres détenus suite au recouvrement d'une créance et destinés à la revente sous bref délai.

Ils peuvent, après autorisation préalable de la Banque Centrale, détenir des titres d'investissement dans des entreprises dont l'activité concourt à la réalisation de leur exploitation, et notamment :

- dans les entreprises de prestations de services informatiques et d'édition de logiciels ;
- dans les entreprises de transports de fonds ;
- dans les entreprises d'appui et formation aux micros entrepreneurs et paysans ;
- dans des entreprises dont l'objet unique est la détention de patrimoine immobilier abritant l'exploitation de l'assujetti ;
- pour les Coopératives d'Epargne et de Crédit dans les Coopératives Centrales d'Epargne et de Crédit et de ces dernières dans les Fédérations.

Article 38

Sont considérés comme opérations et services connexes, toute activité non comprise dans le champ des activités de collecte de l'épargne et/ou d'octroi de crédits.

Toute opération ou service connexe requiert l'autorisation préalable de la Banque Centrale du Congo.

Article 39

Les produits tirés des opérations connexes ne doivent pas représenter plus de 20 % des produits de l'année précédente.

Le numérateur est composé de Sous-comptes suivants :

- 721 Commissions et frais perçus sur transfert d'argent ;
- 722 Commissions et frais perçus sur moyens de paiement ;
- 723 Profits de change ;
- 727 Autres Commissions ;

TITLE LIMITATION OF OPERATIONS OTHER THAN ACTIVITIES SAVINGS AND CREDIT

Article 37

Taxpayers can not take stakes in companies whose object does not contribute directly to achieving their objects, with the exception of securities held following the recovery of a receivable and for resale under short notice-

they may, with prior approval of the Central Bank, hold investment securities in companies whose activities contribute to the realization of their operations, including:

in benefit businesses IT services and publishing

software-

in fund transport companies

-in business support and training to micro entrepreneurs and farmers

-in companies whose sole business is ownership of

realestate housing the exploitation of the subject

for Cooperative Savings and Credit in the Central Cooperatives

-.Savings and Credit and Federations in recent

Article 38

shall be regarded as related operations and services, excluding any activity in field collection activities of savings and / or lending.

Any transaction or related service requires prior permission of the Central Bank of Congo.

Article 39

Revenue related transactions shall not exceed . 20% of the products of the previous year

The numerator consists of the following sub-accounts:

- 721 Commissions and fees earned on money transfer

-722 Commissions and fees collected on payment

-723 Foreign exchange gains

-Other commissions 727

**INSTRUCTION N° 003 AUX COOPERATIVES
D'EPARGNE ET DE CREDIT AINSI QU'AUX INSTITUTIONS
DE MICRO FINANCE RELATIVE A LA CLASSIFICATION
ET AU PROVISIONNEMENT DES CREDITS**

La Banque Centrale du Congo,

Vu la Loi n° 005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, spécialement en son article 6 ;

Vu la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit, spécialement en son Titre III ;

Vu la Loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Epargne et de Crédit, spécialement en ses articles 58 à 61 ;

Vu l'Instruction n° 1 aux Institutions de Micro Finance telle que modifiée le 18 décembre 2005 ;

Arrête les dispositions suivantes en matière de classification et de provisionnement des crédits.

Article 1^{er}

Les assujettis à la présente Instruction sont :

- les Coopératives d'Epargne et de Crédit ;
- les Institutions de Micro Finance.

Article 2

Les crédits sont catégorisés en deux groupes, à savoir :

- les crédits sains ;
- les crédits litigieux.

Article 3

Les crédits sains sont ceux qui n'ont aucune échéance en retard de paiement.

INSTRUCTION No. 003 THE COOPERATIVE SAVINGS AND CREDIT INSTITUTIONS AND FOR MICRO FINANCE ON THE CLASSIFICATION AND FUNDING CREDITS

The Central Bank of Congo,

Pursuant to Law No. 005/2002 of 7 May 2002 on the constitution, organization and operation of the Central Bank of Congo, especially in Article 6;

Pursuant to Law No. 003/2002 of 2 February 2002 on the activities and supervision of Credit Institutions, especially in Title III;

Pursuant to Law No. 002/2002 of 02 February 2002 provisions for Savings and Credit Cooperatives, especially in its Articles 58 to 61;

Vu Instruction No. 1 to Micro Finance Institutions as amended December 18, 2005;

.Stop the following provisions on classification and provisioning appropriations

Article 1

The covered by this Instruction are:

- Savings and Credit Cooperatives-

the Micro Finance Institutions appropriations.

Article 2

The are categorized into two groups, namely:

performing loans

...loans contentious

Article

3 performing loans are those that have no due date in arrears

Article 4

Les crédits litigieux sont ceux dont le recouvrement ne peut pas se réaliser conformément aux conditions contractuelles initiales du fait de la défaillance certaine des bénéficiaires et ce, même assortis de garanties.

Ils comprennent :

- les crédits prorogés ;
- les crédits impayés ;
- les crédits douteux ;
- les crédits contentieux ;
- les crédits irrécupérables.

Article 5

Les crédits prorogés sont ceux dont les échéances ont été modifiées à la demande d'un membre ou client et ce, avant ou après l'échéance.

La prorogation d'un crédit n'est autorisée qu'une seule fois.

Il est interdit aux assujettis d'accorder aux membres ou clients un nouveau crédit servant à rembourser totalement ou partiellement un crédit en retard.

Article 6

Les crédits sont réputés impayés lorsqu'une échéance au moins est en retard de paiement pendant un (1) jour ou plus.

Sont assimilés aux crédits impayés, les crédits sains en cours consentis aux membres ou clients ayant dans le même établissement un crédit litigieux.

Article 7

Les crédits douteux sont des créances de toute nature, même assorties de garanties, qui représentent un risque de non recouvrement total ou partiel à partir du 31^{ème} jour.

Les comptes courants débiteurs sans aucun mouvement créditeur significatif de plus de 30 jours sont inclus dans les crédits douteux.

Article 8

Les crédits contentieux sont des créances impayées dont les dossiers font l'objet d'une résolution à l'amiable ou en justice.

Article 4

The disputed loans are those for which recovery can not be realized in accordance with the original contractual terms due to the failure of certain beneficiaries, even with guarantees-.

They include:

the extended credits

-delinquent loans

-doubtful loans

-litigation credits

-unrecoverable loans.

Article 5

The extended loans are those whose deadlines have been changed at the request of a member or customer and before or after the deadline.

The extension of credit is permitted only time.

It is forbidden to subject to grant members or clients a new loan used to pay fully or partially credit overdue.

Article 6

The credits are deemed unpaid when due at least is in arrears for one (1) day or more.

Includes any unpaid loans, performing loans being granted to members or guests in the same establishment a disputed credit.

Article 7

Impaired loans are debts of any kind, even with guarantees, which represent a risk of total or partial recovery from the 31st day.

The current accounts without any significant credit movement of more than 30 days are included in doubtful loans.

Article 8

Disputes credits are outstanding receivables whose records are the object an amicable settlement or in court

-.02

Article 9

Les crédits irrécupérables sont des créances irrécouvrables de plus de 12 mois.

Article 10

Les crédits irrécupérables sont comptabilisés en perte lors de la clôture du bilan au 31 décembre et suivis en hors bilan.

Article 11

Les intérêts non réglés sur les crédits litigieux sont suivis en hors bilan.

Ils sont enregistrés dans le compte des produits que lorsqu'ils sont effectivement perçus.

Article 12

Les crédits litigieux font l'objet de provisions à constituer chaque mois.

Le montant de la provision sur les crédits litigieux est déterminé comme suit :

- 1 à 30 jours de retard : 5 % du capital restant dû ;
- 31 à 60 jours de retard : 25 % du capital restant dû ;
- 61 à 90 jours de retard : 50 % du capital restant dû ;
- 91 à 180 jours de retard : 75 % du capital restant dû ;
- Plus de 180 jours de retard : 100 % du capital restant dû.

Les crédits prorogés sont provisionnés comme des crédits litigieux à compter de leur échéancier initial.

Article 13

Les écritures comptables des crédits, de la dotation et de la reprise des provisions sont définies par le Plan Comptable des Coopératives d'Épargne et de Crédit ainsi que des Institutions de Micro Finance.

La Banque Centrale du Congo peut imposer toute provision ou passation en perte additionnelle lorsqu'elle l'estime nécessaire.

Article 9

-.The credits are unrecoverable bad debts of more than 12 months

Article 10

Sunk credits are recognized loss on the balance sheet at 31 December and followed off balance sheet.

Article 11

The outstanding interest on disputed loans are followed in off balance sheet.

They are recorded in the account of income only when actually received.

Article 12

The disputed loans are subject to provisions to be made each . month

The amount of the provision for disputed loans is determined as follows:

- 1 to 30 days late: 5% of the outstanding capital;
- 31-60 days late: 25% of the outstanding capital;
- 61-90 days of delay: 50% of the outstanding capital;
- 91 to 180 days late 75% of the outstanding capital;
- More than 180 days overdue. 100% of the outstanding capital

The extended credits are accrued as of the disputed credits from their original schedule.

Article 13

The accounting entries credits, staffing and recovery of provisions are defined by the Accounting Plan of Savings and Credit Cooperatives and the Micro Finance Institutions.

The Central Bank of Congo may impose any provision or procurement in additional loss as it deems necessary.

- 03 -

Article 14

Les assujettis qui ne respectent pas le niveau de provisionnement ainsi déterminé sont passibles d'une pénalité mensuelle égale à 1% de l'insuffisance entre le niveau requis et le niveau constaté à la fin de chaque mois.

Les pénalités prévues au présent article entrent en vigueur au 01 janvier 2013.

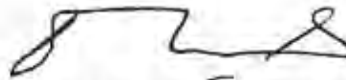
Article 15

Tout manquement aux dispositions de la présente Instruction entraîne l'application des sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires en la matière.

Article 16

La présente Instruction entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 14 avril 2012



J-C. MASANGU MULONGO
Gouverneur

Article 14

Taxpayers that do not meet the funding level so determined are subject to a monthly penalty equal to 1% of inadequate between the required level and the level recorded at the end of each month.

The penalties provided for in this section come into force on 01 January 2013.

Article 15

Any breach of the provisions of this Instruction entails application of sanctions under legal provisions and regulations on the matter.

Article 16

This Instruction shall enter into force on the date of its signature.

Done at Kinshasa, April 14, 2012

BC. MASANGU MULONGO Governor

**INSTRUCTION ADMINISTRATIVE N° 006 PORTANT
REGLEMENTATION DE L'ACTIVITE DES MESSAGERIES
FINANCIERES**
(Modification n° 1)

La Banque Centrale du Congo, agissant en vertu des dispositions des Lois n° 005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, n°003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit et de l'Ordonnance - Loi n° 67/272 du 23 juin 1967 telle que modifiée et complétée à ce jour, définissant le pouvoir réglementaire de la Banque Centrale du Congo en matière de change, arrête les dispositions suivantes concernant l'activité des Messageries Financières :

CHAPITRE 1er : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er

Les Messageries Financières sont des personnes morales de droit congolais autres que les Etablissements de Crédit qui effectuent en l'état, à titre de profession habituelle, sans déplacement physique des fonds du donneur d'ordre, des opérations de transfert.

Article 2

Il existe deux catégories des Messageries Financières à savoir :

- les Messageries Financières opérant exclusivement sur le territoire national (Catégorie A) ;
- les Messageries Financières opérant à la fois sur le territoire national et avec l'étranger (Catégorie B).

ADMINISTRATIVE INSTRUCTION No. 006 REGULATING ACTIVITY OF FINANCIAL MESSAGING (Amendment No. 1)

The Central Bank of Congo, acting under the provisions of the Acts No. 005/2002 of 7 May 2002 on the establishment, with the organization and operation of the Central Bank of Congo, No. 003/2002 02 February 2002 concerning the activity and supervision of Credit Institutions and Ordinance - Law No. 67/272 of 23 June 1967 as amended and supplemented to date, defining the regulatory power of the Central Bank of Congo in exchange matters, adopt the following provisions concerning the activity of Financial Messaging:

CHAPTER 1: GENERAL PROVISIONS

Article 1

The Financial Messaging are legal persons Congolese law other than Credit Institutions that perform in the state, as their regular occupation without physical movement of the payer's funds transfer operationsnamely:.

Article 2

There are two categories of Financial Messaging

- the Financial couriers operating exclusively on national territory (Class A)
- the Financial couriers operating both inthe country and abroad (category B)II.

CHAPITRE II : AGREMENT

Article 3

Toute personne morale de droit congolais, désireuse de réaliser les opérations de transfert des fonds, suivant l'une des catégories ou modalités reprises à l'article 2 de la présente Instruction, est tenue de se faire agréer par la Banque Centrale du Congo en qualité de Messagerie Financière.

Article 4

Alinéa 1 : La qualité de Messagerie Financière est accordée par la Banque Centrale du Congo sur base d'un acte d'agrément.

Alinéa 2 : La demande d'agrément adressée au Gouverneur de la Banque Centrale du Congo doit être accompagnée des documents ci-après :

- une copie de l'originale des statuts notariés ;
- l'acte de dépôt des statuts aux greffes du Tribunal de Grande Instance du ressort des activités de la Messagerie Financière ;
- une copie certifiée conforme du Nouveau Registre de Commerce précisant que le requérant se destine à exercer uniquement l'activité de Messagerie Financière ;
- une copie certifiée conforme de l'Attestation de l'Identification Nationale ;
- la preuve de l'existence des comptes en monnaie nationale et/ou en monnaies étrangères ouverts auprès du système bancaire congolais ;
- un exemplaire d'un contrat de collaboration notarié à l'étranger conclu avec un partenaire financier agréé par l'Autorité de supervision du secteur financier du pays de résidence en ce qui concerne la Messagerie Financière de catégorie B ;

CHAPTER APPROVAL

Article 3

Any entity under Congolese law, eager to make the funds transfer operations, according to categories or terms set out in Article 2 of this Instruction, was held to be authorized by the Central Bank of Congo as Financial Mail.

Article 4

Paragraph 1: Quality of Financial Messaging is granted by the Central Bank of Congo based on an accreditation document².

Paragraph The application for approval to the Governor of the Central Bank of Congo must include the following documents :

- a copy of the original notarized statutes
- the act of filing the articles of transplantation High Court the responsibility of Financial Messaging activities
- a certified copy of the New Trade Register stating that the applicant is intended only to exercise the activity of Financial Messaging
- a certified copy of the Certificate of
the National Identification
- the proof of the existence of accounts in national currency and / or foreign currency opened with the banking system Congolese
- a copy of a notarial contract of collaboration abroad concluded with a financial partner authorized by the Financial Sector Supervisory Authority in the country of residence regarding the Class B Financial Mail,

- les curriculum vitae et extraits de casier judiciaire datant de moins de trois mois des promoteurs et des personnes préposées à l'administration et à la gestion de la Messagerie Financière.

Alinéa 3 : L'examen de la demande d'agrément est subordonné au paiement des frais de dossier représentant 3 % de la caution.

Alinéa 4 : Toute demande d'agrément doit indiquer la raison sociale, l'adresse du siège social ainsi que les coordonnées téléphoniques, courrier électronique (e-mail) et fax de la Messagerie Financière.

Alinéa 5 : La Messagerie Financière doit faire du transfert des fonds son unique activité.

Article 5

Nul ne peut créer, administrer, diriger ou gérer, même par personne interposée, une Messagerie Financière, s'il :

1. a été condamné en République Démocratique du Congo ou à l'étranger comme auteur, complice ou pour tentative de l'une des infractions suivantes :
 - faux monnayage ;
 - contrefaçon ou falsification de billets de banque, des chèques, d'effets publics, d'actions, d'obligations et de coupons d'intérêts ;
 - contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques ;
 - faux et usage de faux en écritures ;
 - vol, extorsion, détournement ou abus de confiance, escroquerie ou recel ;
 - banqueroute, circulation fictive d'effets de commerce ;
 - émission de chèque sans provision ;
 - corruption ou concussion ;
 - blanchiment de capitaux ;

- curriculum Curriculum and criminal records not older than three months promoters and persons engaged in the administration and the Financial Messaging Management³.

Section Examination of the application for approval is subject to payment of fees folder representing 3% of the security⁴.

Paragraph An application for approval must indicate the company name, registered office address and telephone numbers, electronic mail (email) and fax Financial Messaging⁵.

Section : Financial Mail has to transfer funds its unique businessif:.

Article 5

No person shall establish, manage, control or management, even through an intermediary, a Financial Mail,

1. was sentenced in the Democratic Republic of Congo or abroad as author or accomplice attempted one of the following offenses:

- counterfeiting; - Counterfeiting or falsification of bank notes, checks, treasury bills, shares, bonds and interest coupons; - Counterfeiting or falsification of seals, stamps,

 dies and trademarks; - Forgery and use of forgery; - Theft, extortion, embezzlement or breach of trust,

 fraud or concealment; - Bankruptcy, fictitious circulation of commercial paper; - NSF program; - Corruption and bribery; - Money laundering;

March 2nd.

2. a été condamné pour infraction à la Loi n° 003/2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit ou à la Réglementation du Change ;
3. a été déclaré en faillite, sauf réhabilitation en sa faveur, même si la faillite s'est ouverte à l'étranger ;
4. a été condamné pour crime ou infraction de droit commun et pour infraction assimilée par la loi à l'une de celles énumérées ci-dessus ;
5. a pris part à l'administration, à la direction ou à la gestion courante d'un Etablissement de Crédit dont la liquidation forcée a été ordonnée ou dont la faillite a été déclarée, sauf autorisation expresse de la Banque Centrale du Congo.

Article 6

Alinéa 1 : L'agrément en qualité de Messagerie Financière est accordé après contrôle sur les lieux d'exploitation par la Banque Centrale du Congo, en vue d'apprécier les conditions minimales des installations et de s'assurer de l'existence des équipements nécessaires à son bon fonctionnement, à savoir :

- un moyen de communication (téléphone, phonie ou fax ou messagerie électronique) ;
- un coffre-fort ;
- une caisse enregistreuse ou une calculatrice ;
- un ordinateur ;
- un détecteur des faux billets ;
- une machine à compter les billets de banque ;
- une photocopieuse.

Alinéa 2 : Après avis favorable, la Banque Centrale du Congo invite le requérant à constituer la caution et à payer les frais fixés de la manière suivante :

was convicted of offenses under the Act No. 003/2002 on the activities and supervision of Credit Institutions or the Regulation of Change

3.has been declared bankrupt, except rehabilitation in his favor, even if bankruptcy opened abroad;

4. was sentenced for a crime or offense under common law offense and assimilated by law to one of those listed above;

5. took part in the administration, management or the ongoing management of a credit institution which forced liquidation was ordered or whose bankruptcy was declared, unless specifically authorized by the Central Bank of Congo.

Article 6

Paragraph 1: Accreditation in Financial Mail Quality is granted after control over firm by the Central Bank of Congo, in order to assess the minimum conditions of the facilities and to ensure the existence of necessary equipment for its operation, namely:

- a means of communication (telephone, voice or fax or email); - Safe; - A cash register or calculator; - A computer; - A counterfeit money detector; - A machine to count bank notes; . - Photocopier

Paragraph 2: After favorable opinion, the Central Bank of Congo invite the applicant to lodge the deposit and pay the fixed costs in the following manner:

- Caution :
 - **pour la catégorie A : USD 5.000,00 ;**
 - **pour la catégorie B : USD 10.000,00.**
- Frais d'agrément :
 - **20 % de la caution.**

Hormis la caution, les frais peuvent être payés en monnaie nationale.

Alinéa 3 : Le versement de la caution et le paiement des frais peuvent s'effectuer :

- par transfert ou virement bancaire au crédit d'un compte de la Banque Centrale du Congo ;
- par chèque nominatif en faveur de la Banque Centrale du Congo ;
- en espèces aux guichets de la Banque Centrale du Congo.

Alinéa 4 : La caution n'est pas rémunérée. Elle est remboursable en devise à la cessation d'activité moyennant déduction éventuelle des sommes dues au Trésor Public et à la Banque Centrale du Congo.

Article 7

Alinéa 1 : La Banque Centrale du Congo attribue un numéro d'agrément à chaque Messagerie Financière et publie périodiquement au Journal Officiel la liste des Messageries Financières agréées.

Alinéa 2 : Les Messageries Financières sont tenues de démarrer leurs activités dans un délai de six mois à compter de la date de l'agrément.

- Caution:

- **Category A: USD 5,000.00;**
- **for category B: USD 10,000.00Fees:...**

- License

- **20% of the security**

deposit Besides, fees can be paid in national currency can.

Paragraph 3: The payment of the deposit and payment of fees
be made:

- by transfer or bank transfer credited to an account

of the Central Bank of Congo; - By personal check in favor of the
Central Bank of

Congo; - In cash at the counters of the Central Bank of Congo⁴.

Paragraph The deposit is not paid. It is repayable in currency on the
termination of activity through deduction of amounts owed to the Treasury
and the Central Bank of Congo¹.

Article 7

Paragraph The Central Bank of Congo assign an approval number to
each and publishes Financial Messaging periodically in the Official
Gazette the list of approved Financial Messaging²:...

Paragraph The Financial Messaging are required to start business within
a period of six months from the date of approval

Article 8

La Banque Centrale dispose de 90 jours dès réception de la demande d'agrément pour examiner ce dossier. L'absence de décision à l'expiration de ce délai vaut autorisation.

CHAPITRE III : AUTORISATIONS

Article 9

Alinéa 1 : Sont soumises à l'autorisation préalable de la Banque Centrale du Congo/Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers les opérations ci-après :

- l'absorption, la scission ou la fusion des Messageries Financières ;
- le changement de catégorie et de raison sociale ;
- l'ouverture d'une Extension d'une Messagerie Financière ;
- la fermeture de la Messagerie Financière ou d'une Extension ;
- le changement des dirigeants ou des promoteurs ;

Alinéa 2 : Toute ouverture d'une Extension est subordonnée au paiement d'une caution représentant 50 % de la caution versée au moment de l'agrément et des frais de dossiers de l'ordre de 3 % de la caution.

Par **Extension**, il faut entendre une branche de la Messagerie Financière implantée dans l'une des villes de la République Démocratique de Congo autre que celui du siège social. En revanche, par **Guichet**, il faut entendre un bureau d'une Messagerie Financière ouvert dans la ville où le siège social ou l'extension sont implantés. Toute ouverture d'un guichet est subordonnée au paiement des frais de dossier de 1 % de la caution selon que celui-ci est ouvert dans la ville du siège de la Messagerie Financière ou de celle de son Extension et ce, conformément aux dispositions de l'article 6 de la présente Instruction.

Article 8

The Central Bank has 90 days from receipt of the application for authorization to examine this issue. If no decision on the expiry of this deadline is authorized III:.

CHAPTER Authorizations

Article 9

Section 1: Are subject to prior approval of the Central Bank of Congo / Directorate of Financial Intermediaries Supervision of the following operations

-absorption, demerger or merger of Messaging;

Financial - The change of category and name; - The opening of an Extension of Financial Messaging; - The closure of Financial Messaging or

extension; - The change in the officers or promoters;

Paragraph 2: Any opening of an extension is conditional upon payment of a deposit representing 50% of the deposit paid at the time of approval and law files charges 3 % of the deposit. By extension, means a branch of Financial Messaging located in one of the cities of the Democratic Republic of Congo other than the head office. However, for Bank shall mean an office of Financial Messaging opened in the city where the headquarters are located or extension. Any opening a window is subject to payment of the application fee of 1% of the deposit depending on whether it is open in the city of the headquarters of Financial Messaging or that of his extension and in accordance with the provisions of Article 6 of this Instruction³.

- Alinéa 3 : Les Messageries Financières qui n'ont pas d'Extension ou Guichet dans une ville ou localité peuvent signer un contrat de collaboration avec une autre et en informer la Banque Centrale du Congo/Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers.
- Alinéa 4 : Les Messageries Financières sont tenues d'ouvrir des comptes pour leurs Extensions auprès des Etablissements de Crédit du ressort d'activités desdites Extensions.
- Alinéa 5 : Les numéros d'agrément ou d'autorisation d'Extension doivent être reproduits sur chaque document ou correspondance de la Messagerie Financière.
- Alinéa 6 : Tout changement des coordonnées téléphoniques de tout point d'exploitation et d'adresse doit être immédiatement communiqué à la Banque Centrale du Congo/Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers.

Article 10

L'autorisation est accordée dans les 90 jours de la date mentionnée sur l'avis de réception de la Banque Centrale. L'absence de décision à l'expiration de ce délai vaut autorisation.

CHAPITRE IV : OPERATIONS SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

Article 11

Les Messageries Financières sont habilitées à recevoir et à effectuer en l'état et sans déplacement physique, des fonds en monnaie nationale et/ou en monnaie étrangère pour compte de leur clientèle.

Paragraph The Financial couriers that have no extension or Bank in a city or town may sign a collaboration contract with another and notify the Central Bank of Congo / Direction Supervision of Financial Intermediaries⁴..

Section The Financial Messaging are required to open accounts for their spring Extensions from Credit Institutions activities Extensions said⁵.

Section The approval numbers or authorization Extension shall be reproduced on each document or correspondence Financial Mail⁶.

Section Any change of telephone numbers of any operating and skill point should be immediately communicated to the Central Bank of Congo / Directorate of Supervision of Financial Intermediaries.

Article 10

Authorisation is granted within 90 days from the date specified in the notice of receipt of the Central Bank. If no decision on the expiry of this deadline is authorized^{IV}.

CHAPTER OPERATIONS IN THE NATIONAL TERRITORY

Article 11

The Financial couriers are entitled to receive and carry as is and without physical displacement of local currency funds and / or a foreign currency on behalf of their clients^V.

CHAPITRE V : OPERATIONS AVEC L'ETRANGER

Article 12

Les Messageries Financières sont habilitées à effectuer par jour et par personne des transferts unilatéraux privés vers l'étranger pour un montant global inférieur à **USD 10.000** ou l'équivalent en une autre monnaie étrangère.

Article 13

Alinéa 1 : Les Messageries Financières doivent percevoir auprès de leurs partenaires extérieurs des commissions sur chaque transfert et les rapatrier dans leurs comptes RME.

Le rapatriement doit se faire mensuellement sous couvert d'une déclaration d'exportation de service et ce, dans les 30 jours calendaires à compter de la date de la validation qui doit intervenir le 5^{ème} jour ouvrable de chaque mois.

Alinéa 2 : Les Messageries Financières sont tenues de transférer en faveur de leurs partenaires extérieurs les commissions qui leur sont dues sous couvert d'une déclaration d'importation de service.

Alinéa 3 :

- Les Messageries Financières sont tenues de calculer pour compte de la Banque Centrale du Congo une Redevance de Contrôle de Change (RCC) de 2‰ sur les commissions perçues et payées dans le cadre des opérations effectuées avec le partenaire étranger.
- La banque de la Messagerie Financière est tenue, par le débit du compte RME de cette dernière, de percevoir la Redevance de Contrôle de Change pour compte la Banque Centrale du Congo.

CHAPTER TRANSACTIONS WITH FOREIGN COUNTRIES

Article

12Financial couriers are entitled to carry a day per person private unilateral transfers abroad for a lower total amount of USD 10,000 or the equivalent in another foreign currency1:...

Article 13

Paragraph The Financial Messaging must collect from their external partners commissions on each transfer and repatriate their accounts RME Repatriation must be under cover of a monthly statement Service export and, within 30 calendar days from the date of validation which must take the 5th business day of each month2.

Paragraph The Financial Messaging are required to transfer for their external partners commissions owing to them under the guise of an import declaration services. Paragraph 3:

- The Financial Messaging are required to calculate behalf of the Central Bank of Congo a Change Control Charge (RCC) 2 ‰ on commissions received and paid in connection with transactions with the foreign partnerThe.
- Financial Mail bank is required, by debiting the account of the latter RME, collect the Change Control Fee Account for the Central Bank of Congo.

Article 14

Le taux de la commission à percevoir doit figurer sur le contrat ou sur la convention signé (e) avec le partenaire extérieur. Toute modification de ce taux doit être communiquée à la Banque Centrale du Congo/Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers avec copie à la Direction des Services Etrangers.

CHAPITRE VI : DIRECTIVES ADMINISTRATIVES

Article 15

Les Messageries Financières agréées doivent afficher pour le public, outre l'acte d'agrément et des autorisations d'ouverture des Extensions en copies certifiées conformes, l'ensemble de leurs tarifs et conditions.

Article 16

Les Messageries Financières ont l'obligation de :

- 1) tenir une comptabilité en bonne et due forme c'est-à-dire présenter les états de synthèse conformément au Plan Comptable Général Congolais.
- 2) se doter d'une organisation et des procédures internes permettant de s'assurer du respect des dispositions de la loi n° 04/016 du 19 juillet 2004 portant lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ainsi que d'un système de contrôle interne destiné à s'assurer de leur mise en œuvre effective.
- 3) saisir la Banque Centrale du Congo/Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers de toute transaction jugée, inhabituelle, atypique ou suspecte dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- 4) reproduire leurs numéros d'agrément ou d'autorisation d'Extension sur tous leurs documents ainsi que leur correspondance ;
- 5) prélever et de photocopier les identités de leurs clients donneurs d'ordre ou bénéficiaires de transfert à leurs guichets ;

Article 14

The rate of commission to be charged must appear on the contract or the signed agreement (s) with the external partner. Any change in that rate should be communicated to the Central Bank of Congo / Directorate of Financial Intermediaries Supervision with copies to the Foreign Services DirectorateVI.

CHAPTER DIRECTIVES**Article 15**

Authorised Financial couriers must display to the public, in addition to 'accreditation document and opening authorizations Extensions in certified copies, all their prices and conditionsto:.

Article

16Financial couriers are obliged

- 1) keep proper books and accounts c' is to say present the financial statements in accordance with Congolese General Accepted Accounting.
- 2) develop an organization and internal procedures to ensure compliance with the provisions of Law No. 04/016 of 19 July 2004 bearing fight against money laundering and terrorist financing as well as an internal control system to ensure their effective implementation.
- 3) seize the Central Bank of Congo / Direction of Supervision of Financial Intermediaries any transaction deemed, extraordinary, unusual or suspicious in the fight against money laundering and terrorist financing;
- 4) reproduce their approval numbers or authorization Extension on all their documents and correspondence;
- 5) take and photocopy the identities of their clientsprincipals or transfer beneficiaries at their counters;

June

6) effectuer des opérations sur base d'un bordereau de transfert établi en double exemplaire pris dans une série numérique ininterrompue dont le modèle est joint en annexe.
L'original est remis au client et la copie est conservée par la Messagerie Financière.

7) transmettre à la Banque Centrale du Congo/Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers avec copies aux Directions du Crédit et des Marchés Financiers et des Services Etrangers au plus tard le 10^{ème} jour du mois suivant, le relevé mensuel consolidé selon le modèle en annexe, renseignant sur :

- le volume des opérations par monnaie, par type d'opération et par pays ou localité de leurs statistiques consolidées ;
- les détails par Extension, provenance ou destination, ainsi que les commissions à recevoir et à payer ;
- les informations du bordereau.

Les Extensions des Messageries Financières opérant dans les collectivités provinciales ou locales autres que celles du siège social sont tenues de transmettre suivant la périodicité ci-haut indiquée leurs relevés mensuels aux entités provinciales de la Banque Centrale de Congo dont elles relèvent.

8) souscrire une police d'assurance tenant compte du volume des transactions ;

9) Les Messageries Financières sont tenues de s'organiser en une Corporation Professionnelle.

Cette Corporation a pour objet :

- la représentation des intérêts collectifs de ses membres auprès des pouvoirs publics et de la Banque Centrale ;
- l'information de ses adhérents et du public ;
- l'étude de toute question d'intérêt commun et l'élaboration des recommandations s'y rapportant en vue, le cas échéant, de favoriser la coopération entre réseaux ;
- l'organisation et la gestion des services d'intérêt commun.

Le projet des statuts de cette Corporation est soumis à l'approbation de la Banque Centrale du Congo.

9) perform basic operations of a transfer slip in duplicate caught in a continuous numerical series whose model is attached. The original is given to the customer and the copy kept by the Financial Mail.

7) transmit to the Central Bank of Congo / Directorate of Financial Intermediaries Supervision with copies to the Directions Credit and Financial Market and at the Foreign Service before the 10th day of the following month, the consolidated monthly statement by model annexed learning about:

- the volume of transactions by currency, by transaction type and country or location of their consolidated statistics;
- details by extension, origin or destination, and commissions receivable and payable;
- docket information

The Financial Messaging Extensions operating in the provincial or local authorities other than those of the head office are required to file following the above frequency indicated their monthly statements to provincial entities of the Central Bank of Congo which they belong transactions.

8) take out an insurance policy taking into account the volume of

9) Financial couriers are required to organize themselves into a Professional Corporation-.

The Corporation is to:

The representation of collective interests of its towards

member the government and the Central Bank; - Information of its members and the public; - The study of any matter of common interest and the development of recommendations related to, if necessary, to foster cooperation between networks; -. The organization and management of services of common interest

The draft statutes of the Corporation is subject to the approval of the Central Bank of Congo

10.

**INSTRUCTION ADMINISTRATIVE N° 007 PORTANT
REGLEMENTATION DE L'ACTIVITE DES BUREAUX
DE CHANGE**

(Modification n° 1)

La Banque Centrale du Congo, agissant en vertu des dispositions des Lois n° 005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, n°003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit et de l'Ordonnance - Loi n° 67/272 du 23 juin 1967 telle que modifiée et complétée à ce jour, définissant le pouvoir réglementaire de la Banque Centrale du Congo en matière de change, arrête les dispositions suivantes concernant l'activité des Bureaux de Change :

CHAPITRE 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er}

Les Bureaux de Change sont des personnes morales de droit congolais autres que les Etablissements de Crédit qui effectuent, à titre de profession habituelle des opérations de change manuel.

Article 2

Les Bureaux de Change sont habilités à :

- acheter et vendre en espèces les monnaies étrangères contre la monnaie nationale ;
- acheter et vendre en espèces les monnaies étrangères contre d'autres monnaies étrangères.

ADMINISTRATIVE INSTRUCTION No. 007 REGULATING ACTIVITY IN EXCHANGE OFFICES (Amendment No. 1)

The Central Bank of Congo, acting under the provisions of Laws No. 005/2002 07 May 2002 concerning the creation, the organization and operation of the Central Bank of Congo, No. 003/2002 02 February 2002 concerning the activity and supervision of Credit Institutions and Ordinance - Law No. 67/272 of 23 June 1967 as amended and supplemented to date, defining the regulatory power of the Central Bank of Congo in exchange matters, adopt the following provisions concerning the activity of Bureaux de Change:

CHAPTER 1: GENERAL PROVISIONS

Article 1

The Bureaux de Change are . legal persons of Congolese law other than Credit Institutions that perform, as a regular business exchange operations

Article 2

The Bureaux de Change are entitled to:

- buy and sell cash foreign currency
against the national currency
- buy and sell cash foreign currency
against other foreign currencies-.

CHAPITRE II : AGREMENT

Article 3

Alinéa 1 : - Toute personne morale de droit congolais, désireuse d'exercer l'activité du Bureau de Change doit se faire agréer par la Banque Centrale du Congo.

- La qualité du Bureau de Change est accordée sur base d'un acte d'agrément.

Alinéa 2 : La demande d'agrément adressée au Gouverneur de la Banque Centrale du Congo doit être accompagnée des documents ci-après :

- une copie de l'originale des statuts notariés ;
- l'acte de dépôt des statuts aux greffes du Tribunal de Grande Instance du ressort des activités du Bureau de Change ;
- une copie certifiée conforme du Nouveau Registre de Commerce précisant que le requérant se destine à exercer uniquement l'activité du Bureau de Change ;
- une copie certifiée conforme de l'Attestation de l'Identification Nationale ;
- la preuve de l'existence des comptes en monnaie nationale et/ou en monnaies étrangères ouverts auprès du système bancaire congolais ;
- les curriculum vitae et extraits de casier judiciaire datant de moins de trois mois des promoteurs et des personnes préposées à l'administration et à la gestion du Bureau de Change.

Alinéa 3 : L'examen de la demande d'agrément est subordonné au paiement des frais de dossier représentant 3% de la caution.

CHAPTER II: APPROVAL

Article 3

Paragraph 1: A corporation incorporated under Congolese law, wishing to pursue the activity of Bureau de Change must be approved by the Central Bank of Congo

- The quality of Bureau de Change is granted on the basis of an Act of Accreditation documents:.

Paragraph 2: The application for approval to the Governor of the Bank Central of Congo must be accompanied by the following

- a copy of the original notarized statutes
- the act of filing the articles of transplantation High Court the responsibility of the activities of the Office of Change
- a certified copy of the New Commercial Registry stating that the applicant intended only to carry on the business of the Bureau de Change
- a certified copy of the Certificate of the National Identification
- the proof of the existence of accounts in national currency and / or foreign currency opened with the banking system Congolese
- resumes and criminal records not older than three months promoters and persons engaged in the administration and management of the Bureau de Change³.

Paragraph Examination of the application for approval is conditional to the pay folder representing 3% of the deposit fee⁴.

Alinéa 4 : La demande d'agrément doit indiquer la raison sociale, l'adresse complète ainsi que les coordonnées téléphoniques du Bureau de Change.

Alinéa 5 : Le Bureau de Change doit faire du change manuel son unique activité.

Article 4

Nul ne peut créer, administrer, diriger ou gérer, même par personne interposée, s'il :

1. a été condamné en République Démocratique du Congo ou à l'étranger comme auteur, complice ou pour tentative de l'une des infractions suivantes :
 - faux monnayage ;
 - contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçon et marques ;
 - faux et usage de faux en écritures ;
 - vol, extorsion, détournement ou abus de confiance, escroquerie ou recel ;
 - banqueroute, circulation fictive d'effets de commerce ;
 - émission de chèque sans provision ;
 - corruption ou concussion ;
 - blanchiment de capitaux ;
 - contrefaçon ou falsification des billets de banque.
2. a été condamné pour infraction à la Loi Bancaire n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit ou à la Réglementation du Change ;
3. a été déclaré en faillite, sauf réhabilitation en sa faveur, même si la faillite s'est ouverte à l'étranger ;
4. a été condamné pour crime de droit commun et pour infraction assimilée par la loi à l'une de celles énumérées ci-dessus ;

Paragraph The application shall indicate the name,
full address and telephone numbers of the Bureau de Change⁵.

Paragraph The Bureau de Change must make manual changes his only
activity

Article 4

No person shall establish, manage, control or management, even through
an intermediary, if:

1. was sentenced in the Democratic Republic of Congo or abroad as
author or accomplice attempted one of the following offenses:

- counterfeiting; - Counterfeiting or falsification of seals, stamps, punch
and

trademarks; - Forgery and use of forgery; - Theft, extortion,
embezzlement or breach of trust,

fraud or concealment; - Bankruptcy, fictitious circulation of
commercial paper; - NSF program; - Corruption and bribery; - Money
laundering; - Counterfeiting or falsification of bank notes

2..was sentenced for violating the Banking Law No. 003/2002 of 2
February 2002 on the activities and supervision of Institutions of Credit or
the Regulation of Change

3.has been declared bankrupt, except rehabilitation in his favor,
even if bankruptcy opened abroad;

4. was convicted of political crimes and offenses assimilated by law to one
of those listed above;

May

5. a pris part à l'administration, à la direction ou à la gestion courante d'un Etablissement de Crédit ou d'un autre intermédiaire financier dont la liquidation forcée a été ordonnée ou dont la faillite a été déclarée, sauf autorisation expresse de la Banque Centrale du Congo.

Article 5

Alinéa 1 : L'agrément en qualité du Bureau de Change est accordé après contrôle sur les lieux d'exploitation par la Banque Centrale du Congo, en vue d'apprécier les conditions minimales des installations et de s'assurer de l'existence des équipements nécessaires à son bon fonctionnement, à savoir :

- un moyen de communication (téléphone, phonie ou fax ou messagerie électronique) ;
- un coffre-fort ;
- une caisse enregistreuse ou une calculatrice ;
- un ordinateur ;
- un détecteur des faux billets ;
- une machine à compter les billets de banque ;
- une photocopieuse ;
- un tableau d'affichage.

Alinéa 2 : Après avis favorable, la Banque Centrale du Congo invite le requérant à verser la caution et les frais d'agrément fixés de la manière suivante :

- Caution : **USD 2.500** ;
- Frais d'agrément : **20 % de la caution.**

Hormis la caution, les frais peuvent être payés en monnaie nationale.

Alinéa 3 : Le versement de la caution et le paiement des frais peuvent s'effectuer :

- par transfert ou virement bancaire au crédit du compte de la Banque Centrale du Congo à désigner par la Direction des Services Etrangers ;

3. took part in the administration, management or the ongoing management of a credit institution or other financial intermediary which forced liquidation was ordered or whose bankruptcy was declared, unless specifically authorized by the Bank Central Congo¹.

Article 5

Paragraph The approval as the Change Office is granted after control of the firm by the Central Bank of Congo, in order to assess the minimum facilities and ensuring the existence of equipment necessary for its operation, namely:

- a means of communication (telephone, voice or fax or email);
- Safe;
- A cash register or calculator;
- A computer;
- A counterfeit money detector;
- A machine to count bank notes;
- A photocopier;
- A scoreboard

Paragraph 2: After favorable opinion, the Central Bank of Congo invite the applicant to pay the deposit and fixed license fee as follows:

- Deposit: USD 2,500;
- License Fees. 20% of the security

Apart from the security deposit, the fee can be paid in national currency-.

Paragraph 3: The payment of the deposit and fee payment can be made:

Transfer or bank transfer the account of the Central Bank of Congo to designate the Foreign Services Directorate;

- par chèque nominatif en faveur de la Banque Centrale du Congo ;
- en espèces aux guichets de la Banque Centrale du Congo.

Alinéa 4 : La caution n'est pas rémunérée. Elle est remboursable en devise à la cessation des activités moyennant déduction éventuelle des sommes dues au Trésor Public et/ou à la Banque Centrale du Congo.

Article 6

La Banque Centrale du Congo attribue à chaque Bureau de Change un numéro d'agrément distinct et publie périodiquement au Journal Officiel la liste des Bureaux de Change agréés.

Article 7

La Banque Centrale dispose de 90 jours dès réception de la demande d'agrément pour examiner ce dossier. L'absence de décision à l'expiration de ce délai vaut autorisation.

CHAPITRE III : AUTORISATIONS

Article 8

Alinéa 1 : Toute personne morale agréée en qualité du Bureau de Change peut ouvrir une ou plusieurs Extensions, un ou plusieurs Guichets moyennant l'autorisation de la Banque Centrale du Congo.

Par **Extension**, il faut entendre une branche du Bureau de change implantée dans l'une des villes de la République Démocratique de Congo autre que celui du siège social. En revanche, par **Guichet**, il faut entendre une branche du Bureau de Change ouverte dans la ville où le siège social ou l'extension sont implantés.

- by personal check in favor of the Central Bank of
Congo

-in cash at the counters of the Central Bank of
Congo⁴.

Paragraph The deposit n is not remunerated. It is repayable in foreign
currency to the cessation of activities through deduction of amounts owed
to the Public Treasury and / or the Central Bank of Congo.

Article 6

The Central Bank of Congo assigns each Bureau de Change a separate
authorization number and publishes periodically in the Official Gazette the
list of approved Bureaux de Change.

Article 7

The Central Bank has 90 days upon receipt of the application for
authorization to examine this issue. If no decision on the expiry of this
deadline is authorized^{III}:

CHAPTER Authorizations

Article 8

Section 1: A corporation approved as the Bureau de Change may open
one or more extensions, one or more ATMs with the permission of the
Central Bank of Congo.

By extension, it means a branch of the Exchange implanted in one of the
cities of the Democratic Republic of Congo other than the head office.

However, for Bank shall mean a branch of Bureau de Change opened in
the city where the headquarters are located or extension².

Alinéa 2 : L'ouverture de chaque Extension ou de chaque Guichet est soumise aux mêmes conditions de l'article 5 alinéa 1 et au paiement des frais ci-après :

- Frais d'autorisation : **20 % de la caution** ;
- Frais de dossier : **3 % de la caution**.

Alinéa 3 : Les Bureaux de Change sont tenus d'ouvrir des comptes pour leurs Extensions auprès des Etablissements de Crédit du ressort d'activités desdites extensions.

Alinéa 4 : Tout changement des coordonnées téléphoniques ou d'adresse de tout point d'exploitation doit être communiqué immédiatement à la Banque Centrale du Congo/Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers avec copie à la Direction des Services Etrangers.

Alinéa 5 : Sont soumis à l'accord préalable de la Banque Centrale du Congo :

- l'absorption, la scission ou la fusion de deux ou plusieurs Bureaux de Change ;
- la fermeture du Bureau de Change, de l'Extension ou de son Guichet ;
- le changement de raison sociale ou d'adresse ;
- le changement des promoteurs et des dirigeants.

Article 9

L'autorisation est accordée dans les 90 jours de la date mentionnée sur l'avis de réception de la Banque Centrale. L'absence de décision à l'expiration de ce délai vaut autorisation.

Paragraph The opening of each Extension or each Bank is subject to the same conditions Article 5 paragraph 1 and the payment of costs as follows:

- Authorization fees: 20% of the deposit;
- Processing fee: 3% of the security

Paragraph 3: Change Offices are required to open accountable for their Extensions from Credit Institutions of the activity of said extensions spring4.

Paragraph Any change in telephone number or any operating point address must be reported immediately to the Central Bank of Congo / the Directorate Supervision of Financial Intermediaries with copies to the Foreign Services Branchthe.

Paragraph 5: Are subject to the prior approval of the Central Bank of Congo:

- absorption, demerger or merger of two or more

Bureaux de Change

- closure of the Office of Change, Extension or its Bank

-the change of name or address;

-. the change of promoters and executives

Article 9

Authorisation is granted within 90 days from the date mentioned on the advice of receipt of the Central Bank. If no decision on the expiry of this deadline is authorizedIV.

CHAPITRE IV : DIRECTIVES ADMINISTRATIVES

Article 10

Alinéa 1 : Les transactions des Bureaux de Change portent sur les monnaies cotées par la Banque Centrale du Congo.

Alinéa 2 : Les opérations des Bureaux de Change s'effectuent librement au taux négocié entre parties.

Alinéa 3 : Les Bureaux de Change ne sont pas autorisés à effectuer des opérations de change manuel décrites à l'article 2 ci-dessus pour des montant dépassant USD 10.000 ou l'équivalent en une autre monnaie étrangère par personne et par jour.

Article 11

Les opérations de change s'effectuent sur base d'un bordereau établi en double exemplaire pris dans une série numérique ininterrompue, dont le modèle en annexe 1.

L'original est remis au client et la copie est conservée par le Bureau de Change.

Article 12

Alinéa 1 : Les Bureaux de Change agréés ont l'obligation de :

- saisir immédiatement la Banque Centrale du Congo/Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers pour toute transaction jugée suspecte dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme,
- prélever et photocopier les identités, l'adresse et la photo de leur clientèle effectuant des opérations de change manuel à leurs guichets,
- tenir une comptabilité en bonne et due forme c'est-à-dire présenter les états de synthèse conformément au Plan Comptable Général Congolais,

CHAPTER DIRECTIVES

Article 10

Paragraph 1: Transactions of Bureaux de Change address the currencies quoted by the Central Bank of Congo².

Paragraph The operations Bureaux de Change take place freely to negotiated rates between parts.

Paragraph 3 The Bureaux de Change are not allowed to perform manual exchange transactions described in Article 2 above for amount exceeding USD 10,000 or equivalent in another foreign currency per person per day.

Article 11

Foreign exchange transactions are made on the basis of a note prepared in duplicate caught in a continuous numerical series, the model in Annex 1.

The original is given to client and the copy kept by the Bureau de Change-.

Article 12

Paragraph 1: Approved Change Offices are required to:

immediately seize the Central Bank of Congo / Directorate of Financial Intermediaries Supervision for any transaction deemed suspect in As part of the fight against money laundering and terrorist financing,

- take and photocopy the identity, address and photo of their customers performing manual exchange transactions at their counters

- keep proper books and accounts from that is to say present the financial statements in accordance with Congolese General Accepted Accounting

- établir les relevés journaliers des opérations de change suivant le modèle en annexe, II et III,
- transmettre à la Banque Centrale du Congo, au plus tard le 5^{ème} jour du mois suivant, un relevé mensuel consolidé par monnaie des ventes et achats de devises réalisés. L'original du relevé est réservé au Bureau de Change agréé, les copies à la Banque Centrale du Congo/Directions de la Supervision des Intermédiaires Financiers et des Services Etrangers,
- saisir contre décharge et transmettre à la Banque Centrale du Congo par une note circonstanciée toute fausse monnaie présentée,
- afficher les copies certifiées conformes de l'acte d'agrément et de l'autorisation d'ouverture de ses Extensions dans les locaux où s'effectuent les opérations prévues par la présente Instruction,
- reproduire sur chaque document ou correspondance du Bureau de Change les numéros d'agrément et d'autorisation d'ouverture de l'Extension ou de Guichet.

Alinéa 2 : Les Bureaux de Change ne sont pas autorisés à effectuer les opérations ci-dessous :

- constituer des dépôts pour compte de leur client ;
- opérer des transferts avec l'étranger ;
- importer ou exporter les billets de banque ;
- accorder des prêts à leur clientèle.

Article 13

Les Bureaux de Change sont tenus de s'organiser en une Corporation professionnelle.

Cette corporation a pour objet :

- la représentation des intérêts collectifs de ses membres auprès des pouvoirs publics et de la Banque Centrale ;
- l'information de ses adhérents et du public ;

- establishing the daily readings of foreign exchange transactions following

the model in the Annex II and III

- transmit to the Central Bank of Congo, later than the fifth day of the following month, a consolidated monthly statement by currency sales and realized foreign exchange purchases. The original statement is restricted to registered Bureau de Change, copies to the Central Bank of Congo / Supervision of the Departments of Financial Intermediaries and Foreigners Services

- enter against discharge and submit to the Central Bank of Congo by a detailed note false currency presented

- show certified copies of the act of accreditation

and its Extensions opening authorization in premises where operations are carried out under this Instruction,

- reproduce the document, or correspondence from the Bureau de Change approval numbers and the extension or Bank opening authorization-.

Paragraph 2: The Bureaux de Change are not allowed to perform the following operations:

constitute deposits account their client; - Make transfers with foreign countries; - Import or export banknotes; . - Loans to their customers

Article 13

The Bureaux de Change are required to organize a professional Corporation Bank.

This corporation is to:

- representation of collective interests of its members before the public authorities and the Central
- information of its members and the public;

- l'étude de toute question d'intérêt commun et l'élaboration des recommandations s'y rapportant en vue, le cas échéant, de favoriser la coopération entre réseaux ;
- l'organisation et la gestion des services d'intérêt commun.

Le projet des statuts de cette Corporation est soumis à l'approbation de la Banque Centrale.

Article 14

Les Bureaux de Change sont tenus d'afficher les cours de change acheteurs et vendeurs du jour.

CHAPITRE III : RETRAIT D'AGREMENT

Article 15

Le retrait d'agrément est prononcé par la Banque Centrale lorsque le Bureau de Change :

- en formule la demande et après préalable de Banque Centrale/Direction de la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers ;
- ne démarre pas les activités dans les six mois qui suivent l'octroi d'agrément ;
- n'exerce plus ses activités depuis plus de six mois ;
- ne remplit plus les conditions auxquelles l'agrément est subordonné ;
- a obtenu l'agrément en violation des dispositions de l'article 5 de la présente Instruction ;
- a violé les dispositions des articles 4 et 5 de la présente instruction.

La Banque Centrale du Congo procède, à charge du Bureau de Change, à la publication au journal officiel de la décision de retrait d'agrément.

-
- the study of any matter of common interest and the development of recommendations related to, if necessary, to foster cooperation between networks;
 - the organization and management of services of common interest.

The draft statutes of the Corporation is subject to the approval of the Central Bank.

Article

14Change Offices are required to display the exchange of buyers and sellers daily.

CHAPTER III: WITHDRAWAL OF APPROVAL

Article 15

The withdrawal of recognition shall be decided by the Central Bank when the Bureau de Change

-so request and after prior Bank

Central/ Branch of the Directorate of Supervision of Financial Intermediaries; - Does not start the activities in the six months following the granting

of approval; - No longer operates for more than six months; - No longer meets the conditions under which authorization is

granted;- Has obtained the authorization in violation of the provisions of Article 5 of

this Instruction; - Violated the provisions of Articles 4 and 5 of this instructionwithdrawal..

the Central Bank of Congo shall, in charge of the Bureau de Change, publication in the official journal of the decision to withdraw approval

Article 16

Le retrait d'agrément entraîne la radiation du Bureau de Change de la liste prévue à l'article 4 de la présente Instruction. La radiation emporte de plein droit dissolution forcée du Bureau de Change conformément aux dispositions légales sur les sociétés commerciales.

En cas de retrait d'agrément, la caution est restituée après déduction éventuelle des sommes dues au Trésor et à la Banque Centrale du Congo. En cas d'insuffisance de la caution, le Bureau de Change est tenu de payer le montant des frais excédentaires endéans 7 jours.

CHAPITRE IV : SANCTIONS

Article 17

Alinéa 1 : Sans préjudice des dispositions de l'article 13 de l'Ordonnance Loi n° 67-272 du 23 juin 1967 définissant le pouvoir réglementaire de la Banque Centrale du Congo en matière de Change telle que modifiée et complétée à ce jour et de celles de la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit, si un Bureau de Change a enfreint une disposition de la présente Instruction, la Banque Centrale du Congo peut prononcer l'une des sanctions disciplinaires suivantes :

- le rappel à l'ordre ;
- le blâme ;
- la suspension des activités ;
- le retrait de l'agrément.

Alinéa 2 : En outre, la Banque Centrale du Congo peut prononcer soit à la place soit en sus de ces sanctions, une sanction pécuniaire conformément aux Tarifs et Conditions de la Banque Centrale du Congo.

Article 16

The Accreditation involves the removal of the Exchange Office of the list referred to in Article 4 of this Instruction. Radiation automatically entails forced dissolution of the Foreign Exchange Office in accordance with the legal provisions on commercial companies.

In the event of withdrawal of approval, the deposit is refunded after deduction of amounts due to the Treasury and the Central Bank of Congo. In case of failure of the bond, the Exchange Office shall pay the amount of excess costs within seven days^{IV}.

CHAPTER PENALTIES

Article 17

Paragraph 1: Subject to the provisions of Article 13 of the Ordinance Law No. ° 67-272 of 23 June 1967 defining the regulatory power of the Central Bank of Congo for Change as amended and completed to date and those of Law No. 003/2002 02 February 2002 concerning the activity and control of Credit Institutions, if a Bureau de Change has contravened a provision of this Instruction, the Central Bank of Congo may impose one of the following disciplinary sanctions:

- the call to order; - The blame; - The suspension of activities; - Withdrawal of approval².

Paragraph In addition, the Central Bank of Congo may pronounce, either instead of or in addition to these sanctions, a fine in accordance with the rates and conditions of the Central Bank of Congo

10.

INSTRUCTION N° 004 AUX COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT ET AUX INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE RELATIVE AUX INDICATEURS DE PERFORMANCE

La Banque Centrale du Congo,

Vu la Loi n° 005/2002 du 7 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, spécialement en son article 6 ;

Vu la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, spécialement en son article 34 ;

Vu la Loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Epargne et de Crédit, spécialement en son article 66 ;

Vu l'Instruction n° 1 aux Institutions de Micro Finance, spécialement en ses articles 45 à 46 ;

Arrête les indicateurs de performance applicables aux Coopératives d'Epargne et de Crédit et aux Institutions de Micro Finance, ci-après dénommées « assujettis ».

Article 1^{er}

La présente Instruction a pour objet de fixer les indicateurs de performance à respecter dans le cadre de la gestion des institutions assujetties.

Article 2

Les assujettis doivent veiller au respect des indicateurs de performance repris dans l'Instruction en vue de déterminer l'efficacité et la viabilité de leurs activités.

Article 3

Les indicateurs visés par la présente Instruction portent sur :

- la qualité du portefeuille ;
- l'efficacité et la productivité ;
- la rentabilité et la pérennité ;
- la gestion du bilan.

INSTRUCTION No. 004 THE COOPERATIVE SAVINGS AND CREDIT AND MICRO FINANCE INSTITUTIONS ON PERFORMANCE INDICATORS

The Central Bank of Congo,

Pursuant to Law No. 005/2002 of 7 May 2002 relative to the constitution, organization and operation of the Central Bank of Congo, especially in Article 6;

Pursuant to Law No. 003/2002 of 2 February 2002 concerning the activity and supervision of credit institutions, especially in Article 34;

Pursuant to Law No 002/2002 of 2 February 2002 concerning provisions for Savings and Credit Cooperatives, especially in Article 66 thereof,

Having regard to Instruction No. 1 to Micro Finance Institutions, especially in its Articles 45 to 46;

Stops performance indicators applicable to the Savings and Credit Cooperatives and Micro Finance Institutions, hereinafter referred to as "subject."

Article 1

This Instruction aims to establish performance indicators to be complied with under management .subject institutions

Article 2

Thesubject must ensure compliance of performance indicators included in the Instruction to determine the effectiveness and sustainability of their activities-.

Article 3

The indicators covered by this Instruction are:

the quality of portfolio

- the efficiency and productivity
- profitability and sustainability;
- balance sheet managementcrumble.

Article 4

Les indicateurs de la qualité du portefeuille permettent de fournir des informations sur le pourcentage d'actifs non productifs qui effritent les revenus de l'institution et ont un impact négatif sur sa situation de trésorerie.

Les ratios à respecter sont des deux types, à savoir :

- le Portefeuille à Risque ;
- le ratio d'abandon des créances.

Article 5

Les indicateurs d'efficacité et de productivité mesurent la capacité de l'institution de microfinance à maîtriser les coûts de ses opérations.

Les ratios à respecter sont des deux types, à savoir :

- l'efficacité opérationnelle ;
- le nombre d'emprunteurs par agent de crédit.

Article 6

Les indicateurs de rentabilité et pérennité mesurent la capacité de l'assujetti à couvrir ses charges d'exploitation par ses produits afin de maintenir ses activités et assurer sa croissance dans le futur.

Les ratios à respecter sont des quatre types, à savoir :

- la rentabilité des fonds propres ;
- le rendement sur actif ;
- le rendement du portefeuille ;
- l'autosuffisance opérationnelle.

Article 7

Les indicateurs de la gestion bilantaire s'intéressent au degré d'adéquation de grandes masses de l'état de la situation patrimoniale par rapport au total bilan net de subvention.

Les ratios à respecter sont des trois types, à savoir :

- le taux d'encaisses oisives ;
- le taux d'encours des crédits ;
- le taux des immobilisations.

Article 4

Indicators of portfolio quality allow to provide information on the percentage of non-performing assets . income of the institution and have a negative impact on its liquidity

ratios to be respected are the two types, namely:

- the portfolio at risk;
- the ratio of abandoned receivables indicators.

Article

5 efficiency and productivity measures the capacity of the microfinance institution to control the costs of its operations officer..

the company has to meet are two types, namely:

- operational efficiency
- the number of borrowers per loan

Article 6

The indicators of profitability and sustainability measure the ability of the taxpayer to cover its operating expenses by its products in order to maintain its operations and ensure its growth in the future viz.:

ratios to be respected are the four types,

- return on equity
- asset performance
- portfolio performance
- operational self-sufficiency of.

Article

7 indicators of balance sheet management are interested in the degree of adequacy of the broad masses of the state . financial situation relative to the total net balance subsidy

ratios to be respected are the three types, namely:

- the rate of surplus cash holdings
- the outstanding amounts of loans;
- the rate of fixed assets Article.

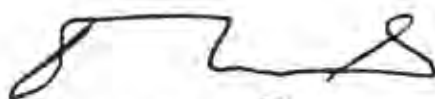
Article 8

Le mode de calcul des indicateurs susvisés est repris en annexe qui fait partie intégrante de la présente Instruction.

Article 9

La présente Instruction entre en vigueur le 01er janvier 2013.

Fait à Kinshasa, le 14 avril 2012



J-C. MASANGU MULONGO
Gouverneur

8

The calculation of the above indicators is annexed as an integral part of this Instruction.

Article 9

This Instruction comes into force on 01st January 2013.

Done at Kinshasa, April 14, 2012

BC. MASANGU MULONGO Governor

- 03 -

MODE DE CALCUL DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

| INDICATEURS | RATIOS | FORMULES | NORMES |
|--|--|--|------------------|
| Indicateurs de qualité | Portefeuille à Risque | $\frac{\text{Capital restant dû des crédits ayant au moins un remboursement en retard}}{\text{Montant brut du portefeuille de prêts}} \times 100$ | < 5 % |
| | Ratio d'abandon des créances | $\frac{\text{Montant des crédits passés en perte durant la période}}{\text{Montant brut moyen du portefeuille de crédits de la période}} \times 100$ | < 2 % |
| Indicateurs d'efficacité et productivité | Efficacité opérationnelle | $\frac{\text{Montant des charges d'exploitations de la période}}{\text{Montant brut moyen du portefeuille crédit de la période}} \times 100$ | Entre 13 et 21 % |
| | Nombre d'emprunteurs par agent de crédit | $\frac{\text{Nombre d'emprunteurs actifs}}{\text{Nombre d'agent de crédit}} \times 100$ | > 130 |
| Indicateurs de rentabilité | Rentabilité des fonds propres | $\frac{\text{Résultat d'exploitation hors subvention}}{\text{Montant moyen des fonds propres pour la période}} \times 100$ | > 15 % |
| | Rendement sur actif | $\frac{\text{Résultat d'exploitation hors subvention}}{\text{Montant moyen de l'actif pour la période}} \times 100$ | > 3% |
| | Rendement du portefeuille | $\frac{\text{Montant des intérêts et des commissions perçus au cours de la période}}{\text{Encours moyen de crédit brut}} \times 100$ | > 15 % |
| | Autosuffisance opérationnelle | $\frac{\text{Montant total des produits d'exploitation (déduction faite des produits exceptionnels)}}{\text{Montant total des charges d'exploitation (déduction faite des charges exceptionnelles)}} \times 100$ | > 119,2% |
| Indicateur de gestion du bilan | Taux d'encaisse oisive | $\frac{\text{Disponibles}}{\text{Montant total de l'actif de la période}} \times 100$ | < 20 % |
| | Taux d'encours de crédit | $\frac{\text{Montant brut du portefeuille de crédit de la période}}{\text{Total actif de la période}} \times 100$ | > 70 % |
| | Taux des immobilisations | $\frac{\text{Montant net des immobilisations}}{\text{Total actif de la période}} \times 100$ | < 10 % |

ANNEX

METHOD OF CALCULATING THE PERFORMANCE INDICATORS

INDICATORS RATIOS FORMS STANDARDS

$$\frac{\text{Capital outstanding credits with at portfolio at risk}}{\text{least on late repayment}} \times 100$$

<5% Quality Indicators

Gross loan portfolio

Ratio of waiver of the claims

$$\frac{100 \times \text{Ratio of waiver of the claims}}{100}$$

$$\frac{100 \times \text{Ratio of waiver of the claims}}{100}$$

$$\frac{100 \times \text{Ratio of waiver of the claims}}{100}$$

$$\frac{100 \times \text{Ratio of waiver of the claims}}{100}$$

$$\frac{\text{Amount loss during the period of written}}{\text{loans}} \times 100$$

loans

Gross Loan Amount of average period

portfolio of

<2%

productivity indicators

efficiency and

$$\frac{\text{farms charges amount}}{\text{Effectiveness}}$$

$$\frac{\text{the operational period of}}$$

portfolio's average Gross

Between 13 and 21%

credit period

Number of borrowers per loan officer

Number of active borrowers

Number of loan

officer > 130

Profitability indicators

Profitability Result own

funds

off operating subsidy amount

average of capital

for >15% period

Return on assets

operating income before subsidies

average amount of assets for the

period >3%

Portfolio Yield

Amount of interest and commissions perceived in the gross credit Average outstanding period

of > 15%

Operational self-sufficiency

Amount (exceptional expenses)

net of total revenue of products

operating

Amount (exceptional expenses)

net of total expenses

operating

expenses >119.2%

Indicator review

management

cash rate

Available idle

total amount of assets in the period

<20%

of outstanding loans rate

Gross of the period credit portfolio

active Total of the

period >70%

Rate of fixed assets

x 100

Net assets

Total assets for the period

- 04 -

<10%

INSTRUCTION N° 005 AUX COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT ET AUX INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE RELATIVE AU FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS

La Banque Centrale du Congo,

Vu la Loi n° 005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, spécialement en son article 6 ;

Vu la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit, spécialement en son titre III ;

Vu la Loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Epargne et de Crédit, spécialement en ses articles 58 à 61 ;

Vu l'Instruction n° 1 aux Institutions de Micro Finance telle que modifiée le 18 décembre 2005, spécialement en son article 27 ;

Arrête les dispositions suivantes en matière de financement des immobilisations par les Coopératives d'Epargne et de Crédit ainsi que les Institutions de Micro Finance ci-après dénommées « assujettis ».

Article 1^{er}

Les immobilisations représentent des biens et valeurs destinés à rester durablement dans l'institution assujettie. Elles sont constituées des immobilisations incorporelles, corporelles et financières.

Les immobilisations financières sont des actifs financiers non courants comme les titres de participation, les autres titres détenus à long terme (plus d'un an) ainsi que les prêts et créances à long terme.

Article 2

Les assujettis sont tenus de financer les immobilisations retenues par leurs fonds propres prudentiels.

Les immobilisations retenues sont calculées comme suit :

- valeurs immobilisées nettes (Classe 2) ;
- moins : participations dans d'autres Etablissements de Crédit ou institutions financières (Sous-compte 251) ;

INSTRUCTION No. 005 THE COOPERATIVE SAVINGS AND CREDIT AND MICRO FINANCE INSTITUTIONS ON THE CAPITAL FUNDING

The Central Bank of Congo,

Pursuant to Law No. 005/2002 of 7 May 2002 on the establishment, organization and operation of the Central Bank of Congo, especially in Article 6;

Pursuant to Law No. 003/2002 of 2 February 2002 on the activities and supervision of Credit Institutions, especially in Title III;

Pursuant to Law No 002/2002 of 2 February 2002 concerning provisions for Savings and Credit Cooperatives, especially in its Articles 58 to 61;

Vu Instruction No. 1 to Micro Finance Institutions as amended December 18, 2005, especially in its article 27;

Stop the following provisions on capital funding by the Savings and Credit Cooperatives and the Micro Finance Institutions hereinafter "reporting"intended.

Article 1

The assets represent assets and securities remain permanently in the subject institution. They are composed of intangible assets, tangible or financial.

Financial assets are non-current financial assets such as equity securities, other long-term investments (more than one year) and long-term loans and receivables.

Article 2

Taxpayers are required to fund capital retained by their prudential capital-.

assets used are calculated as follows:

Net fixed assets (Class 2);

- less: participations in other Credit Institutions andInstitutions

Financial(Sub -Account 251)

-01 -

- moins : créances subordonnées dans d'autres Etablissements de Crédit ou institutions financières (Sous-compte de 255) ;
- moins : valeurs incorporelles immobilisées (Compte 20).

Article 3

Les immobilisations retenues des Institutions de Micro Finance ne peuvent excéder cinquante pour cent (50 %) de leurs fonds propres prudentiels.

Article 4

Les immobilisations retenues des Coopératives d'Épargne et de Crédit ne peuvent excéder cinquante pour cent (50 %) de leurs fonds propres prudentiels.

Pour les Coopératives d'Épargne et de Crédit agréées à la date de l'entrée en vigueur de la présente Instruction, le ratio doit décroître de 100 % à 75 % puis à 50 % à la fin de chaque année civile à compter de la signature de la présente Instruction.

Pour les réseaux, ce ratio est calculé de manière non consolidée.

Article 5

Les assujettis sont tenus de se conformer aux dispositions de la présente Instruction.

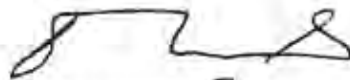
Article 6

Le non-respect par les assujettis des dispositions de la présente Instruction expose les contrevenants aux sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires en la matière.

Article 7

Les dispositions de la présente Instruction entrent en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 14 avril 2012



J-C. MASANGU MULONGO
Gouverneur

- Less: subordinated debt in other Credit Institutions and
Financial Institutions (Sub-account 255)

-Less: capitalized intangible assets (Count 20)Institutions.

Article 3

The capital deductions Microfinance can not exceed fifty percent (50%) of their regulatory capital.

Article 4

The retained assets of Savings and Credit Cooperatives can not exceed fifty percent (50%) of their regulatory capital.

For Cooperatives Savings and Credit approved at the date of entry into force of this Instruction, the ratio should decline from 100% to 75% and then to 50% at the end of each calendar year from the date of signature of this Instruction.

For networks, the ratio is calculated unconsolidated basis.

Article 5

The subject must comply with the provisions of this Instruction.

Article 6

Non-compliance by reporting provisions of this Instruction exposes violators sanctions under the laws and regulations on the matter.

Article 7

The provisions of this Instruction shall enter into force on the date of its signature.

Done at Kinshasa, April 14, 2012

BC. MASANGU MULONGO Governor

INSTRUCTION N° 008 RELATIVE A L'ORGANISATION DU CONTROLE INTERNE DES COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE

La Banque Centrale du Congo,

Vu la loi n° 005 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, notamment à son article 6 ;

Vu la loi n° 003 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Établissements de Crédit ;

Vu la loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Épargne et de Crédit ;

Vu l'Instruction n° 1 aux Institutions de Micro Finance telle que modifiée le 18 décembre 2005 ;

Arrête les règles suivantes en matière de contrôle interne des Coopératives d'Épargne et de Crédit ainsi que des Institutions de Micro Finance, ci-après dénommées « assujettis ».

Article 1^{er}

Les assujettis sont tenus de se doter d'un dispositif de contrôle interne adéquat. Ce dispositif doit être adapté à la nature, au volume de leurs activités, à la taille, à leurs implantations et aux risques de différentes natures auxquels elles sont exposées.

TITRE I : DES PRINCIPES DE BASE DU CONTROLE INTERNE

Article 2

Pour l'application de la présente Instruction, on entend par :

- **Organe délibérant** : (Conseil d'Administration) celui qui assure l'orientation stratégique de l'institution assujettie et la surveillance effective de la gestion des activités pour le compte des actionnaires ou des membres ;

INSTRUCTION NO 008 ON THE ORGANISATION OF INTERNAL CONTROL OF COOPERATIVE SAVINGS AND CREDIT AND MICRO FINANCE INSTITUTIONS

The Central Bank of Congo,

Considering Law No. 005 of 7 May 2002 on the establishment, with the organization and operation of the Central Bank of Congo, in particular in Article 6;

Pursuant to Law n ° 003 02 February 2002 concerning the activity and supervision of Credit Institutions;

Pursuant to Law n ° 002/2002 of 02 February 2002 provisions applicable to the Savings and Credit Cooperatives;

Vu Instruction No. 1 to Micro Finance Institutions as amended December 18, 2005;

Stop the following rules on internal control of Savings Cooperatives and Credit and the Micro Finance Institutions, hereinafter referred to as "subject."

Article 1

The subject is required to have an adequate internal control system. This device must be adapted to the nature, scale their business, size, their settlements and risks of different natures which they are exposedI:.

TITLE THE BASIC PRINCIPLES OF INTERNAL CONTROL

Article 2

For the purposes of this Instruction, the term:

- deliberative body (the Board) that which ensures the strategic direction of the institution and subject effective monitoring of management activities on behalf of shareholders or members

- **Organe exécutif** (Gérance, Direction Générale) : celui qui est chargé de la gestion courante des activités de l'institution assujettie et assure le pilotage effectif du processus de réalisation des objectifs stratégiques fixés par l'organe délibérant ;
- **Comité d'Audit** : une émanation de l'organe délibérant, créé pour l'assister dans l'exercice de ses missions notamment l'évaluation de la qualité du contrôle interne et l'appréciation de la cohérence des systèmes d'identification, de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques ;
- **Conseil de Surveillance** : un organe statutaire en charge de veiller sur les opérations de la coopérative, notamment de l'évaluation de la qualité du contrôle interne et de l'appréciation de la cohérence des systèmes d'identification, de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques ;
- **Plan de continuité de l'activité** : un plan d'action écrit et détaillé décrivant, en cas de perturbation opérationnelle majeure, y compris choc externe, les procédures et systèmes nécessaires pour maintenir ou rétablir dans un délai prédéterminé les activités et fonctions essentielles d'une organisation afin de limiter les conséquences de cette perturbation pour cette organisation et le système financier dans son ensemble.

Article 3

Le système de contrôle interne consiste en l'ensemble des dispositions décidées par l'organe délibérant et mis en oeuvre par l'organe exécutif afin de s'assurer que les activités de l'organisation sont maîtrisées à tous les niveaux.

Il est constitué au minimum d'un contrôle permanent de premier niveau dans les unités opérationnelles et d'un contrôle de dernier niveau réalisé par l'audit interne.

Article 4

Le système de contrôle interne est conçu par l'organe exécutif et approuvé par l'organe délibérant.

Il porte sur :

- la vérification de la conformité des opérations réalisées et des procédures internes, la mesure, la maîtrise et la surveillance des risques ;
- la vérification de l'organisation avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
- la surveillance de la qualité de l'information comptable et financière, en particulier les conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données ;

-Executive Body (Management, General Management): one who is responsible for the daily management of activities of the institution subject and ensures the effective control of the strategic objectives of the implementation process set by the deliberative body

-Audit Committee : a emanation of the legislative body created to assist in the performance of its duties including the evaluation of the quality of internal controls and the evaluation of the coherence of identification systems, measurement, monitoring and risk management;

- Supervisory Board: a statutory body responsible for ensuring the operations of the cooperative, including the assessment of the quality of internal control and assessing the consistency of identification systems, measure, monitoring and controlling risks:

-Continuity Plan activity: a written and detailed plan describing if major operational disruption including external shock, the necessary procedures and systems to maintain or restore within a predetermined time critical operations and functions of an organization in order to limit the consequences of the disruption to the organization and the financial system as a whole.

Article 3

The internal control system consists of all the provisions decided by the legislative body and implemented by the executive body to ensure that the organization's activities are controlled at all levels.

It consists at least of a permanent first level control in the operational units and . last level control carried out by the Internal Audit

Article 4

The internal control system is designed by the executive and approved by the legislative body-.

It covers:

verification of compliance of transactions carried out and procedures

internal, measurement, control and monitoring risks;

- verification of the organization with applicable legal and regulatory provisions;

- monitoring the quality of accounting and financial information, in particular the conditions of collection, processing, dissemination and data retention;

- la protection des ressources humaines, de la clientèle et des actifs de l'institution assujettie ;
- la prévention, la détection et la gestion des risques ;
- l'efficacité des canaux de circulation interne de la documentation et de l'information ainsi que leur diffusion auprès des tiers ;
- le respect de la conformité des procédures avec les dispositions de la Loi n° 04/016 du 19 juillet 2004 portant lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de l'Instruction n°15 (modification n°2) du 15 décembre 2006 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

TITRE II : DU ROLE ET RESPONSABILITES DES ORGANES

Rôle et responsabilité des dirigeants

Article 5

Est considérée comme dirigeant, toute personne exerçant des fonctions de direction, d'administration, de contrôle ou de gérance dans une institution assujettie.

Article 6

Le Conseil d'Administration ou le Conseil de Surveillance est tenu de s'assurer de la mise en place et du suivi par la Direction Générale ou la Gérance du système de contrôle interne, en ce compris les politiques et procédures écrites de contrôle indispensables pour une saine et prudente gestion des activités de l'assujetti.

A cet effet, il procède, au moins une fois par an, à l'examen de l'activité et des résultats du contrôle interne sur la base des informations qui lui sont adressées par le directeur ou le gérant dans les formes prévues par la présente Instruction.

Article 7

Le Conseil d'Administration est tenu de fixer des limites globales, pour chacun des principaux risques quantifiables auxquels est exposée l'institution assujettie, dont le caractère adéquat est revu périodiquement.

- the protection of human resources, customers and assets of the institution

subject

-prevention, detection and risk management;

- the effectiveness of Internal circulation channels of documentation and information and dissemination to third parties,

- the observance of the compliance of procedures with the provisions of Law No. 04/016 of 19 July 2004 on the fight against money laundering and the financing of terrorism and Instruction No. 15 (Amendment No. 2) of 15 December 2006 on the fight against money laundering and terrorist financingII.

TITLE THE ROLE AND RESPONSIBILITIES OF ORGANS

Role and responsibility Leaders

Article 5

is considered to be directing any person exercising management, administration, control or management in a secured institution.

Article 6

The Board of Directors or the Supervisory Board is required to ensure the implementation and monitoring by the Executive Management or the Management of the internal control system, including written policies and procedures necessary to control the sound and prudent management of the subject's activities.

To this end, it shall at least once a year, review the business and results of internal control based on the information sent to it by the director or manager in the manner provided by this Instruction.

Article 7

The Council Administration is required to set overall limits for each of the main quantifiable risks facing the subject institution, whose adequacy is reviewed periodically.

Article 8

Le Conseil d'Administration doit veiller à la séparation des tâches incompatibles, notamment la manipulation des valeurs, l'enregistrement, l'autorisation des opérations, leur vérification ainsi que l'inspection.

Article 9

L'organe délibérant délimite clairement les responsabilités des membres de l'organe exécutif et définit les modalités de délégation de pouvoirs.

Article 10

Les membres de l'organe délibérant et de l'organe exécutif veillent à promouvoir au sein de leur institution une forte culture de contrôle qui met l'accent particulièrement sur la nécessité pour chaque agent d'assumer ses tâches dans le respect de dispositions légales et réglementaires en vigueur et des politiques internes.

Ils sont tenus de sensibiliser l'ensemble du personnel sur l'importance et l'intérêt des contrôles, notamment à travers une formation adaptée et un enrichissement des tâches qui mettent en avant les objectifs de l'institution et explicite les moyens de leur réalisation.

Article 11

Le Conseil d'Administration est assisté par un Comité d'Audit ayant notamment pour tâches de :

- veiller au bon fonctionnement de l'audit interne ;
- examiner les rapports d'audit réalisés par l'audit interne ;
- vérifier la fiabilité et l'exactitude des informations financières destinées à l'organe délibérant et aux tiers ;
- évaluer la pertinence des mesures correctives prises ou proposées pour combler les lacunes ou insuffisances décelées dans le système de contrôle interne ;
- ordonner la réalisation de tout audit au service ou à la direction de l'audit interne ;
- recommander le choix des Commissaires aux Comptes et auditeurs externes de l'institution et superviser leurs relations avec l'assujetti ;
- être informé de toute modification des procédures ;
- effectuer toute recommandation dans l'exercice de sa mission ;
- rendre compte à l'organe délibérant.

Article 8

The Board of Directors must ensure segregation of duties incompatible, particularly the handling of values, registration, authorization of transactions, verification and inspection.

Article 9

The legislative bodies clearly delineates the responsibilities of members of the executive body and defines the modalities of delegation powers.

Article 10

Members of the governing body and the executive body shall promote within their institution a strong control culture that places particular emphasis on the need for each agent to perform its tasks in accordance legal and regulatory requirements and internal policies.

They are required to educate all staff on the importance and relevance of controls, including through appropriate training and job enrichment that highlight the objectives . the institution and explicit ways of their realization

Article 11

The Board of Directors is assisted by an Audit Committee with responsibility is to:

- ensure the proper functioning of the internal audit;
- reviewing reports audit carried out by the internal audit;
- check the reliability and accuracy of financial information to
the governing body and third parties;
- assess the adequacy of the corrective action taken or proposed to address
gaps and deficiencies identified in the system internal control;
- order the completion of any audit service or management of audit;
internal
- recommending the selection of auditors and external auditors to
oversee the institution and their relationship with the subject
- be informed any changes in procedures
- make any recommendations in the exercise of its
mission.- to report to the legislative body

Les tâches visées ci-dessus s'appliquent au Conseil de Surveillance pour les Coopératives d'Epargne et Crédit.

Le service de l'audit interne rend compte au Conseil de Surveillance pour les Coopératives d'Epargne et de Crédit et au Comité d'Audit pour les Institutions de Micro Finance.

Article 12

Le Comité d'Audit doit être présidé par un membre de l'organe délibérant. Il relève directement de l'organe délibérant qui en détermine les modalités de fonctionnement et auquel il rend compte. Son rôle ne peut en aucun cas se substituer à celui de l'audit interne.

Le Conseil de Surveillance est composé des membres élus par l'Assemblée Générale.

Le Comité d'Audit ou le Conseil de Surveillance est composé exclusivement des personnes n'ayant pas de responsabilités de direction dans l'institution assujettie. Ces personnes doivent disposer de l'expérience et des compétences requises dans les domaines financiers et comptables ainsi que dans les activités de l'audit.

Article 13

Le Conseil de Surveillance tient ses réunions au moins une fois par trimestre.

Le Comité d'Audit tient au moins deux réunions par an.

Ils peuvent associer à leurs travaux d'autres personnes, notamment le responsable du Contrôle Interne et les Commissaires aux Comptes de l'assujetti.

Rôle de la Gérance ou de la Direction Générale

Article 14

La conception et la mise en place du système de contrôle interne incombent à l'organe exécutif qui, à cet effet :

- établit la structure organisationnelle appropriée et prévoit les moyens humains et matériels nécessaires à la mise en œuvre du système de contrôle interne ;
- identifie l'ensemble des sources de risques internes et externes ;
- définit les procédures adéquates de contrôle interne ;
- s'assure en permanence de la cohérence et de l'efficacité du système de contrôle interne.

Pour les réseaux, ces fonctions incombent à l'organe exécutif de la faitière.

The above mentioned tasks apply to the Supervisory Board for the Savings and Credit Cooperatives .

The service of internal audit reports to the Supervisory Board to the Savings and Credit Cooperatives and the Audit Committee for Micro Finance Institutions.

Article 12

The Audit Committee should be chaired by a member the deliberative body. He reports directly to the governing body that determines the operating procedures and to which it reports. His role can never be a substitute to that of internal audit.

The Supervisory Board is composed of members elected by the General Assembly.

The Audit Committee or the Supervisory Board is composed exclusively of people without no executive responsibilities in the subject institution. They must have experience and skills in finance and accounting as well as in the activities of the audit.

Article 13

The Supervisory Board shall meet at least once a quarter.

The Audit Committee held at least twice a year.

They can associate with their work of others, including the head of Internal Control and the Statutory Auditors of the subject.

The role of the Management or the General Directorate

Article 14

The design and implementation up of the internal control system the responsibility of the executive body for this purpose:

- establish the appropriate organizational structure and provides human and material resources required to implement the internal control system
- identifies all sources of internal and external risks
- define the appropriate internal control procedures;
- permanently ensures the consistency and effectiveness of thecontrol system internalbody.

for the networks, these functions fall to the executive . umbrella

Article 15

L'organe exécutif s'assure en permanence du bon fonctionnement global du système de contrôle interne et prend les mesures nécessaires pour remédier, en temps opportun, à toute carence ou insuffisance relevée.

TITRE III : SYSTEME DE CONTROLE DES OPERATIONS ET DES PROCEDURES INTERNES

Dispositions générales

Article 16

Le système de contrôle des opérations et des procédures internes doit permettre aux assujettis de s'assurer, dans des conditions optimales de sécurité, de fiabilité et d'exhaustivité, de la conformité des activités reprises à l'article 4 de la présente Instruction.

Article 17

L'audit interne assure un suivi exhaustif du système de contrôle interne et veille à sa cohérence à travers l'évaluation de différents niveaux de contrôle au sein de l'institution assujettie.

Article 18

La fonction de l'audit interne est tenue de procéder à des contrôles périodiques.

A cet effet, elle :

- s'appuie sur une méthodologie permettant d'identifier les risques significatifs encourus par l'institution assujettie ;
- prépare un plan d'audit pluriannuel approuvé par le Conseil de Surveillance ou le Comité d'Audit et répartit ses ressources en conséquence;
- dispose de ressources suffisantes et d'effectifs ayant une formation appropriée et possédant l'expérience requise pour comprendre et évaluer les activités à auditer;
- accède, pour les besoins de sa mission, aux archives, dossiers et données.

Article 15

The executive body permanently ensures the smooth operation of the internal control system and takes the necessary steps to remedy in a timely manner, to any deficiency or insufficiency raisedSYSTEM.

TITLE III CONTROL OPERATIONS AND INTERNAL PROCEDURES***General provisions*****Article 16**

The operations and internal procedures control system should allow the subject to ensure, in optimum conditions of security, reliability and completeness, compliance activities listed in Article 4 of this Instruction.

Article 17

Internal auditing provides an exhaustive monitoring of the internal control system and ensures consistency throughout the evaluation of different levels of control within the subject institution.

Article

18function of internal audit is required to carry out periodic checks to-

this end, it:

is based on a methodology to identify significant

risksto the subject institution;

- prepare a multi-year audit plan approved by the Supervisory Board

or the Audit Committee and allocates its resources accordingly;

- has sufficient resources and staff with appropriate training and have the experience required to understand and evaluate the activities to be audited;

- access, for the purposes of its mission, archives, files and data.

- 06 -

Article 19

Les insuffisances relevées lors des contrôles font l'objet d'un rapport, assorti des recommandations formulées pour renforcer les dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques et de leur mise en œuvre par la Direction ou la Gérance et les services opérationnels.

Le rapport de contrôle global doit être élaboré et transmis à la Banque Centrale du Congo au plus tard le sixième mois et le quatrième mois suivant la clôture de l'exercice précédent respectivement pour les Coopératives d'Epargne et de Crédit et pour les Institutions de Micro Finance.

Ce rapport fait ressortir les diligences accomplies, les difficultés rencontrées, les principaux constats relevés ainsi que les écarts entre les prévisions et les réalisations.

TITRE IV : CONTENU DU CONTROLE

Article 20

Le dispositif de contrôle de la comptabilité doit permettre aux assujettis de s'assurer de la fiabilité et de l'exhaustivité de leurs données comptables et financières et de veiller à la disponibilité de l'information au moment opportun.

Article 21

Les modalités d'enregistrement comptable des opérations dans les comptes de bilan et de résultats doivent prévoir un ensemble de procédures, appelé piste d'audit, qui permet de :

- reconstituer les opérations selon un ordre chronologique ;
- justifier toute information par une pièce d'origine à partir de laquelle il doit être possible de remonter par un cheminement ininterrompu au document de synthèse et réciproquement ;
- expliquer l'évolution des soldes d'un arrêté à l'autre par conservation des mouvements ayant affecté les postes comptables.

Article 22

Les informations contenues dans les états comptables et celles nécessaires au calcul des normes de gestion et des ratios prudentiels ainsi que les déclarations périodiques et prudentielles destinées à la Banque Centrale du Congo doivent respecter au moins les dispositions des trois tirets de l'article précédent.

Article 19

The shortcomings identified during inspections are the subject of a report with recommendations to strengthen internal controls and risk management and their implementation by Management or the Management and operational services.

The global report must be prepared and submitted to the Central Bank of Congo on or before the sixth month and fourth month following the close of the year . respectively for the previous Savings and Credit Cooperatives and for the Micro Finance Institutions

This report highlights the work performed, the difficulties encountered, the principal findings raised, the differences between forecasts and achievementsIV.

TITLE CONTENT CONTROL

Article 20

The accounting control system should allow the subject to ensure the reliability and completeness of their accounting and financial data and to ensure the availability of information at the appropriate time.

Article

21procedures for registration of transactions in the balance sheet and income statement must include a set of procedures called audit trail, which allows:

- reconstitute the operations in chronological order
- justify any information with a piece of origin from which it must be possible to trace an uninterrupted path to the summary document and vice versa;
- explain the evolution of sales of an order to the other by conservation movements affecting accounting items22.

Article

information in the accounting statements and those required to calculate the management standards and prudential ratios as well as periodic and prudential statements to the Central Bank of Congo must meet at least the provisions of the three indents of the previous article

TITRE V : SYSTEME DE GESTION DES RISQUES

Des dispositions générales

Article 23

Les assujettis doivent mettre en place des systèmes de gestion des risques permettant d'identifier, d'analyser, de mesurer, de surveiller ou de maîtriser les risques de différentes natures auxquels les exposent leurs activités.

Ces systèmes doivent être adaptés à la nature, au volume et au degré de complexité des activités et opérations de l'institution assujettie et ajustés régulièrement en fonction du profil de leurs risques et de l'évolution des marchés.

Les assujettis doivent mettre en place des processus d'évaluation globale des fonds propres prudentiels au regard de ces risques.

Article 24

Les risques auxquels sont exposés les assujettis sont notamment les risques de crédit, de marché, opérationnels, de taux d'intérêt, de liquidité ainsi que ceux liés aux activités externalisées.

Article 25

Les assujettis doivent procéder à un réexamen régulier des systèmes de gestion des risques afin d'en vérifier la pertinence au regard de l'évolution de l'activité, de l'environnement des marchés et des techniques d'analyse.

Ils disposent de stratégies définissant leur objectif en termes des fonds propres prudentiels qui doivent être en adéquation avec leur profil des risques.

Ils doivent disposer notamment d'un plan d'affaires triennal qui devra faire l'objet d'évaluation annuelle et d'actualisation en fonction de l'évolution de l'environnement, de l'activité et des hypothèses.

Article 26

En application des dispositions de la présente Instruction, les assujettis doivent mettre en œuvre pour chaque risque significatif un système d'identification, d'analyse, de mesure, de surveillance, d'atténuation et de contrôle des risques.

TITLE V: RISK MANAGEMENT SYSTEM

General Provisions

Article 23

The subject must implement risk management systems to identify, analyze, measure, monitor and control the risks of various kinds which the expose their activities.

These systems must be tailored to the nature, scale and complexity of the institution's activities and operations subject and adjusted regularly depending on their risk profile and market developments.

Taxable persons must implement process overall assessment of regulatory capital against these risks.

Article 24

The risks to the subject include credit, market, operational, interest rate, liquidity as well those related to the outsourced activities.

Article 25

Taxable persons must conduct a regular review of risk management systems in order to verify the relevance to the development of the activity, environmental markets and techniques analysis.

They have strategies defining their objectives in terms of regulatory capital that must be in line with their risk profile.

They must have including a three-year business plan that will be subject to annual evaluation and discount depending on the evolution of the environment, activity and assumptions.

Article 26

Pursuant to the provisions of this Instruction, taxpayers must implement for each significant risk an identification system, d analysis, measurement, monitoring, mitigating and controlling risks.

Du plan de continuité de l'activité

Article 27

Les assujettis doivent disposer de plans de continuité de l'activité leur permettant d'assurer le fonctionnement continu de leurs activités et fonctions essentielles afin de limiter les pertes en cas de perturbations opérationnelles majeures dues à des événements extérieurs ou liés aux risques opérationnels. Il s'agit d'une sauvegarde de la base de données de l'institution assujettie dans un lieu sécurisé autre que son siège.

Le responsable du plan de continuité de l'activité doit être nommé par l'organe exécutif afin d'assurer la mise en œuvre des mesures liées à ce plan.

Article 28

Le responsable du plan de continuité de l'activité doit établir, au moins une fois par an, un rapport sur le plan de continuité de l'activité qu'il adresse à l'organe exécutif. Ce dernier informe l'organe délibérant et, le cas échéant, le Conseil de Surveillance ou le Comité d'Audit des mesures prises pour assurer la continuité de l'activité et l'appréciation portée sur l'efficacité des dispositifs en place.

Une copie de ce rapport doit être adressée à la Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers de la Banque Centrale du Congo, au plus tard le sixième mois et le quatrième mois suivant la fin de l'exercice précédent respectivement pour les Coopératives d'Epargne et de Crédit et pour les Institutions de Micro Finance.

TITRE VI : DU SYSTEME DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION

Article 29

Les assujettis doivent élaborer et tenir à jour des manuels de procédures relatifs à leurs différentes activités. Ces documents doivent notamment décrire les modalités d'enregistrement, de traitement et de restitution des informations, les schémas comptables et les procédures d'engagement des opérations.

Ils doivent établir, dans les mêmes conditions, une documentation qui précise les moyens destinés à assurer le bon fonctionnement du contrôle interne, notamment :

- les différents niveaux de responsabilité ;
- les attributions dévolues et les moyens affectés au fonctionnement des dispositifs de contrôle interne ;
- les règles qui assurent l'indépendance de ces dispositifs dans les conditions prévues au titre III de la présente Instruction ;

From the business continuity plan

Article 27

The subject must have continuity plans in activity to enable them to operate continuing their activities and core functions to limit losses in the event of major operational disruptions caused by external events or related to operational risks. This is a backup of the institution's database subject in a secure place other than the seat.

The head of the business continuity plan should be appointed by the executive body to ensure implementation of measures related to the plan.

Article 28

The head of the business continuity plan must establish, at least once a year, a report on the continuity plan of activity that addresses the executive body. The latter informs the governing body and, if applicable, the Supervisory Board or the Audit Committee of the measures taken to ensure business continuity and the assessment of the effectiveness of arrangements in place.

A copy this report should be addressed to the Directorate of Financial Intermediaries Supervision of the Central Bank of Congo, no later than the sixth month and fourth month following the end of the previous year respectively for the Savings and Credit Cooperatives and for the Micro Finance Institutions VI.

TITLE SYSTEM DOCUMENTATION AND INFORMATION

Article 29

The subject must develop and maintain procedures manuals relating to their various activities. These documents must describe the procedure for registering, processing and retrieval of information, accounting procedures and operations commitment procedures.

They must establish, under the same conditions, a documentation which specifies the means for ensuring the proper functioning of internal control, including:

- the different levels of responsibility
- devolved powers and resources allocated to the operation of internal controls;
- rules that ensure the independence of these devices in accordance with Title III of this Instruction;

- les procédures relatives à la sécurité des systèmes d'information et de communication et aux plans de continuité de l'activité ;
- une description des systèmes de mesure, de limitation, de surveillance et de maîtrise des risques ;
- le mode d'organisation du dispositif de contrôle de la conformité.

La documentation est organisée de façon à pouvoir être mise à la disposition, à la demande de l'organe délibérant, de l'organe exécutif, du Comité d'Audit, du Conseil de Surveillance, des Commissaires aux Comptes et de la Banque Centrale du Congo.

Article 30

Le responsable de l'audit interne informe l'organe exécutif et rend compte au Conseil de Surveillance ou au Comité d'Audit des insuffisances relevées, des recommandations formulées pour renforcer les dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques ainsi que de leur mise en œuvre par l'organe exécutif.

Il informe en outre le responsable de la fonction conformité de toute insuffisance liée à la gestion du risque de non-conformité.

Lorsqu'une anomalie significative est constatée, une copie du rapport est transmise à la Direction de Surveillance des Intermédiaires Financiers de la Banque Centrale du Congo.

Article 31

L'organe exécutif doit informer régulièrement, au moins une fois par an, l'organe délibérant et, le cas échéant, le Conseil de Surveillance ou le Comité d'Audit :

- des éléments essentiels et des enseignements principaux qui peuvent être dégagés de la surveillance du risque de non-conformité et des mesures de risques auxquels l'institution assujettie est exposée ;
- des mesures prises pour assurer la continuité de l'activité et l'appréciation portée sur l'efficacité des dispositifs en place ;
- des mesures prises pour assurer le contrôle des activités externalisées et des risques éventuels qui en résultent pour l'institution assujettie.

Lorsque l'organe délibérant n'est pas associé à la fixation des limites, l'organe exécutif l'informe et, le cas échéant, le Conseil de Surveillance ou le Comité d'Audit, des décisions prises en la matière. En outre, il l'informe régulièrement, au moins une fois par an, des conditions dans lesquelles les limites fixées sont respectées.

- the safety procedures in matters of information and systems

communication and the business continuity plans

- a description of the measurement systems, limiting, and

monitoring risk control

- the mode of organization of the compliance control system

documentation is organized so that it can be made available at the request of the governing body, the executive body of the Audit Committee, the Supervisory Board, the Statutory Auditors and the Central Bank of Congo.

Article 30

The head of Internal Audit shall inform the executive body and reports to the Supervisory Board or the Audit Committee of the weaknesses identified, recommendations formulated to strengthen internal controls and risk management as well as their implementation by the executive.

He also informs the head of the compliance function for any deficiency related to managing the risk of non-compliance.

When a significant discrepancy is found, a copy of the report is forwarded to the Financial Intermediaries Supervision Department of the Central Bank of Congo.

Article 31

The executive body must inform regularly, at least once a year, the legislative body and, where appropriate, the Supervisory Board or the Audit Committee:

- essential elements and main lessons that can be drawn from monitoring the risk of non-compliance and risk measures which the institution subject is exposed

- measures taken to ensure business continuity and the assessment

of the effectiveness of arrangements in place

- the measures taken to ensure supervision of outsourced activities and

any resulting risks for the institution subject .

When the legislative body is not involved in setting limits, the executive informs and, if necessary, the Supervisory Board or the Audit Committee, the decisions taken in the matter. In addition, he regularly informs, at least once a year, the conditions under which the limits are respected.

INSTRUCTION N° 009 AUX COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT ET AUX INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE RELATIVE A LA TRANSMISSION DES SITUATIONS PERIODIQUES

La Banque Centrale du Congo,

Vu la Loi n° 005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, spécialement en son article 6 ;

Vu la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit, spécialement en son Titre IV ;

Vu la Loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Épargne et de Crédit, spécialement en ses articles 63 à 66 ;

Vu l'Instruction n° 1 aux Institutions de Micro Finance, spécialement en ses article 45 à 46 ;

Arrête les dispositions relatives à la transmission des situations périodiques par les Coopératives d'Épargne et de Crédit et les Institutions de Micro finance, ci-après dénommées « assujettis ».

Article 1^{er}

Les assujettis sont tenus de transmettre sur support électronique, suivant le format FinA, leurs situations périodiques suivantes :

A. Mensuellement

Le 15^{ème} jour calendrier du mois suivant la clôture du mois précédent :

- la situation comptable :
 - Bilan : Actif et Passif ;
 - Tableau de formation de résultat ;
 - Tableau de flux de trésorerie.
- les états annexes à la situation comptable :
 - engagements normaux ;
 - engagements litigieux ;
 - ventilation des crédits à la clientèle ou aux membres ;

INSTRUCTION No. 009 THE COOPERATIVE SAVINGS AND CREDIT AND MICRO FINANCE INSTITUTIONS ON THE TRANSMISSION OF SITUATIONS PERIODIC

The Central Bank of Congo,

Pursuant to Law No. 005/2002 of 7 May 2002 on the establishment, with the organization and operation of the Central Bank of Congo, especially in Article 6;

Pursuant to Law No. 003/2002 of 2 February 2002 concerning the activity and supervision Credit Institutions, especially in Title IV;

Vu Law No. 002/2002 02 February 2002 provisions for Savings and Credit Cooperatives, especially in its Articles 63 to 66;

Vu Instruction No. 1 to Micro Finance Institutions, especially in its Article 45

46;.Stop the provisions relating to the transmission of periodic statements by the Savings and Credit Cooperatives and Micro Finance Institutions, hereinafter referred to as "taxable persons"

Article 1.

Taxpayers are required to transmit electronically, following the FinA format, following their regular situations:

A. Monthly

The 15th calendar day of the month following the closing of the previous month:

- the accounting situation

- Balance Sheet: Assets and Liabilities

- result of training Table

- Cash flow statement-.

- related statements the accounting situation

normal commitments

- commitments in dispute;

- breakdown of customer or member loans;

- 01 -

- ventilation des dépôts de la clientèle ou des membres ;
- ventilation des avoirs auprès de l'organe faitier et autres intermédiaires financiers ;
- ventilation des engagements reçus de l'organe faitier et autres intermédiaires financiers ;
- ventilation des avoirs et engagements par monnaies ;
- états des créances en retard et provisions ;
- états des engagements hors bilan litigieux ;
- ventilation des encours de crédits affectés aux activités génératrices de revenus ;
- balance âgée par bénéficiaire ;
- balance âgée par nature des crédits en retard ;
- ventilation des emprunts et dettes à moyen terme et long terme.

B. Annuellement

Le 6^{ème} mois et le 4^{ème} mois suivant la clôture de l'exercice précédent respectivement pour les Coopératives d'Épargne et de Crédit et pour les Institutions de Micro Finance :

- les états financiers certifiés :
 - le bilan certifié ;
 - le compte d'exploitation certifié.
- les états annexes à la situation comptable :
 - la ventilation des crédits à la clientèle ou aux membres ;
 - la ventilation des dépôts de la clientèle ou des membres ;
 - les états des créances en retard et provisions ;
 - la balance âgée par nature des crédits en retard.
- le rapport de contrôle interne global ;
- le mémorandum de gouvernance ;
- le plan d'affaires triennal actualisé en fonction de l'évolution de l'environnement, de l'activité et des hypothèses ;
- le plan de continuité des activités ;
- le procès-verbal de l'Assemblée Générale.

-
- breakdown of deposits from customers or members;
 - breakdown of assets with the umbrella body and other intermediaries;
 - financial
 - breakdown the commitments received umbrella body and other financial intermediaries;
 - breakdown of assets and liabilities by currency
 - overdue receivables and provisions of the states
 - states of off-balance sheet commitments at issue;
 - breakdown of outstanding appropriations for generating activities
 - income-
 - aging analysis by beneficiary
 - aging analysis by type of delinquent loans
 - breakdown of medium-term borrowings and long-term

B.annual

The 6th month and the 4th month following the close of the previous year respectively for the Savings and Credit Cooperatives and for the Micro Finance Institutions:

- the certified financial statements:
 - certified balance sheet;
 - on behalf of certified operating balance.
- states • Annexes to the accounting situation
 - the breakdown of loans to customers or members,
 - the breakdown of deposits from customers or members;
 - receivables overdue and provisions the states
 - the aged by nature of delinquent loans report;.
- the overall internal control
- the governance memorandum;
- the three-year business plan updated according to the changing environment, activity and assumptions,
- Continuity Plan activities;
- the minutes of the General Meeting

Article 2

La transmission des états financiers à la Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers s'effectue par voie électronique à l'adresse E-mail : **microfinance@bcc.cd**.

Les assujettis peuvent également passer par les Entités Provinciales de la Banque Centrale du Congo de leur ressort pour la transmission de leurs situations périodiques.

Article 3

Les assujettis sont tenus d'élaborer et de transmettre à la Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers de la Banque Centrale du Congo un rapport d'activités annuel conformément au modèle repris en annexe.

Ce rapport d'activités doit contenir les informations sur notamment:

- les indicateurs de portée ;
- l'information générale sur les membres, les associés, les actionnaires, les dirigeants et le personnel de l'institution ;
- l'analyse synthèse de l'évolution de la situation financière (bilan, hors bilan et compte d'exploitation) d'une année à l'autre, en justifiant les écarts significatifs ;
- les perspectives d'avenir de l'institution assujettie.


Article 4

Toute transmission tardive des situations périodiques est passible d'une astreinte par jour de retard augmentée des divers frais calculés conformément aux tarifs et conditions de la Banque Centrale du Congo.

Article 5 :

La présente Instruction entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Fait à Kinshasa, le 14 avril 2012



J-C. MASANGU MULONGO
Gouverneur

Article 2

The transmission of financial statements for the Financial Intermediaries Supervision Directorate is done electronically to the email address: microfinance@bcc.cd.

Taxpayers can also go through the Provincial Entities of the Central Bank of Congo their responsibility for transmitting their periodic situations.

Article 3

The subject must develop and transmit to the Surveillance Directorate . Financial Intermediaries of the Central Bank of Congo an annual activity report following the model annexed

This activity report must contain information such as:

- scope of the indicators
- general information about members, partners, shareholders, officersand staff of the institution
- analysis synthesis of changes in financial position (balance sheet, off balance sheet and income statement) from one year to another, justifying significant variances;
- . the prospects of the subject institution

Article 4

Any late submission of periodic statements is punishable by a penalty by day increased delay of various fees calculated according to rates and conditions of the Central Bank of Congo .

Article 5:

The present Instruction shall enter into force on 1 January 2013.

Done at Kinshasa, April 14, 2012

BC. MASANGU MULONGO Governor

ANNEXE

MODELE DE RAPPORT D'ACTIVITES A PRODUIRE

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

2. PRESENTATION DE L'INSTITUTION

2.1 Historique

2.2 Vision, mission et objectif

2.3 Services offerts

2.4 Ressources de l'Institution

2.5 Résultats de l'Institution

2.6 Difficultés rencontrées par l'Institution dans la réalisation de son objectif

2.7 Faits saillants

| RUBRIQUES | N | N-1 |
|--|---|-----|
| Dénomination de la COOPEC / IMF | | |
| Date du début des activités | | |
| Coordonnées téléphoniques | | |
| Adresses électroniques | | |
| Adresse physique | | |
| Nombre de | | |
| - Agences | | |
| - Guichets | | |
| - Antennes | | |
| Organes statutaires dont : | | |
| - Femmes | | |
| - Hommes | | |
| Personnel dont : | | |
| - Femmes | | |
| - Hommes | | |
| Salaire moyen (à spécifier CDF ou USD) | | |

| AUTRES INFORMATIONS (à spécifier) | OUI | NON |
|---|-----|-----|
| Existence d'un SIG | | |
| Recours à un Cabinet d'audit externe | | |
| Bâtiment propre ou en location | | |
| A bénéficié d'une assistance technique Si oui dans quels domaines | | |
| A bénéficié d'une assistance financière Si oui de quel partenaire | | |

APPENDIX

MODEL OF PRODUCING ACTIVITIES REPORT

1. ECONOMIC ENVIRONMENT

2. PRESENTATION OF THE INSTITUTION

2.1 History

2.2 Vision, mission and objective

2.3 Services offered

2.4 Institution Resources

2.5 Results of the Institution

2.6 Difficulties faced by the institution in achieving
its objective

2.7 Highlights

SECTIONS N N 1 Name SACCO / IMF Date of commencement of operations Telephone numbers Email addresses Physical
address Total - Agencies - ATMs - Antennas

statutory bodies including: - Women - Men

Personnel including: - Women - Men

Average salary (specify USD or CDF)

ADDITIONAL INFORMATION (specify) YES NO Existence of GIS Use an external audit firm
own building or rent

Benefited technical assistance if so in which areas

A received financial support if so what partner

- 04 -

| RUBRIQUES | N | % | N-1 | % | Var. % |
|--|---|---|-----|---|--------|
| ACTIF | | | | | |
| Opérations de trésorerie dont : | | | | | |
| - Caisse | | | | | |
| - Banque | | | | | |
| Opérations avec les membres ou la clientèle dont : | | | | | |
| - Crédits à court terme | | | | | |
| - Crédits à moyen terme | | | | | |
| - Créances litigieuses | | | | | |
| Opérations diverses dont : | | | | | |
| - Débiteurs divers | | | | | |
| - Régularisations et emplois divers | | | | | |
| Immobilisations | | | | | |
| TOTAL ACTIF | | | | | |
| PASSIF | | | | | |
| Opérations de trésorerie Dont :- Emprunts à terme (organe faitier et autre I.F.) | | | | | |
| Opérations avec les membres ou la clientèle dont : | | | | | |
| - Epargnes et dépôts ordinaires | | | | | |
| - Dépôts à terme | | | | | |
| Opérations diverses dont : | | | | | |
| - Compte de liaison | | | | | |
| - Créditeurs divers | | | | | |
| - Régularisations et emplois divers | | | | | |
| - Emprunts et dettes à M 8 s L terme | | | | | |
| Fonds Propres dont : | | | | | |
| - Résultat net | | | | | |
| - Report à nouveau | | | | | |
| - Capital | | | | | |
| TOTAL PASSIF | | | | | |

SECTIONS N% N-1% Var. %

ASSETS Cash transactions including: - Cash - Bank Operations with members or customers of which: - Short-term loans - medium-term credits -receivables disputed

Miscellaneous transactions including: - Sundry debtors - Accruals and miscellaneous assets TOTAL ASSETS

LIABILITIES

Operations Cash which: - Term loans (and other umbrella body IF)

Transactions with members or customers including: - Savings and ordinary deposits - Deposits

Various operations including: - Liaison account - Sundry creditors - Accruals and other jobs - Borrowings to M 8 s The term

Shareholders' equity including: - Earnings - Retained Earnings - Capital TOTAL LIABILITIES

-

5. COMPTE DE GESTION OU COMPTE DE RESULTAT

| RUBRIQUES | N | N - 1 | VAR. % |
|--|---|-------|--------|
| PRODUIT NET FINANCIER DONT : | | | |
| - Intérêts sur crédits à moyen terme | | | |
| - Produits financiers divers | | | |
| - Intérêts sur dépôts à terme | | | |
| - Charges financières diverses | | | |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION DONT : | | | |
| - Subvention d'exploitation | | | |
| - Charges générales d'exploitation | | | |
| - Charges du personnel | | | |
| RESULTAT COURANT D'EXPLOITATION DONT : | | | |
| - Dotations aux amortissements | | | |
| - Dotations aux provisions | | | |
| - Pertes sur créances irrécouvrables | | | |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | | | |
| RESULTAT AVANT IMPOT | | | |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | | | |

RATIOS PRUDENTIELS

| RATIOS | NORME | N | N-1 |
|---|-------|---|-----|
| Capital minimum | | | |
| Fonds Propres Prudentiels | | | |
| Solvabilité | | | |
| Capitalisation | | | |
| Liquidité immédiate | | | |
| Couverture des immobilisations par FPP | | | |
| Couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables | | | |
| Surveillance des positions de change | | | |

05-5.MANAGEMENT ACCOUNT OR INCOME STATEMENT**ITEMS NN - 1 VAR. %**

NET FINANCIAL WHICH: - Interest on medium-term loans - Other financial income - Interest on time deposits - Other financial expenses

GROSS OPERATING INCOME WHICH: - Operating Grant - Administrative expenses - Personnel expenses

PROFIT CURRENT OPERATIONS WHICH: - Depreciation - Depreciation and provisions - Losses on bad debts

EXCEPTIONAL INCOME

PROFIT BEFORE TAX

NET INCOME FOR THE YEAR

RATIOS

RATIOS STANDARD N-1 Minimum Capital Shareholders' equity Solvency Prudential Immediate
liquidity capitalization coverage of fixed assets FPP Coverage of medium and long-term jobs with stable resources monitoring
currency positions

- 06 -

INDICATEURS DE PERFORMANCE

| TYPE D'INDICATEUR | INDICATEUR | N | N-1 |
|--|--------------------------------|---|-----|
| I. INDICATEUR DE RENTABILITE | Rentabilité des fonds propres | | |
| | Rendement du portefeuille | | |
| | Autosuffisance opérationnelle | | |
| II. INDICATEUR DE QUALITE DU PORTEFEUILLE | Portefeuille à Risque (PAR) | | |
| | Ratio des créances abandonnées | | |
| III. INDICATEUR D'EFFICACITE ET PRODUCTIVITE | Efficacité opérationnelle | | |

8. CONCLUSION ET PERSPECTIVES D'AVENIR

PERFORMANCE INDICATORS

INDICATOR TYPE INDICATOR NI

I. PROFITABILITY INDICATORS

Return on equity Portfolio PerformanceOperational

IIself-sufficiency.PORTFOLIO QUALITY INDICATORS

portfolio at risk (PAR)

ratio of abandoned receivables

III. EFFICIENCY AND PRODUCTIVITY INDICATOR

Operational Effectiveness

8. CONCLUSION AND PROSPECTS

- 07 -

INSTRUCTION N° 0011 RELATIVE AU FONCTIONNEMENT D'UNE FAITIÈRE

La Banque Centrale du Congo,

Vu la Loi n° 005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, spécialement en son article 6 ;

Vu la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Établissements de Crédit, spécialement en ses articles 24 à 30 ;

Vu la Loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Épargne et de Crédit, spécialement en ses articles 58 à 96 ;

Arrête :

TITRE I^{er} : DEFINITIONS, OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

CHAPITRE I^{er} : DEFINITIONS

Article 1^{er}

Au sens de la présente instruction, sont considérés comme :

1. **Assujetti** : toute Coopérative Primaire d'Épargne et de Crédit ou toute Coopérative Centrale d'Épargne et de Crédit affiliée à une faîtière ;
2. **Coopérative Centrale d'Épargne et de Crédit**, en sigle « **COOCEC** » : toute Coopérative d'Épargne et de Crédit dont les membres sont exclusivement des COOPEC ;
3. **Coopérative d'Épargne et de Crédit** : tout groupement de personnes, à capital variable, doté de la personnalité morale et fondé sur les principes d'union, de solidarité et d'entraide mutuelle et ayant principalement pour objet de collecter l'épargne de ses membres et de leur consentir du crédit ;
4. **Coopérative Primaire d'Épargne et de Crédit**, en sigle « **COOPEC** » : toute Coopérative d'Épargne et de Crédit principalement composée de personnes physiques et comptant au moins vingt membres, et opérant selon les principes énumérés à l'article 9 de la Loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Épargne et de Crédit ;
5. **Faîtière** : structure regroupant les COOPEC ou les COOCEC ;

INSTRUCTION NO 0011 RELATING TO THE OPERATION OF AN UMBRELLA

The Central Bank of Congo,

Pursuant to Law No. 005/2002 of 7 May 2002 on the establishment, organization and functioning of the Central Bank of Congo, especially in Article 6;

Pursuant to Law No. 003/2002 of 2 February 2002 concerning the activity and supervision of credit institutions, especially in its Articles 24 to 30;

Pursuant to Law No. 002/2002 02 February 2002 provisions applicable to the Savings and Credit Cooperatives, especially in its Articles 58 to 96;

Stop:

PART I: DEFINITIONS, PURPOSE AND SCOPE

CHAPTER I: DEFINITIONS

Article 1

For the purposes of this Instruction, are considered:

1 . Subject: any Primary Cooperative Savings and Creditor

CooperativeCentral Savings and Credit affiliated to an umbrella,

2. Central Cooperative Savings and Credit, in acronym "COOCEC" means any Cooperative Savings and Loan, whose members are exclusively SACCO

3.Cooperative Savings and Credit: group of persons, with variable capital, having legal personality and based on the principles of unity, solidarity and mutual assistance, and being primarily intended to collect savings of its members and extend credit;

4. Primary Cooperative Savings and Credit, in acronym "SACCO" means any Cooperative Savings and Credit mainly composed of natural persons with at least twenty members, and operating according to the principles listed in Article 9 of Law No. ° 002/2002 from 02 February 2002 provisions for Cooperative Savings and Credit;

5. Ridge: structure grouping SACCOs or COOCEC

-01-6.

6. **Fédération des Coopératives Centrales d'Épargne et de Crédit**, en sigle « **FEDERATION** » : toute Coopérative d'Épargne et de Crédit composée exclusivement des COOCEC ;
7. **Réseau** : ensemble de Coopératives d'Épargne et de Crédit affiliées à une même COOCEC ou à une FEDERATION suivant les modalités de regroupement définies par la Loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Épargne et de Crédit.

CHAPITRE 2 : OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Article 2

La présente Instruction détermine le fonctionnement de la faîtière.

Elle fixe également les missions, les règles de gestion, les modalités de surveillance ainsi que la divulgation financière et les rapports à produire.

Article 3

La présente Instruction s'applique aux Coopératives Centrales d'Épargne et de Crédit ainsi qu'aux Fédérations des Coopératives Centrales d'Épargne et de Crédit exerçant leurs activités sur le territoire de la République Démocratique du Congo.

TITRE II : AGREMENT

Article 4

Sans préjudice des conditions prévues aux articles 12 à 19 de la Loi n° 002/2002 du 02 février 2012 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Épargne et de Crédit, la demande d'agrément en qualité de faîtière doit comporter principalement les documents ci-après :

- les projets de convention d'affiliation entre les assujettis et la faîtière qui sollicite l'agrément ;
- le procès-verbal de l'Assemblée Générale ayant décidé de la création de la faîtière ;
- les procès-verbaux notariés des Assemblées Générales de tous les assujettis ayant consenti le regroupement ;

Central Federation of Savings and Credit Cooperatives, in acronym "FEDERATION" means any Cooperative Savings and Loan composed exclusively COOCEC

7.Network: A set of Cooperatives Savings and Credit affiliated to the same or a COOCEC FEDERATION following grouping rules defined by Law No. 002/2002 02 February 2002 provisions for Cooperative Savings and Credit.

CHAPTER 2: PURPOSE AND SCOPE

Article 2

This Instruction determines the operation of the umbrella3..

It also sets the tasks, business rules, monitoring procedures and the financial disclosure and reporting requirements

Article

This Instruction applies to Central Cooperatives Savings and Credit Cooperatives and the Federation of Central Savings and Loan operating on the territory of the Democratic Republic of CongoII.

TITLE LICENSING

Article 4

Without prejudice accordance with Articles 12 to 19 of the Act No. 002/2002 of 2 February 2012 laying down detailed rules for Cooperatives Savings and Credit, the application for approval as umbrella must include mainly the following documents:

- Affiliate draft agreements between taxpayers and ridge

seekingauthorization

- the minutes of the General Assembly decided the creation of the
ridge

- the notarial minutes of the general meetings of all subject

has consented consolidation

- les documents attestant l'agrément des institutions devant se regrouper ;
- les états financiers certifiés des assujettis de l'exercice précédent ;
- le plan d'affaires ;
- les manuels de procédures ;
- le plan de formation des dirigeants et du personnel ;
- le manuel d'inspection des assujettis ;
- le règlement intérieur de tout fonds constitué en vue de faire face aux risques liés à ses activités.

Article 5

La convention d'affiliation doit comprendre notamment les conditions, engagements et obligations de chacune des parties et autres modalités dont l'enseigne, la désaffiliation, la suspension, l'exclusion, la confidentialité, la communication, la durée, les avis et informations, les litiges et différends, la cession, la suspension et les poursuites éventuelles.

TITRE III : MISSIONS D'UNE FAÎTIÈRE

Article 6

Les faîtières et leurs assujettis forment des réseaux caractérisés notamment par la mise en commun des ressources, la standardisation des opérations, la solidarité contractuelle et les règles internes de gouvernance.

Article 7

Les faîtières sont appelées à assurer l'encadrement et l'éducation financière des assujettis, en même temps qu'elles servent de relais pour favoriser une supervision efficiente de la Banque Centrale du Congo sur l'ensemble du réseau.

Article 8

Les faîtières sont essentiellement des centres de coordination, de contrôle, de planification et de prestation de services à leurs assujettis. Elles ont pour mission :

- de sécuriser les avoirs des membres de leurs assujettis par :
 - la représentation efficiente dans la faîtière ;
 - le respect des textes légaux et réglementaires de l'Autorité de Régulation ;

-
- the documents certifying the accreditation of institutions to regroup
 - certified financial statements of the subject of the previous year;
 - the business plan;
 - procedures manual,
 - the training plan for officers and staff
 - the subject of the inspection manual;
- the rules of any fund set up to deal with the risks
- .associated with its activities

Article 5

The membership agreement must include in particular the conditions , liabilities and obligations of each party and other terms which teaches, disaffiliation, suspension, exclusion, confidentiality, communication, time, advice and information, litigation and disputes, transfer, suspension and possible prosecutionIII.

TITLE MISSIONS an umbrella

Article

umbrella6and subject form networks characterized in particular by the pooling of resources, standardization of operations, contractual solidarity and internal governance rules7.

Article

Apex are called to provide leadership and financial education of reporting, together they serve as a relay to promote the efficient supervision of the Central Bank of Congo across the network.

Article

8are essentially umbrella coordination centers, control, planning and delivery of services to taxpayers. Their mission:

- to secure the assets of members of their subject by:
- the efficient representation in the ridge tile
- compliance with laws and regulations of the Regulatory Authority;

- le respect des accords conclus avec certains organismes ;
- le contrôle sur pièces et sur place ;
- la gestion des risques ;
- d'assurer le renforcement institutionnel au moyen :
 - des supports à l'exploitation : gestion des liquidités, circulation des fonds, gestion des crédits aux assujettis, autorisation des crédits supérieurs au plafond fixé ou aux personnes apparentées tel que défini à l'article 27 de l'Instruction n°002 relative aux normes prudentielles, assistance technique et formation ;
 - du maintien de la standardisation des pratiques : normalisation des produits et services, politiques et procédures ;
 - des supports informatique et logistique.

TITRE IV : GESTION DE LA FAÎTIÈRE

Article 9

Une faîtière, dans le cadre de ses attributions prévues aux articles 92 et 93 du Chapitre II du Titre III de la Loi n° 002/2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Épargne et de Crédit, doit adopter des statuts, règles, politiques, procédures et mécanismes couvrant notamment la gestion des opérations et des relations avec les assujettis.

CHAPITRE 1^{er} : STATUTS

Article 10

Les statuts d'une faîtière doivent être conformes aux exigences prévues à l'article 12 de la Loi n° 002/2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Épargne et de Crédit concernant sa constitution, sa dénomination, sa zone d'intervention, son siège, son objet social, ses membres, son capital social, ses ressources financières, ses organes, sa gérance, son autocontrôle, son contrôle externe, sa supervision, ses règles de gestion et de divulgation, ses registres et autres dispositions finales et transitoires.

- respect the agreements with some organizations

-the control and on the spot;

- Risk management

• ensure institutional strengthening through:

- media operations: cash management, flow of funds, credit management to reporting, authorization appropriations in excess of fixed ceiling or related persons as defined in Article 27 of Instruction No. 002 on prudential standards, technical assistance and training;

- the maintenance of standardization of practices: standardization of products and services , policies and procedures;

- IT and logistic support002/2002.

TITLE IV MANAGEMENTumbrella,

Article 9

An umbrella as part of its powers under Articles 92 and 93 of Chapter II of Title III of the Act No. laying down provisions applicable to Cooperatives Savings and Credit, should adopt laws, rules, policies, procedures and mechanisms covering in particular the management of operations and relations with taxpayers¹.

CHAPTER STATUTES

Article 10

The statutes of an umbrella should comply with the requirements laid down in Article 12 of Law No. 002/2002 on provisions applicable to Savings and Credit Cooperatives concerning its constitution, its name, its catchment area, its headquarters, its purpose, its members, its capital, its financial resources, its organs, its management, its treasury, its external control, supervision, management rules and disclosure, its records and other final and transitional provisions.

Article 11

Les statuts font partie intégrante de la demande d'agrément.

Toute modification subséquente des statuts adoptée par l'Assemblée Générale de la faïtière doit être soumise à l'approbation de la Banque Centrale du Congo dans un délai d'un mois à compter de la date de leur changement.

CHAPITRE 2 : REGLES, POLITIQUES ET MECANISMES DE GESTION

Section 1 : Règles et Politiques

Article 12

Les règles, politiques et mécanismes de gestion doivent être transmis à la Banque Centrale du Congo pour avis dans les 30 jours suivant leur approbation par le Conseil d'Administration.

Article 13

Toute faïtière doit se doter d'une politique relative aux liquidités des assujettis conforme aux exigences des textes légaux et réglementaires en la matière.

Cette politique doit avoir pour objectifs notamment de :

- maintenir des liquidités suffisantes pour assurer le financement des besoins des membres ;
- effectuer des placements des fonds de manière à répondre aux exigences de sécurité et aux besoins en liquidités ;
- établir des limites et standards à appliquer dans la gestion des placements et liquidités.

Article 14

Les éléments d'actif considérés aux fins de liquidités se réfèrent aux éléments suivants :

- avoirs à vue et à terme auprès d'Établissements de Crédit et Institutions de Micro Finance agréés par la Banque Centrale du Congo ;
- crédits à court terme (partie à échoir à un mois) aux assujettis ;
- autres titres autorisés par la Banque Centrale du Congo.

Article 11

The statutes are part of the application for approval.

Any subsequent amendment of the articles adopted by the General Assembly of the ridge must be submitted to the approval of the Central Bank of Congo in a period of one month from the date of their change².

CHAPTER RULES, POLICIES AND MANAGEMENT MECHANISMS

Section 1: Rules and Policies

Article 12

The rules, policies and management mechanisms must be submitted to the Central Bank of Congo for notice within 30 days of approval by the Council .of Directors

Article 13

Anyumbrella must adopt a policy on reporting cash meets the requirements of laws and regulations on the matter-.

This policy should be aimed to:

maintain sufficient liquidity to finance

member needs;

- invest funds in order to meet the requirements of

security and liquidity requirements

-set limits and standards to be applied in the management of investments and cashfor.

Article 14

The assets considered liquidity purposes refer to:

- sight and term deposits with the Credit Institutions and Institutions

MicroFinanceauthorized by the Central Bank of Congo

-short-term loans (Part accruing to a month) to taxable

-.other securities authorized by the Central Bank of Congo

- 05 -

Article 15

La politique visée à l'article 13 de la présente Instruction doit notamment fixer le montant maximal que les assujettis peuvent détenir en liquidités dans ses locaux afin de répondre à tout moment à ses besoins à court terme.

Les surplus de liquidité des assujettis sont déposés dans des comptes de dépôts à vue et à terme dans d'autres institutions financières agréées par la Banque Centrale du Congo et ce, selon les termes et procédures définis par la faïtière en matière de dépôts, collecte et approvisionnement des fonds.

Article 16

La politique de crédit doit prévoir principalement les formes de prêts, leurs caractéristiques et conditions de remboursement incluant notamment l'objet, le montant, le taux, le terme, les échéances de remboursement du capital et des intérêts ainsi que tout autre documentation requise.

Article 17

Toute faïtière doit se doter d'une politique relative aux crédits consentis par les assujettis à leurs membres ainsi que celle de la faïtière aux assujettis et ce, conformément aux exigences des textes légaux et réglementaires en la matière.

Article 18

Une faïtière ne peut consentir du crédit qu'à ses assujettis.

Article 19

La politique de crédit est conçue de façon à minimiser les risques de pertes.

Cette politique doit avoir pour objectifs notamment de :

- sécuriser le portefeuille de crédit ;
- rentabiliser l'actif productif ;
- établir les principes, politiques et procédures d'octroi du crédit, du déboursement, du suivi et du recouvrement ;
- consentir des prêts dans l'intérêt des assujettis et de leurs membres.

Article 15

The policy referred to in Article 13 of this Instruction must include the maximum amount that taxpayers may hold cash in its premises in order to meet all when its short-term needs.

subject liquidity surpluses are deposited in sight and term deposit accounts in other financial institutions approved by the Central Bank of Congo and that, under the terms and procedures defined by the umbrella on deposits, collection and supply of funds.

Article 16

The credit policy should mainly foresee the forms of loans, their characteristics and terms of repayment including in particular the purpose, amount, rate, term maturities repayment of principal and interest and any other required documentation.

Article 17

Any umbrella must adopt a policy on loans granted by reporting to their members as well as that of the ridge subject to and in accordance to the relevant requirements . laws and regulations in this area

Article 18

An umbrella may extend credit to its taxpayers-..

Article 19

The credit policy is designed to minimize the risk of losses

This policy should be aimed to:

secure Credit portfolio

-profitable earning assets

-establish the principles, policies and procedures for the granting of credit,
disbursement,monitoring and recovery;

- loans for the benefit of taxpayers and their members.

- 06 -

Section 2 : Mécanismes de Gestion

Article 20

Une faïtière peut se doter de fonds distincts afin de faire face aux risques auxquels elle est confrontée et d'assurer une gestion efficace et efficiente de ces surplus de liquidités.

Il s'agit notamment des fonds d'administration, de liquidités et de placement, de développement et d'immobilisation ainsi que d'investissement.

Article 21

Les sommes déposées dans un fonds spécifique et les éléments d'actif qui y sont versés sont utilisés et gérés conformément à son règlement intérieur édicté par la faïtière.

Article 22

Le fonds d'administration est destiné au financement des activités de la faïtière, à la gestion de ses biens et à l'accumulation des réserves grâce à une cotisation annuelle que lui versent les assujettis.

La politique de la faïtière détermine les règles relatives à son fonctionnement et son utilisation.

Article 23

Le fonds de liquidités est destiné à recueillir les dépôts des assujettis, effectuer des placements et leur consentir des crédits en cas de besoin temporaire de liquidités.

Les règles de la faïtière déterminent la proportion des dépôts des assujettis qui y est maintenue ainsi que la forme des dépôts et leur échéance.

Article 24

Une faïtière peut recevoir des dépôts à terme des assujettis afin de leur permettre de rentabiliser leurs excédents de liquidités.

La politique doit prévoir notamment le montant, le taux, le terme et les modalités de remboursement du capital et des intérêts.

Section 2: Management Mechanisms

Article 20

An umbrella may establish segregated funds to deal with the risks it faces and ensure the efficient and effective management of surplus liquidity especially.

This is Administrative capital, liquidity and investment, development and asset and investment.

Article 21

The amounts deposited in a special fund and the assets paid into it are used and managed in accordance with its rules Inside enacted by the ridge.

Article 22

The General Fund is intended to finance the umbrella activities, management of its property and the accumulation of reserves through an annual subscription that are charged to the subject.

The policy the ridge determines the rules for its operation and use.

Article 23

The liquidity fund is intended to collect deposits subject, make investments and grant them credits for temporary liquidity needs.

The rules of the ridge determine the proportion of deposits taxable persons held there and the form of deposits and their maturity.

Article 24

An umbrella can receive term deposits subject to allow them to recoup their excess liquidity.

The policy must include in particular the amount The rate, term and repayment terms of principal and interest.

Article 25

Une faîtière peut consentir des prêts aux assujettis en tenant compte de la capacité de remboursement de ces derniers, de la politique d'octroi de crédit adoptée ainsi que des exigences légales, réglementaires et financières du réseau.

Cette politique est toutefois conditionnelle à la capacité d'approvisionnement de la faîtière en liquidité des assujettis et/ou de sa capacité d'emprunter auprès d'intervenants externes.

Article 26

Le fonds de développement est destiné à consentir des crédits aux assujettis pour des projets immobiliers ou de démarrage de nouvelles COOPEC.

La politique de la faîtière détermine les règles relatives à son fonctionnement et son utilisation.

Article 27

Le fonds d'investissement est destiné à prendre des participations dans des sociétés ayant un lien direct avec leurs activités principales d'intermédiation financière et ce, sans préjudices des dispositions légales et prudentielles en la matière.

La politique de la faîtière détermine les règles relatives à son fonctionnement et son utilisation.

CHAPITRE 3 : FONDS DE SÉCURITÉ

Article 28

Toute faîtière est tenue de constituer un fonds de sécurité ou de garantie destiné à faire face aux risques liés à son activité et affronter les difficultés conjoncturelles des assujettis tels que les risques de liquidités et/ou des chocs exogènes de nature à compromettre la viabilité financière des assujettis.

Article 29

Le fonds de sécurité ou de garantie est alimenté par les cotisations annuelles non remboursables des assujettis sur la base d'un prélèvement de 1 % de l'encours de crédit net à la fin de l'exercice.

Article 25

An umbrella may make loans to reporting, taking into account the recent repayment capacity, the granting of credit policy adopted and the legal, regulatory and financial network.

This policy is however conditional on the supply capacity of the ridge in liquidity subject and / or its ability to borrow from external stakeholders.

Article

26funds Development is intended to extend credits to taxable persons for real estate projects or start new SACCO.

The policy of the umbrella determines the rules for its operation and use.

Article 27

The investment fund is intended to take stakes . in companies with a direct link to their core business of financial intermediation, without prejudice to the legal and prudential provisions in this respect

the policy of the umbrella determines the rules for its operation and use³.

CHAPTER FUND SECURITY**Article 28**

Every umbrella was held to constitute a security or guarantee fund to deal with the risks associated with its business and face the economic difficulties of the subject such as liquidity risk and / or exogenous shocks likely to endanger the . financial viability of reporting

Article 29

The security or guarantee fund is fed by annual contributions from non-refundable subject on the basis of a levy of 1% of net loans outstanding at the end of the year.

Ces cotisations sont réceptionnées par la faïtière au plus tard six mois après la clôture de l'exercice.

Article 30

Le fonds de sécurité ou de garantie peut également recevoir des ressources de l'État sous forme de dons ou de toute personne ou organisation désireuse de soutenir le réseau par l'octroi d'un concours non remboursable.

Les faïtières sont tenues de s'assurer de l'origine de ces donations conformément aux dispositions légales et réglementaires en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Toute donation de fonds, en dehors des apports des membres, doit faire l'objet d'une information à la Banque Centrale du Congo.

Article 31

La dotation du fonds de sécurité ou de garantie est plafonnée à 10 % de l'actif total du réseau, au-delà duquel l'alimentation par les cotisations cesse d'être obligatoire.

Toutefois, en fonction de l'appréciation de la situation financière du réseau, la Banque Centrale du Congo peut enjoindre un relèvement du niveau du fonds.

Article 32

La requête d'utilisation du fonds, accompagnée du plan de redressement des assujettis, est soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration de la faïtière. Ce dernier assure la gestion de ce fonds par un comité ad hoc.

Article 33

Le fonds de sécurité ou de garantie ne peut intervenir plus de deux fois en faveur d'un assujetti.

Article 34

Le règlement intérieur du fonds est soumis à la Banque Centrale du Congo pour avis dans les 30 jours suivant son approbation par le Conseil d'Administration.

These contributions are received by the apex later than six months after the end of the year organization.

Article 30

The security or guarantee fund may also receive state resources in the form of grants or any person or willing to support the network by granting non-repayable assistance.

Apex are required to verify the origin of these donations in accordance with the laws and regulations in the fight against money laundering and financing of terrorism.

Any donation funds, apart from the contributions of the members, must be information to the Central Bank of Congo.

Article 31

The provision of security or guarantee fund is capped at 10% of assets total network, beyond which the supply by contributions longer compulsory.

However, according to the assessment of the financial situation of the network, the Central Bank of Congo may require a higher level of the fund.

Article 32

The use of the fund request, together with the subject of the recovery plan is subject to the prior approval of the Board of the ridge. The latter manages the fund by an ad hoc committee.

Article 33

The security or guarantee fund can intervene more than twice in favor of a taxable person.

Article 34

The rules of the fund is subject to the Central Bank Congo for notice within 30 days of its approval by the Board of Directors⁴.

CHAPITRE 4 : FINANCEMENT DE LA FAITIÈRE

Article 35

Toute faïtière doit se doter d'une politique de tarification de ses services aux assujettis et de financement qui constituent des éléments centraux pour le développement et la pérennité de l'ensemble de ses assujettis.

La capacité de payer des assujettis doit être prise en compte afin de ne pas compromettre leur survie.

Article 36

Le choix des modes de financement auprès des assujettis doit respecter les principes généraux suivants :

- **la transparence :**
 - le maintien du financement de la faïtière sur une base permanente ;
 - la fixation claire et simple ainsi que la communication préalable du niveau des contributions annuelles des assujettis ;
 - la mise à disposition de toute information ou document susceptible de permettre aux assujettis d'évaluer le coût de leur affiliation à la faïtière par rapport aux services obtenus.
- **l'équité :**
 - le partage des coûts suivant le système de péréquation ;
 - la participation de tous les assujettis aux coûts de fonctionnement de la faïtière ;
 - la mise en place d'une stratégie de financement encourageant l'excellence et la responsabilisation des assujettis.
- **l'universalité et la solidarité :**
 - l'application uniforme des modalités et modes de financement à l'ensemble des assujettis ;
 - l'évaluation des contributions de la faïtière dans les activités des assujettis ;
 - la stabilité et la prévisibilité de ressources de financement de la faïtière afin de lui permettre de planifier et de gérer efficacement son budget ainsi que ses activités ;
 - les coûts administratifs négligeables associés aux modes de financement ;
 - l'application des indicateurs de performance reconnus au sein de la faïtière.

CHAPTER FINANCING UMBRELLA

Article 35

All umbrella must adopt a pricing policy of its services to taxable and financing are central to the development and sustainability of all its subject.

The ability to pay should be subject taken into account so as not to jeopardize their survival.

Article 36

The choice of financing methods must comply with subject the following general principles:

• Transparency:

- maintaining the umbrella funding on a permanent basis
- the clear and simple mounting and the discovery of the level of annual contributions of the subject
- the provision of any information or document which may help to taxable assess the cost of their affiliation with the umbrella relative to services received costs.

• Equity:

- cost-sharing following the equalization system
- the participation of all subject to of the ridge
- the establishment of an encouraging excellence funding strategy and accountability of reporting solidarity.

• universality and

- uniform application of the terms and methods of financing to subject all-
- evaluation of the contributions of the ridge in the subject of the activities
- the umbrella funding resources of stability and predictability to enable it to effectively plan and manage its budget and its activities,
- administrative costs associated with substantial funding;
- the application of performance indicators recognized within the ridge-

INSTRUCTION N° 15 bis

Concerne : Dérogation aux dispositions légales interdisant tout paiement en espèces ou par titre au porteur d'une somme en francs congolais égale ou supérieure à USD 10.000.-

La Banque Centrale du Congo, agissant conformément aux articles 6 et 31 de la Loi n° 005/2002 relative à sa constitution, son organisation et son fonctionnement ; à l'article 75 de la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 concernant l'activité et le contrôle des établissements de crédit et aux articles 5 alinéa 2 et 6 de la Loi n° 04/016 du 19 juillet 2004 portant lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, arrête les dispositions suivantes :

Article 1^{er} : Tout paiement en espèces ou par titre au porteur d'une somme en francs congolais ou autre globalement égale ou supérieure à 10.000 dollars américains est autorisé dans les conditions ci-après :

- lorsque le paiement est destiné à dénouer les opérations licites dans les zones non desservies par les établissements de crédit ;
- lorsque le paiement a fait l'objet d'un examen particulier de la part de l'établissement de crédit en tenant compte des obligations lui faites par la Loi n° 04/016 du 19 juillet 2004 portant lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Dans ce cas, l'établissement est tenu d'en informer la Cellule Nationale des Renseignements Financiers ;
- lorsque le paiement est effectué par la Banque Centrale du Congo pour compte du Trésor ou en faveur d'un établissement de crédit agréé après avoir accompli les diligences requises par la loi.

Article 2 : Cette dérogation concerne, jusqu'à nouvel ordre, le règlement en espèces, des transactions réalisées par les personnes aussi bien physiques que morales régulièrement établies dans les zones desservies ou non par les établissements de crédit et y opérant en toute légalité.

Article 3 : Toute transaction effectuée dans les conditions prévues à l'article 1, alinéa 1 de la présente instruction doit être constatée par un écrit.

Article 4 : La présente instruction entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 15 DEC. 2006

J-C. MASANGU MULONGO

INSTRUCTIONN ° 15a

Subject: Derogation legal provisions prohibiting any payment by cash or bearer of a sum equal Congolese francs or more than USD 10,000.-

The Central Bank of Congo, in accordance with Articles 6 and 31 of Law No. 005/2002 on the constitution, organization and functioning; in Article 75 of Law No. 003/2002 of 2 February 2002 concerning the activity and supervision of credit institutions and Articles 5 and 6 paragraph 2 of Law No. 04/016 of 19 July 2004 on the fight against money laundering and financing of terrorism, adopt the following provisions:

Article

1: A payment by cash or bearer of a sum in Congolese francs or other generally equal to or greater than US \$ 10,000 is allowed under conditions below:

- when the payment is intended to unravel the lawful operations in unserved by credit institutions areas

- where payment has been the subject of special examination by the credit institution taking into account obligations to him by Law No. 04/016 of 19 July 2004 on the fight against money laundering and terrorist financing. In this case, the institution is obliged to inform the National Financial Intelligence

Unit, - where payment is made by the Central Bank to the Treasury account of Congo or in favor of a credit institution after completing the procedures required by law2:.

Article This exemption applies until further notice, the cash settlement of transactions carried out by people both physical and moral regularly established in the areas served or not by the credit institutions there operating legally.

Article 3: Any transaction made in accordance with Article 1, paragraph 1 of this instruction must be evidenced in writing4:.

Article This Directive shall enter into force on the date of signature.

Done at Kinshasa, 15 December 2006

AD. MASANGU MULONGO

INSTRUCTION N° 16 AUX BANQUES

Modification n° 1, mise en vigueur le

**Concerne : REGLES PRUDENTIELLES RELATIVES A LA
CLASSIFICATION ET AU PROVISIONNEMENT
DES CREDITS**

La Banque Centrale du Congo, agissant conformément aux dispositions du Titre Troisième de la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'Activité et au Contrôle des Etablissements de Crédit arrête les dispositions suivantes relatives à la classification et au provisionnement de crédits.

TITRE I. DE LA DEFINITION ET CLASSIFICATION DES CREDITS

Article 1 :

La notion de créance ou de crédit recouvre le capital échu, le capital restant dû ainsi que les intérêts échus comptabilisés.

Article 2 :

Au sens de la présente Instruction, les crédits sont classifiés comme suit :

- Crédits normaux (sains) ;
- Crédits à risque potentiel (prorogés) ;
- Crédits litigieux. (compromis).

INSTRUCTION No. 16 BANKS

Amendment No. 1, came into force on

Re: PRUDENTIAL RULES RELATING TO THE CLASSIFICATION AND FUNDING CREDITS

The Central Bank of Congo, in accordance with the provisions of Title III of the Act No. 003/2002 of 2 February 2002 on the Activity and Control of Credit Institutions shall adopt the following provisions relating to the classification and provisioning of appropriations.

TITLE I. THE DEFINITION AND CLASSIFICATION OF CREDITS

Article 1:

The concept of debt or credit covers the accrued capital, the outstanding principal and accrued interest accounted-.

Article 2:

For the purposes of this Instruction, credits are classified as follows:

Normal credits (healthy); - Credits to potential risk (extended); -
Contentious Credits. (Compromise)

Article 3 :

Les crédits normaux sont des crédits qui, sans aucun impayé, se trouvent suffisamment couverts par des garanties financières facilement réalisables ainsi que par la capacité génératrice des fonds des bénéficiaires pour faire face constamment aux remboursements selon les termes contractuels.

Article 4 :

Les crédits prorogés sont des crédits dont les échéances de remboursement ont été modifiées conformément aux dispositions de l'Instruction n° 9 aux Banques.

Article 5 :

Les crédits litigieux sont des crédits dont le recouvrement ne peut se réaliser conformément aux conditions contractuelles du fait de la défaillance certaine des bénéficiaires et ce, même assortis de garanties.

Les crédits litigieux comprennent :

- les crédits impayés ;
- les crédits douteux ;
- les crédits contentieux ;
- les crédits irrécupérables.

Article 6 :

Les crédits sont réputés impayés lorsque :

- les échéances sont demeurées impayées depuis deux mois au maximum et n'ont pas fait l'objet de prorogation de terme ou de renouvellement ;
- les engagements hors-bilan échus et non réglés par le client depuis deux mois au maximum ont donné lieu à un paiement à l'échéance par la banque.

2.

Article 3:

Normal loans are loans which, no unpaid, are sufficiently covered by financial guarantees easily achievable and by the generating capacity of the beneficiaries of funds to meet constantly refunds according to the contractual terms .

Article 4

The extended loans are loans whose repayment terms were modified in accordance with Instruction No. 9 Banks to5:.

Article

Disputed loans are loans where recovery can not be achieved under the conditions Contractual due to the failure of certain beneficiaries, even with guarantees. The disputed loans include:

- unpaid credits; - Doubtful loans; - Litigation credits; . - Unrecoverable loans

Article 6:

The credits are deemed overdue when:

- maturities remained unpaid fortwo

more thanmonths and have not been subject to extension or renewal term;

- off-balance sheet commitments due and not paid by the customer for more than two months resulted in a payment at maturity by the bankaccounts.

Article 7 :

Sont réputés crédits douteux :

- les crédits impayés pendant plus de deux à six mois ;
- les comptes ordinaires débiteurs sans mouvement créditeur depuis plus de trois mois ou sans mouvements créditeurs significatifs depuis plus de six mois. Sont considérés comme des mouvements créditeurs non significatifs, les mouvements créditeurs dont le montant cumulé, sur une période de six mois, ne couvre pas les intérêts débiteurs dus sur cette période et se rapportant exclusivement au compte ordinaire concerné ;
- les crédits échus ou non, présentant un risque certain de non recouvrement partiel ou total.

Article 8 :

Lorsque les concours à une personne physique ou morale déterminée deviennent douteux, ils entraînent ipso-facto le transfert de l'intégralité des engagements de cette même personne des rubriques d'encours sains vers les rubriques d'encours douteux. Il en est de même des personnes et sociétés liées au client classé en douteux.

Article 9 :

Sont réputés contentieux, les crédits douteux dont les dossiers font l'objet d'une instruction judiciaire.

Article 10 :

Les crédits irrécupérables sont les créances irrécouvrables après épuisement de tous les recours ou les arriérés de plus de 12 mois. Ils sont comptabilisés en perte dans un délai d'un an et suivis en hors bilan.

Article 7

shall be deemed doubtful loans:

- overdue loans for more than two to six months
- ordinary debtors without credit movement for more than three months and without significant credit transactions for more than six months. Are considered not significant credit transactions, payable movements which in total, over a six month period, does not cover debit interest over this period and relating solely ordinary account concerned
- accrued credits or not, with some risk of partial or total non-recovery⁸:

Article

When the contest to a natural or legal person become impaired, they entail ipso facto the transfer of all the commitments of that person healthy outstanding topics to doubtful loans topics. It is the same people and companies related to customer classified as doubtful⁹:

Article

Are deemed contentious, impaired loans whose records are the subject of a judicial investigation¹⁰.

Article

The loans are unrecoverable bad debts after exhaustion of all appeals or of more than 12 months in arrears. They are recognized in loss within a year and tracked off-balance cell.

TITRE II : DU PROVISIONNEMENT DES CREDITS

Article 11 :

Les banques sont tenues de constituer des provisions sur les crédits dans un délai maximum de 12 mois selon les taux repris dans les tableaux ci-après :

Tableau 1 : Crédits couverts par des garanties

| CLASSE | TYPES DE CREDITS | TAUX DE PROVISIONNEMENT EN FONCTION DES GARANTIES | | |
|--------|-------------------------------|--|-----------------|------------------------|
| | | Garanties financières ou réalisables à tout moment | Sûretés réelles | Garantie de notoriété. |
| 1 | Normaux ou sains | 1 | 1 | 3 |
| 2 | Risques potentiels (Prorogés) | 1 | 5 | 7 |
| 3 | Impayés | 1 | 15 | 20 |
| 4 | Douteux | 1 | 35 | 50 |
| 5 | Contentieux | 1 | 50 | 70 |
| 6 | Irrécupérables | 10 | 100 | 100 |

Tableau 2 : Découverts couverts ou non par des garanties

| Crédits impayés / absence de mouvement créditeur | Taux de provisionnement |
|--|-------------------------|
| 3 - 6 mois | 30 |
| 6 - 9 mois | 50 |
| 9 - 12 mois | 80 |
| > 12 mois | 100 |

Titre III : DU TRAITEMENT DES INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES

Article 12 :

Les intérêts non réglés sur les crédits en souffrance sont recensés en comptabilité ou calculés de manière extra-comptable.

Lorsqu'ils sont portés au crédit du compte de résultat, ils doivent être obligatoirement provisionnés à dû concurrence.

TITLE PROVISIONNEMENT OF CREDITS

Article 11:

Banks are required to set aside provisions on loans within a maximum of 12 months depending rates in the tables below:

Table 1: Loans covered by guarantees

CLASS TYPES OF CREDITS

FUNDING RATE BASED ON GUARANTEES Guarantees financial or feasible at any time

Collateral

Warranty notoriety. Normal or healthy 1 1 1 3

2

risks (extended)

potential

May 1st March

7 Overdue Doubtful 4 15 January 20 January 35 January 50 50 5 70 6 Litigation irrecoverable 10,100,100

Table 2: Discovered or not covered by guarantees

unpaid credits / absence movement creditor

Provisioning rate

3-6 months 30 6 - 9 months 50 9-12 months 80 > 12 months 100

Title III: TREATMENT OF INTEREST ON

DOUBTFUL

Article 12:

The unpaid interest on overdue credits are recorded in accounting or non-accounting calculated way.

When they are credited to the income statement, they must be mandatory provisioned due to competition.

S'il est procédé à une provision globale couvrant le capital, les intérêts courus et les intérêts échus, cette dernière doit être au moins égale aux intérêts portés dans le compte de résultats.

Titre IV : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 13 :

Les banques sont tenues, en plus des annexes aux déclarations de crédits transmises à la Banque Centrale, de communiquer à la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers, conformément aux dispositions de l'Instruction n° 9 Bis de l'Institut d'Emission, le tableau en annexe reprenant le relevé des crédits octroyés.

Article 14 :

Les banques qui ne respectent pas les niveaux de provisionnement ainsi déterminés sont passibles d'une astreinte égale à 1 % de l'insuffisance entre le niveau requis et le niveau constaté à la fin de chaque mois.

Article 15 :

La présente instruction qui prend effet à partir du 31 décembre 2003, abroge toutes les dispositions antérieures qui lui sont contraires

Fait à Kinshasa, le

**J-C MASANGU MULONGO,
Gouverneur**

If it is made a global provision covering the principal, accrued interest and interest due, it must be at least equal to the interest carried in the income statement^{IV}.

Title FINAL PROVISIONS

Article 13:

Banks are required in addition to the notes to the statements of credits transferred to the Central Bank, to provide the the Supervision of Financial Intermediaries Department, pursuant to Instruction No. 9 Bis of the Bank of Issue, the table in annex containing a statement of the loans granted.

Article 14:

Banks that do not meet the levels of provisioning thus determined are liable to a penalty equal to 1% of the shortfall between the required level and the level recorded at the end of each month¹⁵.

Article

This Directive takes effect from 31 December 2003, repeals all previous provisions contrary to it

Done at Kinshasa,

JC MASANGU MULONGO,

Governor

INSTRUCTION N° 17 AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT
RELATIVE AUX REGLES PRUDENTIELLES EN MATIERE DE
CONTROLE INTERNE ET DE CONFORMITE
(Modification n° 1)

La Banque Centrale du Congo,

Vu la Loi 005/2002 du 7 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, notamment son article 6 ;

Vu la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit, notamment son Titre troisième ;

Arrête les règles prudentielles en matière de contrôle interne et de conformité applicables aux établissements de crédit.

PARTIE I : REGLES PRUDENTIELLES EN MATIERE DE CONTROLE INTERNE

TITRE I : DES PRINCIPES GENERAUX

Article 1

Les Etablissements de Crédit assujettis à la présente Instruction sont :

- les banques ;
- les institutions financières spécialisées ;
- les sociétés financières ;
- les caisses d'épargne.

Article 2

Les Etablissements assujettis doivent se doter d'un dispositif de contrôle interne adéquat en adaptant l'ensemble des dispositifs visés par la présente

RULES CONCERNING INTERNAL CONTROL AND COMPLIANCE

(Amendment No. 1)

The Central Bank of Congo,

Considering the Law 005/2002 of 7 May 2002 on the establishment, with the organization and operation of the Central Bank of Congo, in particular Article 6;

Pursuant to Law No. 003/2002 of 2 February 2002 on the activities and supervision of Credit Institutions, including his third title;

Stops prudential rules . relating to internal control and compliance applicable to credit institutions

PART I: PRUDENTIAL RULES INCONTROL FIELD

INTERNAL

TITLE I: GENERAL PRINCIPLES

Article 1

The Credit Institutions subject to this Instruction are:

- banks; - Specialized financial institutions; - Financial corporations; -. Savings

Article

2Institutions subject must establish an adequate internal control system by adapting all devices covered by this

Instruction à la nature et au volume de leurs activités, à la taille, à leurs implantations et aux risques de différentes natures auxquels ils sont exposés.

Article 3

Pour l'application de la présente Instruction, on entend par :

- (i) **organe délibérant** (conseil d'administration, conseil de surveillance ou toute instance équivalente) celui qui assure l'orientation stratégique de l'établissement et la surveillance effective de la gestion des activités pour le compte des actionnaires.
 - (ii) **organe exécutif** (Comité de Gestion, Direction Générale, Directoire ou toute instance équivalente) celui chargé de la gestion courante des activités de l'établissement et assure le pilotage effectif du processus de réalisation des objectifs stratégiques fixés par l'organe délibérant.
 - (ii) **comité d'audit**, une émanation de l'organe délibérant créée pour l'assister dans l'exercice de ses missions notamment l'évaluation de la qualité du contrôle interne et l'appréciation de la cohérence des systèmes d'identification, de mesure, de surveillance et maîtrise des risques.
 - (iii) **fonction de conformité**, une fonction indépendante chargée du suivi du risque de non-conformité défini comme le risque d'exposition d'un établissement à un risque de réputation, de pertes financières ou de sanctions en raison du non respect des dispositions légales et réglementaires, des normes et pratiques applicables à ses activités ou des codes de conduites.
 - (iv) **plan de continuité de l'activité**, un plan d'action écrit et détaillé décrivant, en cas de perturbation opérationnelle majeure, y compris un choc externe, les procédures et systèmes nécessaires pour maintenir ou rétablir dans un délai prédéterminé les activités et fonctions essentielles d'une organisation afin de limiter les conséquences de cette perturbation pour cette organisation et le système financier dans son ensemble.
-

Instruction to the nature and volume of their business, size, their settlements and risks of different natures which they are exposed. Article 3

For the purposes of this Instruction, the term:

(i) deliberative body (board of directors, supervisory board or equivalent body) that ensures the strategic direction of the institution and the effective monitoring management activities on behalf of shareholders.

(ii) executive body (Management Board, Executive Management, Management or equivalent body) in charge of the daily management of the institution's activities and ensures the effective control of the production process strategic objectives set by the legislative body.

(iii) the Audit Committee, an offshoot of the deliberative body created to assist in the performance of its tasks including evaluation of the quality of internal control and assessing the consistency of identification, measurement, monitoring and risk control.

(iv) compliance function, an independent function responsible for managing the risk of non-compliance defined as the risk exposure of an institution a reputational risk, financial losses or sanctions due to non-compliance with laws and regulations, standards and practices applicable to its activities or codes of conduct.

(v) plan business continuity, plan written and detailed action describing, in case of a major operational disruption, including an external shock, the necessary procedures and systems to maintain or restore within a predetermined time critical operations and functions of an organization in order to limit the consequences of this disruption to the organization and the financial system as a whole.

Article 4

Le système de contrôle interne consiste en l'ensemble des dispositions décidées par l'organe délibérant et mis en œuvre par l'organe exécutif afin de s'assurer que les activités de l'organisation sont maîtrisées à tous les niveaux.

Le système de contrôle interne est au minimum constitué d'un contrôle permanent de premier niveau dans les unités opérationnelles et d'un contrôle de dernier niveau réalisé par l'audit interne.

Article 5

Le contrôle interne comprend notamment :

- a. un système de contrôle des opérations et des procédures internes ;
- b. une organisation comptable et du traitement de l'information ;
- c. des systèmes de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques et des résultats ;
- d. un système de documentation et d'information.

TITRE II : CONCEPTION, MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DES ACTIVITES DU CONTROLE INTERNE**Article 6**

Le système de contrôle interne est conçu par l'organe exécutif est approuvé par l'organe délibérant.

Il comprend des dispositions pour assurer :

- la vérification des opérations et des procédures internes ; la mesure, la maîtrise et la surveillance des risques ;
 - la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières ;
 - l'efficacité des canaux de circulation interne de la documentation et de l'information ainsi que de leur diffusion auprès des tiers.
-

Article 4

The internal control system consists of all the provisions decided by the legislative body and implemented by the executive body to ensure that activities of the organization are controlled at all levels.

The internal control system is at least consisting of a permanent first level control in the operational units and a final level control carried out by the internal audit.

Article

5internal control includes:

a. a system of control of operations and internal procedures; b. accounting organization and information processing; c. measuring systems, control and monitor risks

and results; d. a system of documentation and information.

TITLE DESIGN, IMPLEMENTATION AND MONITORING OF ACTIVITIES OF INTERNAL CONTROL

Article 6

The internal control system is designed by the executive body approved by the legislative body provisions.

It includes to ensure:

- the verification of transactions and internal procedures,

measurement, control and monitoring risks; - The reliability of collection conditions, processing, dissemination

and conservation of accounting and financial data; - The effectiveness of internal flow channels of the documentation and information and dissemination to third parties setting.

Chapitre 1 : Du rôle de l'organe délibérant

Article 7

L'organe délibérant s'assure de la mise en place et du suivi par l'organe exécutif du système de contrôle interne.

A cet effet, il procède, au moins une fois par an, à l'examen de l'activité et des résultats du contrôle interne sur la base des informations qui lui sont adressées par l'organe exécutif dans les formes prévues par la présente Instruction.

Article 8

L'organe délibérant est, dans le cadre du contrôle interne, assisté par un comité d'audit ayant notamment pour attributions de :

- superviser et contrôler la fonction de contrôle interne ;
 - approuver la charte d'audit interne visée dans la présente Instruction ainsi que le programme annuel du contrôle interne ;
 - s'assurer de la couverture complète des activités de la banque par les contrôles internes et les audits externes ;
 - s'assurer de l'adéquation du système de contrôle interne aux activités de la banque ;
 - apprécier l'adéquation des moyens humains et matériels alloués à la fonction de contrôle interne ;
 - s'assurer que les contrôleurs internes possèdent les compétences nécessaires et proposer éventuellement les mesures à prendre à ce niveau ;
 - porter une appréciation sur la qualité du système de contrôle interne, notamment la cohérence des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques et proposer, le cas échéant, des actions complémentaires à ce titre ;
-

Chapter 1: The role of the legislative organ

Article 7

The governing body ensures the up and monitoring by the executive body of the internal control system.

To this end, it shall, at least once a year, review the business and results of internal control based on the information which it . are addressed by the executive body in the manner prescribed by this Instruction

Article 8

The deliberative body is within the framework of internal control, assisted by an Audit Committee with the particular powers to:

- supervise and control function internal control;
- approve the internal audit charter referred to in this statement as well as the annual program of internal control;
- ensuring complete coverage of the bank's activities by internal controls and external audits;
- s ensure the adequacy of the internal control system activities to the bank's-
- assess the adequacy of human and material resources allocated to the internal control function;
- ensure that internal auditors have the necessary skills and possibly propose measures to be taken at that level;
- make an assessment of the quality of the internal control system, including the consistency of measurement, monitoring and risk management and propose, if necessary, further action in this respect;

- définir les zones de risques minimales que les contrôleurs internes et les commissaires aux comptes doivent couvrir ;
- vérifier la fiabilité et l'exactitude des informations financières destinées à l'organe délibérant et aux tiers, et porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'élaboration des comptes individuels et consolidés ;
- évaluer la pertinence des mesures correctrices prises ou proposées pour combler les lacunes ou insuffisances décelées dans le système de contrôle interne ;
- recommander le choix des commissaires aux comptes et auditeurs externes de la banque, et superviser leurs relations avec la banque ;
- prendre connaissance des rapports d'activité et des recommandations de la fonction de contrôle interne, des commissaires aux comptes, des auditeurs externes et de l'autorité de supervision ainsi que des mesures correctrices prises.

Article 9

Le comité d'audit doit être présidé par un membre de l'organe délibérant et, par ailleurs composé exclusivement de personnes n'ayant pas de responsabilités de direction dans l'établissement. Ces personnes doivent disposer de l'expérience et des compétences requises dans les domaines financier et comptable ainsi que dans les activités de l'audit.

Le comité relève directement de l'organe délibérant qui en détermine les modalités de fonctionnement et auquel il rend compte. Son rôle ne peut en aucun cas se substituer à celui de l'audit interne.

Article 10

Le comité d'audit tient, au moins, deux réunions par an. Il peut associer à ses travaux d'autres personnes notamment le responsable du contrôle interne et les commissaires aux comptes de l'établissement.

- define minimum risk areas that internal controllers

and auditors must cover

- check the reliability and accuracy of financial information to the governing body and third parties and assessing the relevance methods accounting adopted for the development of individual and consolidated accounts;

- assess the adequacy of the corrective action taken or proposed to address gaps and deficiencies identified in the internal control system;

- recommend the selection of auditors and auditors

external of the bank and supervise their relationship with the bank;

- take note of activity reports and recommendations of the internal control function, the statutory auditors, external auditors and the supervisory authority as well as corrective measures

Article 9

The audit committee should be chaired by a member of the governing body and, moreover composed exclusively of people with no management responsibilities in the facility. They must have experience and skills in finance and accounting as well as in the activities of the audit.

The committee reports directly to the governing body that determines the operating procedures and to which it reports. His role can never be a substitute to that of internal audit.

Article 10

The Audit Committee holds at least two meetings per year. It can involve in its work other people including the head of internal control and the auditors of the institution.

Article 11

L'organe délibérant délimite clairement les responsabilités des membres de l'organe exécutif et définit les modalités de délégation de pouvoirs.

Article 12

Les membres de l'organe délibérant et de l'organe exécutif veillent à promouvoir, au sein de leur établissement, une forte culture de contrôle qui met l'accent particulièrement sur la nécessité, pour chaque agent, d'assumer ses tâches dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur et des directives et procédures internes.

Ils adoptent, à cet effet, une politique de formation et d'information qui met en avant les objectifs de l'établissement et explicite les moyens de leur réalisation.

Article 13

L'organe délibérant approuve la politique globale de gestion des risques ainsi que les orientations stratégiques de gestion de chaque risque pris individuellement.

Chapitre 2 : Du rôle de l'organe exécutif**Article 14**

La conception et la mise en place du système de contrôle interne incombent à l'organe exécutif qui, à cet effet :

- établit la structure organisationnelle appropriée et prévoit les moyens humains et matériels nécessaires à la mise en œuvre du système de contrôle interne ;
 - identifie l'ensemble des sources de risques internes et externes ;
 - définit les procédures adéquates de contrôle interne.
-

Article 11

The legislative bodies clearly delineates the responsibilities of members of the executive body and defines the delegation arrangements powers.

Article 12

Members of the governing body and the executive body shall promote, within their establishment, a strong control culture that places particular emphasis on the need for each officer, to assume its tasks in compliance with legal and regulatory provisions and internal guidelines and procedures.

They adopt to this end, a policy of training and information that highlights the objectives of the institution and the means of their explicit . realization

Article 13

The legislative body approves the overall policy of risk management and strategic management of each individual risk orientations.

Chapter 2: The role of the executive body**Article 14**

The design and implementation of the system internal control responsibility of the executive body for this purpose:

- establish the appropriate organizational structure and provide for the human and material resources necessary for the implementation of the internal control system;
- identify all the sources of internal risks and external
- define the appropriate internal control proceduresshortcomings.

Article 15

L'organe exécutif s'assure, en permanence, du bon fonctionnement global du système de contrôle interne et prend les mesures nécessaires pour remédier, en temps opportun, à toute carence ou insuffisance relevée.

Article 16

L'organe exécutif élabore le manuel de contrôle interne qui précise notamment :

- les éléments constitutifs de chaque dispositif et les moyens de leur mise en œuvre (procédures, outils de contrôle interne...) ;
- les règles qui assurent l'indépendance des dispositifs de contrôle vis-à-vis des unités opérationnelles ;
- les différents niveaux de responsabilité du contrôle.

Ce manuel approuvé par l'organe délibérant fait l'objet d'un examen périodique en vue d'adapter ses dispositions aux prescriptions légales et réglementaires ainsi qu'à l'évolution de l'activité de l'établissement, de l'environnement économique et financier et des techniques d'analyse.

TITRE III : SYSTEME DE CONTROLE DES OPERATIONS ET DES PROCEDURES INTERNES

Chapitre 1 : Dispositions générales

Article 17

Le système de contrôle des opérations et des procédures internes doit permettre aux établissements assujettis de s'assurer dans des conditions optimales de sécurité, de fiabilité et d'exhaustivité notamment :

- la conformité des opérations effectuées, de l'organisation et des procédures internes avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur ainsi qu'avec les normes et usages professionnels et déontologiques, et les instructions internes de l'organe exécutif prises en application des orientations de l'organe délibérant ;

Article 15

The executive body ensures, permanently, the overall functioning of the internal control system and takes the necessary steps to remedy in a timely manner, any failure or raised-

Article 16

The executive body developing the internal control manual which shall include:
the elements of each device and the means of their

implementation (procedures, internal control tools ...); - Rules that ensure independence of control mechanisms

vis-à-vis the operating units; -. The different levels of responsibility for control

This manual approved by the legislative body is subject to periodic review in order to adapt its provisions to legal and regulatory requirements and changes in the activity of the establishment of the economic and financial environment and analysis techniques III.

TITLE CONTROL SYSTEM OF OPERATIONS AND INTERNAL PROCEDURES

Chapter 1: General Provisions**Article 17**

The operations and internal procedures control system should allow subject institutions to ensure optimal safety conditions, reliability and completeness including:

- Compliance of the operations, organization and internal procedures with legal and regulatory requirements as well as standards and professional and ethical practices, and internal instructions from the executive body taken to implement the guidance of the governing body;

- le strict respect des procédures de décisions et de prises de risques ainsi que des normes de gestion et des limites fixées par l'organe exécutif ;
- la qualité de l'information comptable et financière destinée à l'organe délibérant ou à l'organe exécutif, à être transmise à la Banque centrale ou à être publiée ;
- les conditions d'évaluation, d'enregistrement, de conservation et de disponibilité de cette information, particulièrement de l'existence d'une piste d'audit ;
- la qualité des systèmes d'information et de communication.

Article 18

Les établissements assujettis doivent, selon des modalités adaptées à leur taille et à la nature de leurs activités, disposer d'agents réalisant des contrôles permanent ou périodiques.

Le contrôle permanent de la conformité, de la sécurité et de la validation des opérations réalisées et du respect des autres diligences liées à la surveillance des risques est assurée par des agents dédiés à cette fonction ou d'autres agents des activités opérationnelles.

Le contrôle périodique de la conformité des opérations, du niveau de risque encouru, du respect des procédures, ainsi que de l'efficacité et du caractère approprié des dispositifs de surveillance et de gestion des risques est assuré aux moyens d'enquêtes conduites par l'audit interne.

Article 19

Chaque service ou unité opérationnelle doit être doté d'un manuel dans lequel sont consignées les procédures d'exécution des opérations qu'il est chargé d'effectuer. Ces manuels sont définis par l'organe exécutif et approuvés par l'organe délibérant.

Ces procédures fixent notamment les modalités d'engagement, d'enregistrement, de reporting et de traitement des opérations ainsi que les schémas comptables correspondants.

- strict compliance with the procedures and decisions of risk-taking and management standards and limits by the executive body
- the quality of accounting and financial information for the governing body or executive body, to be forwarded to the Central Bank or for publication;
- the conditions for evaluation, recording, preservation and availability of this information, particularly the existence of an audit trail;
- the quality of information and communication systems

Article 18

Reporting institutions must, in a manner appropriate to their size and the nature of their activities, have staff carrying out permanent or periodic inspections.

Constant monitoring of compliance, security and validation of completed transactions and compliance with other procedures related to risk monitoring is ensured by staff dedicated to this function or other agents operating activities.

Periodic checks on the compliance of operations, the level of risk, compliance with procedures and the effectiveness and appropriateness of monitoring devices and risk management is assured means of surveys conducted by the internal audit.

Article 19

Each department or business unit must have a manual that records the execution of operations procedures it is responsible perform. These manuals are defined by the executive and approved by the legislative body.

These procedures determine in particular the conditions of appointment, recording, reporting and operations processing and the corresponding accounting schemes.

Article 20

Les niveaux d'autorité et de responsabilité ainsi que les domaines d'intervention des différentes unités opérationnelles doivent être clairement précisés et délimités.

Une séparation stricte doit être établie entre les unités chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'initiation, de l'exécution, de la validation, de la comptabilisation et du contrôle des opérations.

Les domaines qui présentent des conflits d'intérêts potentiels ou des risques de chevauchement de compétences ou de responsabilités doivent être identifiés et soumis à une surveillance continue, et faire l'objet d'une évaluation régulière en vue de la suppression de ces conflits.

Article 21

Les modalités d'exécution des opérations quotidiennement effectuées par les entités opérationnelles doivent comporter des procédures appropriées de contrôles permanents pour s'assurer de la régularité, de la fiabilité et de la sécurité de ces opérations ainsi que du respect des autres diligences liées à la surveillance des risques qui leur sont associés.

Chapitre 2 : Du dispositif d'audit interne**Article 22**

Les établissements assujettis sont tenus d'élaborer une charte de l'audit interne qui définit notamment :

- la position, les pouvoirs et les objectifs de la fonction d'audit interne ;
- les responsabilités de cette fonction et la nature de ses travaux ;
- les modalités de communication des résultats de ses missions de contrôle.

Article 23

La fonction d'audit interne assure un suivi exhaustif du système de contrôle interne et veille à sa cohérence à travers l'évaluation des différents niveaux

Article 20

Levels authority and responsibility as well as the areas of intervention of the various operational units must be clearly defined and delineated.

A strict separation must be established between the charged units, each in its part of the initiation, the implementation, validation, accounting and control of operations.

The areas that present potential conflicts of interest or potential overlap of skills or responsibilities should be identified and subjected to continuous monitoring, and be regularly evaluated with a view to removing these conflicts.

Article 21

The implementing rules of performed daily by the operating entities operations must include appropriate permanent control procedures to ensure the regularity, reliability and the safety of these operations as well as compliance with other procedures related to the monitoring of risks associated with them.

Chapter 2: From the internal audit system**Article 22**

Reporting institutions are required to develop a charter for internal audit which defines in particular:

- the position, powers and objectives of the internal audit function;
- the responsibilities of this function and the nature of its work;
- the arrangements for communicating the results of its tasks monitoring function.

Article 23

The Internal Audit provides an exhaustive monitoring of the internal control system and ensures consistency throughout the evaluation of different levels

de contrôle au sein de l'établissement. Elle est directement rattachée à l'organe délibérant qui en désigne le responsable.

Article 24

L'audit interne est tenu de procéder à des contrôles périodiques. A cet effet, il :

- s'appuie sur une méthodologie permettant d'identifier les risques significatifs encourus par l'établissement ;
- prépare un plan d'audit pluriannuel approuvé par le comité d'audit et répartit ses ressources en conséquence;
- dispose de ressources suffisantes et d'effectifs ayant une formation appropriée et possédant l'expérience requise pour comprendre et évaluer les activités à auditer;
- accède, pour les besoins de sa mission, aux archives, dossiers et données.

Article 25

L'audit interne est chargé d'évaluer, de façon périodique, l'efficacité des processus de gestion des risques et de la gouvernance, des procédures et des politiques internes ainsi que le bon fonctionnement des différents niveaux de contrôle. Il évalue également :

- le processus de communication financière et examine la fiabilité et l'exactitude des informations communiquées aux tiers ;
 - les modèles internes de mesure et de suivi des risques ;
 - les procédures internes d'évaluation de l'adéquation des fonds propres de l'établissement ;
 - l'approche globale de gestion de la continuité de l'activité au sein de l'établissement ;
 - les contrôles effectués par la fonction conformité.
-

of control within the institution. It reports directly to the legislative body that appoints the official.

Article 24

The internal audit is required to conduct periodic inspections. To this end, it:

- is based on a methodology to identify risks significant to the institution;
- prepare a multi-year audit plan approved by the Audit Committee and allocates its resources accordingly;
- has sufficient resources and personnel with appropriate training and have the experience required to understand and evaluate the activities to be audited;
- access for the purposes of its mission, archives, folders and data.

Article 25

The internal audit to assess, on a regular basis, the effectiveness of risk management processes and governance, procedures and internal policies as well as the proper functioning of different levels of control. It also assesses:

- the process of financial reporting and reviews the reliability and accuracy of the information provided to third parties;
- internal measurement models and risk monitoring
- assessment of internal procedures of capital adequacy of the establishment;
- the overall approach to managing business continuity within the institution,
- the checks carried out by the compliance function.

INSTRUCTION N° 18 AUX BANQUES

Concerne : Conditions d'agrément des banques et de leurs dirigeants ainsi que de modification de leurs situations statutaires.

La Banque Centrale du Congo ;

Vu la loi 005/2002 du 7 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, spécialement en son article 6 ;

Vu la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit, spécialement en ses articles 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 22, 23, 29 et 36 ;

Arrête les règles suivantes en matière d'agrément des banques et de leurs dirigeants ou en cas de modification d'éléments ayant concouru à la délivrance de l'agrément :

Article 1^{er}

La présente instruction a pour objet de préciser la procédure et les documents requis lors de l'agrément des banques et de leurs dirigeants, les conditions de prise en compte des modifications de la structure du capital et des autres éléments constitutifs des conditions d'agrément d'une banque ou de ses dirigeants.

TITRE I. PROCEDURE D'AGREMENT DES BANQUES

Article 2

A l'appui de leur demande d'agrément, les requérants doivent présenter un dossier complet comprenant :

INSTRUCTION No. 18 BANKS

Re.: Approval requirements of banks and their leaders as well as modification of their statutory situations

The Central Bank of Congo;

Given the law 005/2002 of 7 May 2002 on the constitution, the organization and operation of the Central Bank of Congo, especially in Article 6;

Pursuant to Law No. 003/2002 of 2 February 2002 on the activities and supervision of Credit Institutions, especially in Articles 10, 11 , 12, 13, 14, 15, 16, 22, 23, 29 and 36;

Stop the following rules for the authorization of banks and their leaders or when modifying elements which contributed to the issuance of Accreditation:

Article 1

This Directive aims to clarify the procedure and documents required during the accreditation of banks and their leaders, the conditions for taking into account changes in the capital structure and other elements of the conditions . approval of a bank or its management

TITLE I. PROCEDURE FOR THE APPROVAL OF BANKS

Article 2

In support of their application for approval, applicants must submit a complete dossier including:

- une lettre de demande d'agrément rédigée en français et adressée au Gouverneur de la Banque Centrale du Congo ;
- la résolution de l'assemblée générale constitutive de la nouvelle société et celle de l'assemblée générale extraordinaire des associés des personnes morales actionnaires les autorisant à prendre part au capital de la banque ;
- le numéro d'identification nationale et le registre du commerce de l'entreprise requérante ;
- l'original des statuts notariés de l'entreprise requérante ;
- la preuve de libération du capital minimum par les actionnaires par une attestation d'un dépôt dans une banque de renommée du montant dudit capital en vue de la constitution de la banque ;
- la liste des actionnaires et dirigeants ;
- les éléments permettant d'apprécier les conditions d'honorabilité et de compétence des dirigeants et actionnaires (curriculum vitae et extrait de casier judiciaire des personnes physiques, états financiers certifiés des trois derniers exercices comptables des actionnaires personnes morales) ;
- pour les personnes physiques et morales étrangères, une attestation de l'autorité de supervision bancaire du pays d'origine qu'elles remplissent les conditions pour être agréées dans ledit pays ;
- un programme d'activités indiquant la contribution à la satisfaction d'un besoin économique local ou général, décrivant le genre et le volume des opérations envisagées et comprenant des prévisions appuyées par des bilans et comptes d'exploitation sur une période de cinq années démontrant la rentabilité du projet ;
- un organigramme détaillé indiquant clairement l'organisation et les lignes de responsabilités au sein de la future banque ;
- la description des moyens techniques et financiers qu'elle prévoit de mettre en œuvre à l'appui de son programme d'activités.

- an application letter Approval written in French and addressed to the Governor of the Central Bank of Congo
- the resolution of the constituent general assembly of the new company and that of the extraordinary general meeting of members of corporate shareholders allowing them to take part in the capital of the bank
- the national identification number and the commercial register of the applicant company;
- the original notarized statutes of the applicant company;
- the minimum capital release of evidence by the shareholders by a certificate a deposit in a bank renowned amount of that capital to the constitution of the bank;
- the list of shareholders and management;
- the elements for assessing the good repute and experience of directors and shareholders (curriculum Curriculum and criminal record of individuals, certified financial statements for the last three financial years of legal entities)
- for foreign natural and legal persons, a statement from the banking supervisory authority of the country of origin that qualify to be licensed in that country;
- an activity program indicating the contribution to the satisfaction of a local or general economic need, describing the type and volume of the operations envisaged, including forecasts supported by balance sheets and accounts Operating over a period of five years showing the project's profitability;
- a detailed flow chart indicating clearly the organization and responsibilities of lines in the future bank;
- description of the technical and financial means it plans

toimplemented in support of its program of activities.

Le délai mentionné à l'article 16 de la Loi Bancaire commence à courir à compter de la délivrance par la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo d'une **attestation de dépôt de dossier complet**.

Article 3

La Banque Centrale du Congo apprécie l'aptitude de l'entreprise requérante à réaliser ses objectifs de développement dans des conditions compatibles avec le bon fonctionnement du système bancaire et qui assurent à la clientèle une sécurité satisfaisante.

Article 4

Afin de permettre à la Banque Centrale du Congo d'apprécier la qualité des apporteurs de capitaux et, le cas échéant, de leurs garants, l'entreprise requérante est tenue de fournir, à l'appui de sa demande d'agrément :

- (i) les informations financières sur chacune des personnes qui détient au moins 5 % de son capital ou qui lui ont apporté leur garantie.

Outre les documents mentionnés à l'article 2 de la présente Instruction, les informations financières susvisées pour chaque actionnaire ou garant comprennent :

- pour une personne morale faisant appel public à l'épargne :
 - l'ensemble des documents qu'elle est tenue de porter à la connaissance du public ;
- pour une personne morale ne faisant pas appel public à l'épargne :
 - la répartition de son actionnariat et l'identité de ses principaux actionnaires ;
 - les documents comptables sociaux, le cas échéant consolidés, certifiés du dernier exercice clos et leurs notes annexes ;

The period stipulated in Article 16 of the Banking Act begins to run from the grant by the Department of Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank Congo a complete dossier custody certificate.

Article 3

The Central Bank of Congo appreciates the ability of the applicant company to achieve its development objectives under conditions compatible with the proper functioning of the banking system and ensure the Customer satisfactory security.

Article 4

To enable the Central Bank of Congo to assess the quality of capital providers and, where applicable, their guarantors, the applicant company must provide in support of its application for approval: (i) financial information on each of which holds at least 5% of its capital or who provided their security

addition to the documents mentioned in Article 2 of this Instruction, the above financial information each shareholder or guarantor include:

- for a legal person in public offering
 - all documents it is required to bring to public knowledge;
- for a legal person who is not public offering savings:
 - the distribution of shareholdings and the identity of its major shareholders
 - the social accounting documents, if any consolidated, certified the last financial year and the related notes;

- toute autre information relative à des faits susceptibles d'affecter de façon significative sa situation financière ;
- une personne physique :
 - toute information utile relative à sa situation financière.
- (ii) l'identité de leurs associés ou actionnaires qui leur ont déclaré détenir une fraction des droits de vote inférieure à 5 % mais supérieure à 0,5 %.

Article 5

Lorsque, au sein de l'actionnariat de l'entreprise requérante, aucun actionnaire ne dispose de plus de 50 % des droits de vote, l'agrément ne peut être accordé que si l'un des actionnaires qualifié **d'actionnaire de référence** s'engage formellement vis-à-vis de la Banque Centrale du Congo à :

- participer à la détermination effective de l'organisation de l'entreprise requérante ainsi qu'à l'orientation et à la surveillance effective de sa gestion ;
- apporter son soutien opérationnel et financier à l'entreprise requérante ;
- apporter son soutien opérationnel et financier à l'entreprise requérante, y compris, le cas échéant, en couvrant une éventuelle situation de passif net, à charge pour lui de se retourner contre les autres actionnaires.

Cet actionnaire de référence est tenu de fournir à la Banque Centrale du Congo l'ensemble d'éléments permettant à celle-ci de s'assurer de la qualité de sa structure financière et de son propre actionnariat.

Il doit nécessairement être un groupe bancaire ou financier non industriel ou commercial.

- any other information relating to facts that may to significantly affect its financial position;

- a natural

person:- any useful information relating to its financial condition

(ii) the identity of their partners or shareholders who said they hold a proportion of voting rights below 5 % but greater than 0.5%.

Article 5

Where in the shareholding of the applicant undertaking, no shareholder has more than 50% of the voting rights, the approval may only be granted if the a qualified shareholders shareholder formally commits vis-à-vis the Central Bank of Congo to:

- participate in the actual determination of the organization of the applying company and the orientation and effective monitoring of its management;
- to provide operational and financial support to the company;

applicant

- to provide operational and financial support to the requesting company, including, where appropriate, by covering any net liability position, up to him to turn against the other shareholders.

The shareholder is required to provide to the Central Bank of Congo all elements enabling it to ensure the quality of its financial structure and its own shareholders.

It must necessarily be a non-industrial or commercial banking or financial group.

Article 6

Les dispositions de l'article 5 ci-dessus s'appliquent également aux banques en activité. Celles-ci disposent d'un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente Instruction pour :

- soit, apporter à la Banque Centrale du Congo les éléments d'appréciation, au sens de l'article 4 ci-dessus, sur leur actionnaire qui détient plus de 50 % des droits de vote ;
- soit, fournir à la Banque Centrale du Congo l'engagement formel de l'un des actionnaires mentionné à l'article 5.

Article 7

La Banque Centrale du Congo peut assortir de conditions l'agrément délivré à l'exercice de certaines opérations définies par l'objet social de l'entreprise requérante.

Article 8

La Banque Centrale du Congo peut assortir l'agrément délivré de conditions particulières visant à préserver l'équilibre de la structure financière de l'établissement de crédit et le bon fonctionnement du système bancaire et, le cas échéant, subordonner l'octroi de l'agrément au respect d'engagements souscrits par l'entreprise requérante.

Article 9

La Banque Centrale du Congo peut refuser l'agrément lorsque l'exercice de sa mission de surveillance de l'entreprise requérante est susceptible d'être entravé soit, par l'existence de liens de capital ou de contrôle, directs ou indirects, entre l'entreprise et d'autres personnes physiques ou morales, soit, par l'existence de dispositions législatives ou réglementaires d'un Etat dont relèvent une ou plusieurs de ces personnes.

Article 6

The provisions of Article 5 above shall also apply to banks in operation. They have a period of six months from the entry into force of this Instruction to

either:- provide the Central Bank of Congo relevant factors within the meaning of Article 4 below above, on their shareholder who holds more than 50% of the voting rights;

or - provide the Central Bank of Congo formal commitment to one of the shareholders mentioned in Article 5.

Article 7

The Central Bank of Congo may impose conditions on the authorization granted to the exercise of certain operations defined by the objects of the applicant company.

Article 8

The Central Bank of Congo may impose specific conditions of approval issued to preserve the balance of the financial structure of the credit institution and the proper functioning of the banking system and, if necessary, make the granting of accreditation to compliance with undertakings given by the requesting company.

Article 9

The Central Bank of Congo can refuse authorization where the exercise of the applicant undertaking its monitoring mission is likely to be hampered either by the existence of links of capital or control, direct or indirect, between the company and other natural or legal persons, or by the existence of laws or regulations of a State governing one or more persons.

TITRE II. CONDITIONS DE PRISE OU D'EXTENSION DE PARTICIPATION DANS LE CAPITAL D'UNE BANQUE

Article 10

Toute personne, ou tout groupe de personnes agissant ensemble, doit obtenir une autorisation de la Banque Centrale du Congo préalablement à la réalisation de toute opération de prise, d'extension ou de cession de participation, directe ou indirecte, dans une banque, lorsque cette opération a pour effet de permettre à cette personne ou à ces personnes agissant ensemble de :

- acquérir ou de perdre le pouvoir effectif de contrôle sur l'orientation et la gestion de la banque ;
- acquérir ou de perdre le tiers, le cinquième ou le dixième des droits de vote.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, sont seulement portées immédiatement à la connaissance de la Banque Centrale du Congo, les opérations réalisées entre des sociétés placées, directement ou indirectement, par des liens de capital, sous le contrôle effectif d'une même entreprise, sauf si ces opérations ont pour effet de transférer le pouvoir effectif de contrôle ou la détention de tout ou partie des droits précités à une ou plusieurs personnes ne relevant pas du droit de la République Démocratique du Congo.

En outre, toute transaction ayant pour résultat de permettre à une personne ou à plusieurs personnes ensemble d'acquérir le vingtième des droits de vote doit être soumise, préalablement à sa réalisation, à l'autorisation de la Banque Centrale du Congo.

Lorsque, en vertu de dispositions législatives ou statutaires, le nombre ou la répartition des droits de vote est limité par rapport au nombre ou à la répartition des actions ou parts sociales auxquelles ils sont attachés, les pourcentages prévus dans le présent chapitre et les dispositions décrites à l'article 11 ci-après sont, respectivement, calculés et mises en œuvre en terme d'actions ou de parts sociales.

TITLE II. CONDITIONS MAKING OF EXTENSION PARTICIPATION IN THE CAPITAL OF A BANK

Article 10

Any person or group of persons acting together, must get permission from the Central Bank of Congo prior to completion of any equity transaction, d extension or transfer of participation, direct or indirect, in a bank, where this has the effect of enabling that person or those persons acting together to:

- acquire or to lose effective power of control over the direction and the bank's management;
- acquire or lose a third, fifth or tenth the rights
- of voting

Notwithstanding the foregoing, are only brought immediately to the knowledge of the Central Bank of Congo, transactions between companies which are directly or indirectly through capital ties, under the effective control of the same company, unless such transactions result to transfer effective power to control or ownership of all or part of the aforementioned rights to one or many people are not governed by the law of the Democratic Republic of Congo.

In addition, any transaction that results allow a person or several people together to acquire one twentieth of the voting rights must be submitted prior to its implementation, the authorization of the Central Bank of Congo.

When, pursuant to legislative or statutory provisions, the number or distribution of voting rights is limited to the number or repair of shares or to which they are attached, the percentages provided in this chapter and the provisions described in Article 11 below are, respectively, calculated and implemented in terms of stock or shares.

Article 11

Lorsqu'une opération de prise, d'extension ou de cession de participation indirecte visée à l'article 10 de la présente Instruction est réalisée hors de la République Démocratique du Congo entre des personnes relevant d'un droit étranger, ces dernières ne sont tenues qu'à une déclaration immédiate à la Banque Centrale du Congo.

La Banque Centrale du Congo dispose alors d'un délai de trois mois pour faire savoir au(x) déclarant(s) que, compte tenu du besoin de garantir une gestion saine et prudente dans les mêmes conditions que lors de l'agrément, cette opération est de nature à entraîner un réexamen de la situation de la banque.

Article 12

Les banques sont tenues d'informer la Banque Centrale du Congo, dans le délai d'un mois à compter de leur réalisation, de tout mouvement significatif ayant affecté la répartition des droits de vote détenus par leurs associés ou actionnaires soumis aux dispositions de l'article 10 de la présente Instruction.

La Banque Centrale du Congo peut, en outre, demander aux banques l'identité de leurs actionnaires qui leur ont déclaré détenir une fraction des droits de vote inférieure à 5 % mais supérieure à 0,5%.

Article 13

Les banques sont tenues de transmettre, chaque année et au plus tard le 31 mars de l'exercice suivant, à la Banque Centrale du Congo, Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers des informations financières sur chacune des personnes qui détiennent au moins 10 % de leur capital.

Les informations financières susvisées pour chaque actionnaire comprennent :

- (i) pour une personne morale faisant appel public à l'épargne :
 - l'ensemble des documents qu'elle est tenue de porter à la connaissance du public.

Article 11

When a repurchase transaction, of extension or indirect interest assignment referred to in Article 10 of this Instruction is carried out in the Democratic Republic of Congo between people under foreign law, the latter are held only to an immediate declaration to the Bank Central Congo.

The Central Bank of Congo then has three months to let the (x) registrant (s) that, given the need to ensure sound and prudent management under the same conditions as during the approval, this is likely to involve a review of the situation of the bank.

Article 12

Banks are required to inform the Central Bank of Congo, within a month of their achievement, any movement significantly affecting the distribution of voting rights held by their partners or shareholders subject to the provisions of Article 10 of this Instruction.

The Central Bank of Congo may, in addition, require banks to identify their shareholders which have their reported holding a fraction of the voting rights below 5% but higher than 0.5%.

Article 13

Banks are required to transmit each year and no later than March 31 of the following year, the Central Bank of Congo ., Financial Intermediaries Supervision Directorate financial information on each of the persons who hold at least 10% of their capital

The above financial information for each shareholder include:

- (i) for a legal person in public offering
- all documents it is required to bring
- to the attention of the public-.

- (ii) pour une personne morale ne faisant pas appel public à l'épargne :
 - les documents comptables sociaux, le cas échéant, consolidés et certifiés du dernier exercice clos et leurs notes annexes ;
 - toute autre information relative à des faits susceptibles d'affecter de façon significative sa situation financière.
- (iii) pour une personne physique :
 - toute information utile relative à sa situation financière.

Article 14

La Banque Centrale du Congo peut demander à toute banque de lui communiquer toutes les informations financières nécessaires à l'exercice de sa mission concernant dix actionnaires détenant chacun moins de 10 % du capital mais plus de 0,5 %.

TITRE III. MODIFICATIONS D'AUTRES ELEMENTS PRIS EN COMPTE LORS DE LA DELIVRANCE DE L'AGREMENT

Article 15

Toute modification des conditions auxquelles était subordonné l'agrément d'une banque doit faire l'objet d'une autorisation préalable de la Banque Centrale du Congo.

Les banques sont tenues de soumettre à la Banque Centrale du Congo pour autorisation préalable les modifications devant être apportées à leur situation portant sur :

- la forme juridique ;
- la dénomination ou raison sociale ;
- la dénomination ou nom commercial ;
- le type d'opérations de banque pour lequel elles ont été agréées ;
- la composition de l'actionnariat ;
- l'identité du ou des actionnaires.

(ii) a corporation not forming public offering:

social accounting documents, if any, of the consolidated and certified last financial year and the related notes; - Any other information relating to facts that could significantly affect its financial position-..

and (iii) a natural person:

Relevant information regarding its financial situation

Article 14

The Central Bank of Congo may ask any bank communicate all financial information necessary to the exercise of his mission for ten shareholders each holding less than 10% of the capital but more than 0.5%.

TITLE III. CHANGE OTHER ELEMENTS TAKEN INTO ACCOUNT IN THE ISSUE OF APPROVAL

Article 15

Any modification of the conditions to which the approval was subject of a bank shall be subject to prior approval of the Central Bank of Congo.

The Banks are required to submit to the Central Bank of Congo for permission changes to be made to their situation concerning:

- legal form; - The name or company name; - The name or trade name; - The type of banking operations for which they were approved; - The composition of the shareholding; - The identity of the shareholderscapital.

Article 16

Les banques sont tenues de déclarer à la Banque Centrale du Congo dans un délai d'un mois :

- (i) les modifications apportées :
 - au montant du capital ;
 - aux règles de calcul des droits de vote ;
 - à la composition du Conseil d'administration ;
 - à l'adresse du siège social ;
 - toute modification aux dispositions des statuts.
- (ii) la conclusion ou la modification de tout accord passé entre les actionnaires relatif aux éléments visés aux articles 5 à 11 de la présente Instruction.

TITRE IV. DESIGNATION ET CESSATION DES FONCTIONS DE DIRIGEANT

Article 17

La désignation de toute nouvelle personne (dirigeant) appelée à assurer la détermination effective de l'orientation de l'activité d'une banque doit être soumise à l'autorisation préalable de la Banque Centrale du Congo. Par dirigeant, il faut entendre toute personne occupant les fonctions d'administrateur, de membre du Comité de gestion ou de directeur dans une banque.

La demande d'autorisation est accompagnée de tous les éléments permettant d'apprécier l'honorabilité et l'expérience professionnelle, dans les domaines bancaire et financier, de la personne concernée et notamment les dispositions de l'article 15 de la Loi Bancaire.

Pour les personnes physiques étrangères, une attestation de l'autorité de supervision bancaire du pays d'origine indiquant qu'elles remplissent les conditions pour être agréées dans leur pays d'origine est exigée.

La Banque Centrale du Congo dispose d'un délai de trois mois, à compter de la date de réception de la demande pour donner son avis.

Article 16

Banks are required to report to the Central Bank of Congo within one month:

(i) changes:

- the amount of - The rules on calculation of voting rights; - The composition of the Board; - The address of the registered office; - Changes to the StatuteIV...

(ii) the conclusion or modification of any agreement between shareholders regarding the matters referred to in Articles 5 to 11 of this Instruction

TITLE APPOINTMENT AND TERMINATION OFFUNCTIONS

EXECUTIVE

Article 17

The appointment of any new person (manager) called to ensure the effective determination of the orientation of the activity of a bank shall be subject to the prior authorization of the Central Bank of Congo . For leader, means any person employed as a director, member of the Management Committee or manager in a bank.

The license application is accompanied by all the information needed to assess the integrity and experience professional, in the banking and financial, of the person concerned and in particular the provisions of Article 15 of the Banking Act.

For foreign natural persons, a statement from the banking supervisory authority of the country of origin stating that they fulfill the requirements to be licensed in their country of origin is required.

The Central Bank of Congo has a period of three months from the date of receipt of the request to advise.

Article 18

La cessation dans une banque des fonctions visées à l'article 17 de la présente Instruction doit être immédiatement déclarée à la Banque Centrale du Congo, Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers.

Article 19

L'introduction ou la suppression dans les statuts d'une banque d'une stipulation relative à l'organisation des pouvoirs de direction et de contrôle, confiés à un Comité de gestion ou un Conseil d'administration doit être immédiatement déclarée à la Banque Centrale du Congo.

Cette déclaration est, le cas échéant, accompagnée des informations prévues à l'article 16 de la présente Instruction.

TITRE V. DISPOSITIONS GENERALES

Article 20

Les personnes morales qui ont leur siège social en République Démocratique du Congo et qui détiennent directement ou indirectement un pouvoir effectif de contrôle sur une ou plusieurs banques sont soumises aux dispositions du Titre I de la présente Instruction, dans les mêmes conditions que les établissements bancaires.

Elles doivent également déclarer immédiatement à la Banque Centrale du Congo les modifications de leur situation portant sur :

- la dénomination sociale ;
- la composition du collège des associés dans une société en nom collectif ;
- l'identité du ou des commandités dans une société en commandite ;
- les règles de calcul des droits de vote ;
- les accords passés entre associés ou actionnaires relatifs aux éléments visés à l'article 5 de la présente Instruction ;
- l'adresse du siège social.

Article 18

Cessation in a bank of the functions referred to in Article 17 of this Instruction must be immediately reported to the Central Bank of Congo, the Supervision of Financial Intermediaries Department.

Article 19

The introduction or deletion in the articles of a bank a stipulation on the organization of the powers of management and control, entrusted to a Management Committee or Board of Directors shall be immediately reported to the Central Bank of Congo.

This statement is, where appropriate, be accompanied by under Article 16 of this Instruction.

PART V. GENERAL PROVISIONS**Article 20**

The legal entities which have their registered office in Democratic Republic of Congo and which directly or indirectly hold effective power of control over one or more banks are subject to provisions of Title I of this Instruction, under the same conditions as banksname;.

They must also report immediately to the Central Bank of Congo changes to their situation concerning:

- the - The composition of the associated college in a partnership;- The identity of the general partner in a limitedpartnership; - The rules for calculating voting rights; - Agreements between partners or shareholders relating to thematters referred to in Article 5 of this Instruction; - The address of the registered office.

INSTRUCTION N° 19

Concerne : Dispositions relatives au commissariat aux comptes des établissements de crédit.

La Banque Centrale du Congo ;

Vu la Loi n° 005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, notamment ses articles 6 et 31 ;

Vu la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, notamment ses articles 49 à 55 ;

Arrête les dispositions suivantes concernant le commissariat aux comptes des établissements de crédit.

TITRE I : CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente Instruction est applicable aux établissements des crédits et a pour objet de préciser les modalités d'application de dispositions légales susmentionnées relatives aux commissaires aux comptes.

TITRE II : DESIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES PAR UN ÉTABLISSEMENT DE CREDIT

Article 2

L'exercice des fonctions de Commissaire aux Comptes dans un établissement de crédit est subordonné à l'autorisation préalable de la Banque Centrale du Congo.

Article 3

INSTRUCTION No. 19

Provisions relating to statutory auditing

Re: of credit institutions

the Central Bank of Congo;

Pursuant to Law No. 005/2002 of 7 May 2002 on the establishment, organization and functioning of the Bank Central Congo, in particular Articles 6 and 31;

Pursuant to Law No. 003/2002 of 2 February 2002 concerning the activity and supervision of credit institutions, in particular Articles 49 to 55;

Stop the following provisions concerning the police the accounts of credit institutionsI:.

Title SCOPE

Article 1

This statement is applicable to credit institutions and to clarify the modalities of application of the above legal provisions relating to auditorsII.

**TITLE DESIGNATION STATUTORY AUDITORS BY A
CREDIT INSTITUTION**

Article 2

The duties of the Auditor in a credit institution is subject to the prior authorization of the Central Bank of Congo.

Article 3

Les établissements de crédit doivent désigner en qualité de commissaire aux comptes soit deux personnes physiques, soit une personne morale parmi celles agréées par la Banque Centrale du Congo.

Toute demande d'agrément doit être accompagnée d'une attestation conforme au modèle joint en annexe I dûment datée et signée par le responsable de l'établissement de crédit par laquelle l'établissement de crédit certifie que le choix du commissaire aux comptes a été effectué conformément aux dispositions prévues par la présente Instruction.

Article 4

Le mandat des commissaires aux comptes est de trois ans renouvelable.

Avant de prendre une décision de renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes, l'établissement de crédit informe au préalable la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo.

Sauf cas de démission, il ne peut être mis fin au mandat d'un commissaire aux comptes que sur ordre ou autorisation de la Banque Centrale du Congo pour des motifs d'incompétence ou d'immoralité.

TITRE III: PROCEDURE D'AGREMENT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 5

L'agrément par la Banque Centrale d'un commissaire aux comptes est subordonné aux conditions suivantes :

- (i) pour les personnes physiques :
 - avoir la nationalité congolaise ;
 - être résident en République Démocratique du Congo ;
 - disposer d'une organisation adéquate à l'exercice des fonctions des commissaires aux comptes ;
 - exercer une activité professionnelle indépendante dans le domaine du contrôle comptable ;
 - être affiliée à une organisation professionnelle reconnue ;
 - avoir exercé pendant cinq années au moins une activité professionnelle pertinente ayant permis d'acquérir une expérience suffisante en matière d'audit ;

Credit institutions must designate as statutory auditors or two individuals or a corporation among those approved by the Central Bank of Congo.

An application for approval must be accompanied by a certificate conforming to the model in Annex I duly signed and dated by the person responsible the credit institution in which the credit institution certifies that the choice of auditors was made in accordance with the provisions of this Instruction.

Article 4

The term of office of the auditors is three years renewable.

Before taking decision to renew the mandate of an auditor, the credit institution shall first inform the Directorate of Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo.

Except in cases of resignation, he can not be terminated mandate of an auditor by order or authorization of the Central Bank of Congo for reasons of incompetence or immoralityIII.

TITLE PROCEDURE FOR THE APPROVAL OF STATUTORY AUDITORS

Article 5

Approval by the Central Bank an auditor is subject to the following conditions:

(i) for natural persons:

- have Congolese nationality; - Be resident in the Democratic Republic of Congo; - Have an appropriate organization to exercise the functions of the auditors; - Exercise independent professional activity in the field of accounting control; - Be affiliated with a professional recognized organization;- Have practiced for at least five years relevant professional activity performed to acquire sufficient experience in auditing;

- avoir acquis une expérience solide par la participation à des missions d'audit dans des établissements de crédit ;

(ii) pour les personnes morales :

- être de droit congolais et à capital détenu par en majorité par des congolais ;
- être constituée conformément au droit congolais sur les sociétés commerciales ;
- être gérée par des nationaux congolais ;
- exercer une activité professionnelle indépendante dans le domaine du contrôle comptable ;
- être affiliée à une organisation professionnelle reconnue ;
- avoir exercé pendant cinq années au moins une activité professionnelle pertinente ayant permis d'acquérir une expérience suffisamment vaste en matière d'audit ;
- avoir acquis une expérience solide par la participation à des missions d'audit des établissements de crédit ;

Article 6

Les demandes d'agrément doivent être adressées à la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo.

Article 7

Les demandes d'agrément relatives aux commissaires aux comptes exerçant à titre indépendant (personnes physiques) doivent être accompagnées de dossiers comprenant les documents suivants :

- une attestation de l'inscription du commissaire aux comptes dans la corporation professionnelle des experts-comptables et de l'exercice effectif de la fonction d'expert-comptable ;
- le curriculum vitae, dûment daté et signé, du commissaire aux comptes et de chacun de ses collaborateurs susceptibles de prendre part aux travaux de contrôle ;
- une déclaration sur l'honneur conforme au modèle joint en annexe II datée et signée par le commissaire aux comptes par laquelle le signataire atteste, notamment qu'il ne tombe pas sous le coup des incompatibilités prévues par les articles 15 et 53 de la Loi Bancaire et la présente Instruction.

- have gained experience by participating

inaudits in credit institutions;

(ii) for legal persons:

- be under Congolese law and capital held by

mostly by Congolese; - Be incorporated under Congolese law on

commercial companies; - Be managed by Congolese nationals; - Exercise independent professional activity in

the field of accounting control; - Be affiliated with a professional

recognized organization; - Have practiced for at least five years relevant professional activity performed to acquire a sufficiently broad experience in auditing; - Have gained solid experience through participation in

the audit of credit institutions missions;

Article 6

Accreditation requests should be addressed to the Directorate of Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo

Article.7

applications relating to auditors practicing in an independent capacity (persons) must be accompanied by files including the following documents:

- a certificate of registration of the auditor in the professional corporation of accountants and the effective exercise of public accounting function;
- curriculum vitae, dated and signed, the auditor and each of its employees may take part in the monitoring work;
- a declaration of conformity honor the model in Annex II dated and signed by the auditor by which the signatory attests, including that it does not fall under the disqualifications prescribed by Articles 15 and 53 of the Banking Law and this Instruction.

- une note faisant ressortir l'expérience professionnelle du commissaire aux comptes avec une liste des clients où sont exercées les fonctions de commissaires aux comptes ou d'auditeurs externes et les références des missions d'audit et les prestations de consultation et de conseil antérieurement réalisées auprès d'établissements de crédit.
- une note décrivant de manière documentée les moyens organisationnels, techniques et humains dont dispose le commissaire aux comptes et, le cas échéant, l'appui dont il pourrait bénéficier de la part d'autres partenaires qualifiés, nationaux ou étrangers..

Article 8

Les demandes d'agrément concernant les commissaires aux comptes exerçant en qualité de sociétés d'experts-comptables (personnes morales) doivent comprendre, outre les informations visées à l'article 5 les documents ci-après :

- une fiche des renseignements, conforme au modèle joint en annexe III, dûment signée par le représentant statutaire de la société ;
- une copie certifiée conforme des statuts de la société mise à jour ;
- le curriculum vitae de chacun des associés appelés à participer aux missions dans les établissements de crédit ;
- une description de l'organisation du cabinet sollicitant l'agrément ;
- une déclaration sur l'honneur conforme au modèle joint en annexe II datée et signée par chacun des associés appelés à participer aux missions dans les établissements de crédit par laquelle le signataire atteste, notamment qu'il ne tombe pas sous le coup des incompatibilités prévues par les articles 15 et 53 de la Loi Bancaire et la présente Instruction.
- une note faisant ressortir l'expérience professionnelle de la société avec une liste des clients où sont exercées les fonctions de commissaires aux comptes ou d'auditeurs externes et les références des missions d'audit et les prestations de consultation et de conseil antérieurement réalisées auprès d'établissements de crédit.
- une note décrivant de manière documentée les moyens organisationnels, techniques et humains dont dispose la société et, le cas échéant, l'appui dont elle pourrait bénéficier de la part d'autres partenaires qualifiés, nationaux ou étrangers

- a note highlighting the experience of the auditor with a list of clients which are exercised the functions of auditors or external auditors and references of audit and advisory and consulting services previously conducted with credit institutions.
- a note describing how documented organizational, technical and human resources available to the auditor and, where applicable, the support he could receive from other qualified partners, national or foreign ..

Article 8

Applications for approval for auditors practicing as a public accounting companies (legal persons) must include, in addition to the information referred to in Article 5 the following documents:

- a record information, using the model in Annex III, signed by the statutory representative of the company;
- a certified copy of the articles of association update,
- the curriculum vitae of each of the partners asked to participate in missions credit institutions;
- a description of the organization of the firm seeking authorization
- A sworn statement in the form attached in Annex II dated and signed by each of the partners asked to participate in missions to credit institutions by which must certify in particular that it does not fall under the disqualifications prescribed by Articles 15 and 53 of the Banking Law and this Instruction.
- a note highlighting the professional experience of the company with a customer list where are exercised the functions of auditors or external auditors and references of audit and consulting and advisory services previously performed with credit institutions.
- a note describing the way documented organizational, technical and human resources available to the Company and, where applicable, the support it could benefit from other qualified, national or foreign partners

Article 9

Dans le cas où le commissaire aux comptes fait appel, dans le cadre de sa mission, à des experts ne faisant pas partie de son effectif pour effectuer des travaux ponctuels, il est tenu de s'assurer que ces personnes n'enfreignent pas les dispositions relatives aux incompatibilités visées au Titre III de la présente Instruction.

Article 10

La Banque Centrale du Congo peut exiger communication de tout autre renseignement qu'elle estime nécessaire pour l'instruction des demandes d'agrément.

Article 11

La décision d'octroi de l'agrément ou s'il y a lieu de refus de l'agrément est notifiée à l'établissement de crédit concernée, 30 jours maximum à compter de la date de réception du dossier complet de demande d'agrément par la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo.

La Banque Centrale du Congo publie la liste des commissaires aux comptes agréés.

TITRE IV : DE LA MISSION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 12

La mission des Commissaires aux comptes consiste à :

- certifier la régularité et la sincérité des états financiers en confirmant que les comptes de fin d'exercice donnent une image fidèle des opérations de l'exercice comptable, de la situation financière et du patrimoine réel de l'établissement de crédit ;
- s'assurer du respect des principes comptables et ;
- établir un rapport détaillé dans lequel sont consignées :
 - ses appréciations sur l'organisation de l'Établissement de crédit et ses dispositifs d'identification, de mesure, de surveillance ou de contrôle et de réduction des risques ;

Article 9

In case the auditor appealed within its mission, the experts are not part of its workforce to perform occasional work, it is required to ensure that they do not violate the provisions on incompatibilities referred to in Title III of this Instruction.

Article

10Central Bank of Congo may require disclosure of any other information it considers necessary for the examination of applications for approval.

Article 11

The decision to grant the approval or if there is place of refusal of approval is notified to the credit institution concerned, 30 days maximum from the date of receipt of complete application for approval by the Department of Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo.

The Central Bank Congo publishes the list of registered auditorsIV.

TITLE MISSION OF STATUTORY AUDITORS

Article 12

The mission of the Auditors is to:

- certify the regularity and fairness of the financial statements confirming that the final accounts year give a true picture of the operations of the financial year, the financial situation and the real heritage of the credit institution;
- ensure compliance with accounting principles;
- prepare a detailed report that records:
 - his appraisal of the organization of the Credit institution and its identifying, measuring, monitoring or control and risk reduction;

- ses appréciations sur l'adéquation et l'efficience du système de contrôle interne de l'établissement de crédit, eu égard à sa taille, à la nature des activités exercées et aux risques encourus ;
- les observations sur les anomalies relevées au cours de ses investigations dans les différents domaines notamment :
 - * du système de contrôle interne ;
 - * du respect des normes prudentielles de gestion ;
 - * des principes comptables et prudentiels
- les réserves ou le refus de certification.

Article 13

Dans leur mission, les commissaires aux comptes apprécient l'adéquation des dispositifs mis en place pour :

- prévenir les fraudes, manipulations et erreurs susceptibles d'engager la responsabilité de l'Établissement de crédit ou de porter atteinte à l'intégrité de ses actifs ou de ceux de la clientèle ;
- empêcher que l'Établissement ne soit impliqué à son insu dans des opérations financières liées à des activités illicites ou de nature à entacher sa réputation ou de porter atteinte au renom de la profession.

Article 14

Dans leur mission, les commissaires aux comptes apprécient la fiabilité et l'intégrité du système de traitement de l'information comptable et de gestion en procédant notamment à l'évaluation :

- du dispositif de sécurité du système d'information ;
- de la fiabilité de la piste d'audit ;
- des procédures comptables et de contrôle de l'information.

TITRE V : DES INCOMPATIBILITES

Article 15

- its assessment on the adequacy and effectiveness of the control system Internal of the credit institution, given its size, the nature of the activities and the risks involved; - Comments on the anomalies identified during its investigations in various areas including:

* the internal control system; * Compliance with the prudential management standards; . * For accounting and prudential principles - reserves or the certification refusal

Article 13

In their work, the auditors appreciate the adequacy of arrangements put in place to:

- prevent fraud, manipulation and errors that liability Institution of credit or undermine the integrity of its assets or those of customers; -. Prevent Institution is unwittingly involved in financial transactions related to illegal activities or likely to damage their reputation or undermine the reputation of the profession

Article 14

In their work, the auditors enjoy reliability and integrity of accounting and management information processing system by performing including assessment:

- the safety device of the information system; - The reliability of the audit trail; . - Accounting procedures and control of information

TITLE V: INCOMPATIBILITIES

Article 15

Les commissaires aux comptes ne doivent avoir ni directement ou indirectement, aucun lien de subordination ou aucun intérêt de quelque nature que ce soit avec l'établissement de crédit ou un rapport de parenté ou d'alliance avec ses dirigeants.

Article 16

Les commissaires aux comptes ne peuvent exercer, au sein des établissements de crédit pour lesquels ils ont été agréés, aucune mission autre que celle mentionnée aux articles 12, 13 et 14 de la présente Instruction. Il leur est notamment prohibé toute activité de conseil ne s'insérant pas dans le cadre de l'exercice de la mission ainsi circonscrite.

Article 17

Outre les incompatibilités et interdictions prévues aux articles 15, 53 et 54 de la Loi Bancaire, sont incompatibles avec l'exercice des commissaires aux comptes dans un établissement de crédit, des activités qui constituent une immixtion dans la gestion ou sont de nature à altérer l'indépendance requise pour exprimer une opinion sur la régularité et la sincérité des états financiers de synthèse qui doivent donner une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de l'exercice.

TITRE VI : DES OBLIGATIONS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 18

Les commissaires aux comptes sont tenus d'alerter sans délai la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo dès qu'ils constatent à l'occasion de l'exercice de leur mission :

- tout fait de nature à influencer de manière significative la situation de l'Établissement de crédit sur le plan financier sous l'angle de son organisation administrative et comptable ainsi que de son contrôle interne ;

auditors must have either directly or indirectly, any subordination or interest of any nature whatsoever with the establishment of credit or a family relationship or alliance with its leaders.

Article 16

The Statutory Auditors may exercise within credit institutions for which they have been approved, no mission other than that specified in Articles 12, 13 and 14 of this Instruction. It is especially forbidden them any consultancy not forming part of the exercise of the mission and circumscribed.

Article 17

In addition to the incompatibilities and prohibitions contained in Articles 15, 53 and 54 of the Banking Act are incompatible with the exercise of the auditors in a credit institution, activities that constitute an interference in the management or are likely to impair the independence required to express an opinion on the regularity and fairness of the financial statements summary should provide fairly the results of operations for the year and the financial position and assets of the institution at the end of fiscal VI.

TITLE OBLIGATIONS OF STATUTORY AUDITORS

Article 18

The auditors are required immediately alert the Department of Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo as soon as they observe during the exercise of their mission:

- any matter likely to significantly influence the situation of the Credit institution financially in terms of its administrative and accounting procedures and its internal control;

- tout fait qui peut constituer une violation des lois et instructions de nature à mettre en cause gravement la responsabilité de l'établissement ou de ses dirigeants ;
- tout fait qui est de nature à entraîner le refus ou des réserves graves en matière de certification des comptes ;
- tout fait qui est de nature à compromettre la continuité de l'exploitation de l'Établissement de crédit.

Dans ce cas, toutes les correspondances et autres documents relatifs à cette procédure sont communiqués à la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo.

Article 19

Les lacunes significatives relevées dans les différents dispositifs du contrôle interne doivent être portées, dès leur constatation, à la connaissance de l'organe de Direction ou du comité d'audit de l'établissement de crédit.

Le rapport détaillé de ces insuffisances significatives doit être porté et signalé de manière régulière à la connaissance des organes de l'établissement s'il donne lieu aux mesures de redressement appropriées. Il peut faire également état des recommandations susceptibles de pallier les faiblesses et insuffisances relevées.

Article 20

Les commissaires aux comptes communiquent à la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo tout rapport adressé aux organes exécutif ou délibérant de l'établissement de crédit dont ils assurent la certification des comptes.

TITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Article 21

Le secret professionnel n'est pas opposable à la Banque Centrale du Congo. La responsabilité des commissaires aux comptes ne peut être engagée pour les informations et les divulgations des faits en exécution des articles 18, 19 et 20 de la présente Instruction.

Article 22

- any act which may constitute a violation of the laws and nature of instructions to question seriously the responsibility the institution or its managers;
- any fact which is likely to result in the denial or serious reservations regarding certification of accounts;
- any fact which is likely to endanger the continuity of operations of the Institution credit.

In this case, all correspondence and other documents relating to the procedure shall be notified to the Directorate for the Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo.

Article 19

Significant gaps in the different control devices Internal should be brought, upon observation, knowledge of the organ of management or the audit committee the credit institution.

The detailed report of these significant deficiencies should be worn and reported regularly to the attention of Property organs if it is subject to appropriate remedial action. It may also state recommendations that may alleviate the weaknesses and shortcomings.

Article 20

The auditors communicate to the Directorate for Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo any report addressed to executive or deliberative organs of the credit institution which they ensure the certification of accountsVII.

TITLE MISCELLANEOUS AND TRANSITIONAL PROVISIONS

Article 21

Professional secrecy is not opposable to the Central Bank of Congo. The liability of auditors can not be held liable for the information and disclosures made pursuant to Articles 18, 19 and 20 of this Instruction.

Article 22

Les rapports visés à l'article 10 ci-dessus dûment datés et signés par les Commissaires aux comptes doivent être adressés par ceux-ci à la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo au plus tard :

- 15 jours avant la date de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de l'établissement de crédit concerné ou de l'organe social en tenant lieu ;
- le 15 juin de l'exercice suivant celui au titre duquel l'audit est effectué pour ce qui est du rapport détaillé.

Article 23

La Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo peut saisir les Commissaires aux comptes pour leur demander des éclaircissements et des explications sur les conclusions et opinions exprimées dans leurs rapports et, le cas échéant, de mettre à sa disposition les documents de travail sur la base desquels ils ont formulé ces conclusions et opinions.

La Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo peut également à cette fin, tenir des réunions de travail avec les Commissaires aux Comptes.

Article 24

Les établissements de crédit sont tenus de mettre à la disposition des Commissaires aux Comptes tous les documents et renseignements que ceux-ci estiment nécessaires pour l'accomplissement de leur mission.

Article 25

Les établissements de crédit communiquent à la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale du Congo, à sa demande et dans les délais fixés par elle, les mesures prises et celles qu'ils envisagent de mettre en œuvre pour remédier aux lacunes, erreurs et insuffisances relevées par les Commissaires aux Comptes.

Article 26

En cas de non respect des dispositions de la présente Instruction par les établissements de crédit et les Commissaires aux Comptes, la Banque

reports referred to in Article 10 above duly signed and dated by the auditors should be sent by them to the Department of Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo later than:

- 15 days before the date of the meeting of the Ordinary General Assembly shareholders of the credit institution or corporate body in lieu thereof;

- 15 June of the year following the one for which the audit

is carried out in respect of detailed report Directorate.

Article 23

The of the Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo may refer the auditors to ask for clarification and explanation on the findings and views expressed in their reports and, where appropriate, make available documents work on which they formulated these conclusions and opinions.

The Supervision Directorate of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo is also for this purpose, hold working meetings with the Statutory Auditors.

Article

24 Credit institutions are required to make available to the Auditors all documents and information as they deem necessary for the performance of their duties.

Article 25

Credit institutions shall notify the Department of Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank of Congo, at his request and within the deadline set by it, the measures taken and those they intend to implement to address the shortcomings, mistakes and shortcomings identified by the auditors.

Article 26

In case of non compliance with the provisions of this Instruction by the credit and the Auditors facilities, Bank

Centrale du Congo peut notamment infliger à ceux-ci les sanctions prévues à l'article 77 de la loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Établissements de crédit ou une amende administrative fixée par l'Institut d'Emission.

Article 27

Les Commissaires aux Comptes en fonction dans les établissements de crédit à la date de la signature de la présente Instruction seront assujettis aux présentes dispositions jusqu'à l'expiration de leur mandat actuel..

Toutefois, les établissements de crédit communiqueront à la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale dans un délai d'un mois à compter de l'entrée en vigueur de cette Instruction, les noms de leurs Commissaires aux comptes en exercice ainsi que la date d'expiration de leur mandat.

Les Commissaires aux comptes en exercice visés par l'alinéa précédent déposeront à la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la Banque Centrale un dossier complet au sens des articles 7 et 8 de la présente Instruction.

Article 28

Les dispositions de la présente Instruction entrent en vigueur à compter de la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le

J-C. MASANGU MULONGO
Gouverneur

Centralof Congo in particular can inflict on them the penalties provided for in Article 77 of Law No. 003/2002 02 February 2002 concerning the activity and supervision of credit institutions or an administrative fine determined by the Issuing Institution.

Article 27

The Auditors based in the credit institutions to the date of signing this statement will be subject to these provisions until the expiry of their current term ..

However, credit institutions shall communicate to the Directorate for Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank within a period of one month from the entry into force of this Instruction, the names of Statutory Auditors in office as well as the expiration date of their term.

The statutory financial statements referred to in the previous paragraph will drop to Management the Supervision of Financial Intermediaries (DSIF) of the Central Bank a complete dossier within the meaning of Articles 7 and 8 of this Instruction.

Article 28

The provisions of this Instruction shall become effective on the date of its signature.

Done at Kinshasa,

JC. MASANGU MULONGO

Governor

INSTRUCTION N° 21 RELATIVE AU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE DANS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

La Banque Centrale du Congo

Vu la loi 005/2002 du 7 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, notamment son article 6,

Vu la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit, notamment ses articles 12, 14, 25, 29, 36, 51 et 52,

Etablit les bonnes pratiques en matière de gouvernement d'entreprise dans les établissements de crédit.

TITRE I : PRINCIPES GENERAUX ET DEFINITIONS

Article 1^{er}

Les établissements assujettis à la présente Instruction sont :

- les banques ;
- les institutions financières spécialisées ;
- les sociétés financières ;
- les caisses d'épargne.

Article 2

Le gouvernement d'entreprise fait référence aux relations entre ses actionnaires, son conseil d'administration, la direction générale et les autres parties prenantes. Le gouvernement d'entreprise détermine la structure par laquelle sont définis les objectifs d'une entreprise, ainsi que les moyens de les atteindre et d'assurer une surveillance des résultats obtenus.

CREDIT INSTITUTIONS

The Central Bank of Congo

Given the law 005/2002 of 7 May 2002 on the establishment, organization and functioning of the Central Bank of Congo, including Article 6

Pursuant to Law No. 003/2002 of 2 February 2002 on the activities and supervision of Credit Institutions, in particular Articles 12, 14, 25, 29, 36, 51 and 52,

Establishes good practices . relating to corporate governance in credit institutions

TITLE I: GENERAL PRINCIPLES AND DEFINITIONS

Article 1

Institutions subject to this Instruction are:

- banks; - Specialized financial institutions; - Financial corporations; -. Savings

Article 2

Corporate governance refers to relations between its shareholders, its board of directors, senior management and other stakeholders. Corporate governance provides the structure through which are defined the objectives of a company and the means of achieving them and ensure monitoring of results

Un bon gouvernement d'entreprise doit inciter le conseil d'administration et la direction de l'entreprise à poursuivre des objectifs conformes aux intérêts de l'entreprise et de ses actionnaires et faciliter une surveillance effective des résultats obtenus, en encourageant une utilisation efficace des ressources de l'entreprise.

Article 3

Pour l'application de la présente Instruction, il y a lieu d'entendre par :

- (i) Assemblée Générale : une réunion et instance de décision des détenteurs ou propriétaires d'une fraction du capital de l'établissement assujetti ou de la dotation sociale ou de l'élément du patrimoine social en tenant lieu.
 - (ii) Conseil d'Administration : un organe chargé, pour le compte des actionnaires, de la surveillance de la situation et de la gestion de l'établissement assujetti.
 - (iii) Direction Générale ou Comité de Gestion : un organe chargé de la gestion courante de l'établissement assujetti qui correspond dans la Loi bancaire congolaise au comité de gestion.
 - (iv) Administrateur Exécutif ou Actif : un membre du Conseil d'Administration exerçant simultanément des fonctions au sein de l'organe exécutif de l'établissement assujetti.
 - (v) Administrateur non Exécutif ou Passif : un membre du Conseil d'Administration n'exerçant pas de fonction au sein de l'organe exécutif de l'établissement assujetti.
 - (vi) Administrateur Indépendant : un membre du Conseil d'Administration n'entretenant aucune relation de quelque nature que ce soit avec l'établissement assujetti ou le groupe auquel appartient cet établissement qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement. Il doit être exclusivement un Administrateur non Exécutif ou Passif.
 - (vii) Personne politiquement exposée : une personne exerçant d'importantes fonctions publiques ou politiques, telles que Chef
-

-2 - Good corporate governance should encourage the board administration and management of the company to pursue objectives to business interests and its shareholders and should facilitate effective monitoring of results, encouraging the efficient use of company resources.

Article 3

For the under this Instruction, there is meant by:

- (i) General Assembly: a meeting and decision-making body of the holders or owners of a fraction of the capital of the reporting institution or social endowment or the 'element of the company's assets in lieuDirectors:.
- (ii) Board of a body on behalf of shareholders, monitoring the situation and management of the reporting institutionCommittee.
- (iii) Directorate General or Management: a body responsible for the ongoing management of the reporting institution that corresponds to the Congolese Banking Act to the management committeeassets.
- (iv) Executive Director or a member of the Board simultaneously performing functions within the executive body of the reporting institutionliabilities:.
- (v) Non-Executive Director and a member of the Board who do not hold office within the executive body of the reporting institutionDirector.:
- (vi) Independent a member of the Board of Directors not maintaining any relationship of any kind with the reporting institution or group that owns this establishment which could compromise the exercise of his freedom of judgment. It may only be a non-executive Director or liabilitieshe.
- (vii) politically exposed person: a person exercising significant public or political functions, such as Head

d'Etat ou de Gouvernement, figures politiques, hauts fonctionnaires de l'administration, de la justice ou de l'armée, responsables d'entreprises publiques ou de partis politiques.

TITRE II. ROLES DES ORGANES

Article 4

Les établissements assujettis, pour garantir leur pérennité, doivent se doter des organes délibérant, d'administration ou de gestion et de contrôle.

Chapitre I. ASSEMBLEE GENERALE

Article 5

L'assemblée générale est la réunion des apporteurs des capitaux, actionnaires ou associés habilités à y prendre part, convoquée et réunie selon les dispositions statutaires.

Les actionnaires ou associés sont des personnes morales ou physiques qui détiennent une part du capital social. Ils doivent être tenus régulièrement et suffisamment informés de l'activité, la situation financière et la gestion de l'établissement au moyen des rapports réguliers et circonstanciés. Ils doivent se réunir périodiquement en assemblée générale pour prendre des décisions sur la vie de l'entreprise.

Article 6

La Banque Centrale du Congo peut refuser l'entrée d'un actionnaire significatif dans l'actionnariat si elle considère que ce dernier ne présente pas des qualités requises au regard du besoin de garantir la gestion saine et prudentielle de l'établissement.

Chapitre II. CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 7

- 3 - of state or government, political figures, officials of administration, justice or military, responsible for public companies or political parties.

TITLE II. ROLES OF ORGANS

Article 4

The reporting institutions to ensure their sustainability, should acquire the deliberative organs of administration or management and control.

Chapter I. GENERAL ASSEMBLY

Article 5

The General Assembly is the meeting of providers of capital, shareholders or members entitled to participate therein, convened and held in accordance with the statutory provisions.

The shareholders or partners are legal or natural persons who hold a share of the capital. They must be kept regularly and adequately informed of the business, financial condition and management of the institution through regular and detailed reports. They must meet periodically in general meeting to make decisions on the company's life.

Article 6

The Central Bank of Congo may refuse entry of a significant shareholder in the shareholding if it considers that it does not present the qualities required in view of the need to ensure the sound and prudent management of the institution.

Chapter II. BOARD

Article 7

Le conseil d'administration est l'instance collégiale qui représente l'ensemble des apporteurs de capitaux et à qui s'impose l'obligation d'agir en toutes circonstances dans l'intérêt de l'établissement assujetti.

Les administrateurs, désignés par l'assemblée générale sont collectivement responsables devant ladite assemblée.

Le conseil d'administration doit être composé d'administrateurs possédant les différents types d'expertise dans le domaine bancaire ou financier et dans celui du gouvernement d'entreprise.

Tout établissement assujetti doit mettre en place une procédure formalisée et transparente de sélection et de nomination des administrateurs.

La désignation des administrateurs est soumise à l'appréciation et à l'accord préalable de la Banque Centrale du Congo, selon les dispositions prévues par la réglementation.

Article 8

Le conseil d'administration fonctionne en association, mais aussi en toute indépendance par rapport à la direction de l'établissement assujetti.

Les administrateurs doivent avoir la capacité mais aussi la volonté de poser des questions et de demander des comptes à la direction de l'établissement assujetti.

Article 9

La composition et l'organisation des travaux du conseil d'administration doivent être appropriées à la structure de l'actionnariat, et à la dimension et à la nature des activités de l'établissement assujetti.

Afin d'assurer l'indépendance du conseil d'administration, sa composition doit comprendre des administrateurs exécutifs et non-exécutifs dont au

The Board of Directors is the collegial body that represents all capital providers and which imposes an obligation to act in all circumstances in the interest of the reporting institution.

The directors appointed by the general meeting are collectively responsible to the meeting.

The Board of Directors must be composed of directors with different types of expertise in the banking and financial field and in the government of business.

All reporting institution must establish a formal and transparent procedure for selection and appointment of directors.

The appointment of directors is subject to the assessment and prior approval of the Central Bank of Congo, as provided by regulation.

Article 8

The Board of Directors works in association but also independent in relation to the management of the reporting institution.

The directors must have the capacity but also the will to ask questions and demand accountability from the management of the reporting institution.

Article 9

The composition and organization of work of the Board shall be appropriate to the shareholding structure, and the size and nature of the activities of the reporting institution.

To ensure the independence of the board, its composition should include executive and non-executive which at

moins deux (2) administrateurs indépendants dans cette dernière catégorie.

Article 10

Les administrateurs indépendants ne doivent pas appartenir au conseil d'administration pour de trop longues périodes de temps, et en tout état de cause, pas plus de deux (2) mandats de trois (3) ans chacun.

Pour prévenir les conflits d'intérêt, les administrateurs indépendants ne doivent pas :

- être salariés ou mandataires de l'établissement assujetti, ou d'une entreprise du groupe auquel appartient l'établissement assujetti ;
- être mandataires sociaux d'une société dans laquelle l'établissement assujetti détient un mandat d'administrateur ;
- être clients ou fournisseurs de l'établissement assujetti ;
- avoir un lien de parenté avec un mandataire social de l'établissement assujetti ;
- avoir été auditeurs ou commissaires aux comptes de l'établissement assujetti au cours des cinq dernières années.

Article 11

Le conseil d'administration ne doit pas participer à la gestion quotidienne de l'établissement assujetti. En revanche, il doit recevoir assez d'informations pour juger de la qualité du management.

Article 12

Le conseil d'administration a pour missions notamment de :

- définir la stratégie de l'établissement de crédit ;
 - approuver les valeurs d'entreprise, codes de conduite et valeurs d'éthique communiquées à l'ensemble de l'établissement de crédit ;
 - proposer à l'assemblée générale la désignation d'administrateurs indépendants compétents ;
 - désigner les mandataires sociaux ;
-

- 5 - two (2) independent directors in the latter category

Article 10

Independent directors should not belong the board for too long periods of time, and in any event, not more than two (2) terms of three (3) years each.

To prevent conflicts of interest, the independent directors should not
-be employees or agents of the reporting institution, or business group that owns the reporting institution; - Be corporate officers of a company in which

the reporting institution holds a directorship; - Be customers or suppliers of the reporting institution; - Have a family relationship with a corporate officer of

the reporting institution; - Have been auditors or auditors of the institution subject over the past five years institution..

Article 11

The board of directors shall not participate in the daily management of the reporting However, it must receive enough information to judge the quality of management strategy.

Article 12

The Board's mission is to:

- define the credit institution's - Approving corporate values, codes of conduct and ethical values communicated to all of the credit institution; - Propose to the General Meeting the appointment

of competent independent directors; - Designate the corporate officers;

- sélectionner et évaluer les membres de la direction générale ou du comité de gestion et s'assurer que cet organe exerce une surveillance appropriée en se conformant à la politique qu'il a définie ;
- contrôler la gestion et veiller à la qualité de l'information fournie aux actionnaires et au marché ;
- définir et faire respecter une claire hiérarchie des responsabilités à tous les niveaux de l'établissement assujetti ;
- veiller à l'indépendance des fonctions de gestion des risques, de conformité, de déontologie et d'audit interne ;
- superviser l'évaluation de la gestion des risques, des dispositifs de contrôle interne, de l'information financière, de la conformité et de la déontologie ;
- s'assurer que les auditeurs externes respectent les codes et normes de pratique professionnelle applicables ;
- agir au travers de comités spécialisés, tels que le comité d'audit ou le comité de gestion des risques ;
- approuver les rémunérations des membres de la direction générale et du personnel clés, en conformité avec la culture d'entreprise, les objectifs et la stratégie à long terme ainsi que la structure de contrôle de l'établissement assujetti ;
- surveiller le respect de la réglementation, de la déontologie, des règles de conduite et des codes d'éthique.

Article 13

Le conseil d'administration doit :

- avoir une charte approuvée par tous les administrateurs au complet ;
- se réunir régulièrement selon un calendrier prédéfini et un ordre du jour prédéterminé ou chaque fois l'intérêt de la banque l'oblige ;
- produire des comptes-rendus écrits de ses réunions ;
- avoir ces comptes-rendus formellement revus, approuvés et conservés dans les dossiers permanents de l'établissement assujetti.

Article 14

- 6 - - select and evaluate members of senior management or the management committee and ensure that this body exercises appropriate oversight in accordance with the policy defined; - Control the management and ensure the quality of information provided to shareholders and the market; - Set and enforce clear lines accountability of at all levels of the reporting institution; - Ensure the independence of risk management functions, compliance, ethics and internal audit; - Oversee the evaluation of the risk management, internal controls, financial reporting, compliance and ethics; - Ensure that the external auditors comply with codes and applicable professional of practice standards; - Acting through specialized committees such as the audit committee or risk management committee; - Approve the remuneration of members of senior management and key personnel, in accordance with the corporate culture, objectives and long-term strategy and the reporting institution's control structure; - Monitor compliance, ethics, rules of conduct and codes of ethics-.

Article 13

The Board of Directors shall:

Have a charter approved by all directors in

full; - Meet regularly in a predefined schedule and a predetermined agenda or whenever the interest of the bank requires it; - Produce-written accounts of its meetings; - Have these accounts formally reviewed, approved and kept in the permanent records of the reporting institution-.

Article 14

Le conseil d'administration doit veiller à qualité de l'information sur la structure de l'actionnariat et les objectifs de l'établissement assujetti.

Le conseil d'administration doit veiller à la prévention des conflits d'intérêts et à la mise en place de procédures pour la gestion des conflits d'intérêts.

Le conseil d'administration doit veiller à la mise en place d'un code d'éthique et de bonne conduite des affaires et en assurer le suivi.

Le conseil d'administration doit veiller à la mise en place des mécanismes permettant au personnel d'alerter les organes délibérant et exécutif sur les anomalies ou les dérapages constatés.

Article 15

Lorsque l'établissement assujetti a constitué un Comité de Gestion, les fonctions du Président du Conseil d'Administration et du Comité de Gestion doivent être attribuées à différentes personnes, à savoir un administrateur passif et un administrateur actif en vue d'assurer une séparation des fonctions adéquate de ces deux organes.

CHAPITRE III. COMITES SPECIALISES

Article 16

Le conseil d'administration se fait assister dans sa fonction de contrôle par des comités spécialisés.

Les comités spécialisés du conseil d'administration doivent :

- avoir une charte approuvée par le conseil d'administration au complet ;
 - se réunir régulièrement selon un calendrier prédéfini et un ordre du jour prédéterminé ou chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ;
 - produire des comptes-rendus écrits des réunions des comités ;
-

7 - The Board of Directors must ensure quality of information on the shareholder structure and objectives of the reporting institution.

The board must ensure the prevention of conflicts of interest and setting up procedures for managing conflicts of interest.

The board must ensure the establishment a code of ethics and good business conduct and follow up.

The board must ensure the establishment of mechanisms for staff to alert the legislative and executive branches of anomalies or excesses recorded.

Article 15

Where the reporting institution has established a Management Committee, as Chairman of the Board of Directors and the Management Committee should be assigned to different persons, namely passive and active administrator administrator in order to ensure adequate separation of functions of these two bodies.

CHAPTER III. SPECIALIZED COMMITTEES

Article 16

The Board is assisted in its oversight role by specialized committeesfull;.

The specialized committees of the Board must:

- have a charter approved by the Board in

- Meet regularly in a predefined schedule and a predetermined agenda or whenever the interest of the company so require;
 - Produce written accounts of committee meetings;

- avoir ces comptes-rendus formellement revus, approuvés et conservés dans les dossiers permanents de l'établissement assujetti.

La délégation par le conseil d'administration de certaines responsabilités à un comité spécialisé ne peut conduire en aucune manière à la limitation de ses responsabilités ou de celles des administrateurs.

Article 17

Sans préjudice des dispositions réglementaires prises par la Banque Centrale du Congo relatives au contrôle interne, le conseil d'administration se fait assister dans sa fonction de contrôle par des comités spécialisés, notamment le comité d'audit.

Article 18

Le comité d'audit doit, notamment :

- comprendre uniquement des administrateurs n'ayant pas de responsabilité de direction (non Exécutifs ou Passifs) dans la banque ou l'établissement financier ;
- comprendre les administrateurs ayant le plus de compétences et de connaissances en matière financière et bancaire (expertise reconnue en comptabilité et en gestion financière) ;
- s'assurer de l'adéquation du système de contrôle interne aux activités de la banque ;
- superviser et contrôler la fonction de contrôle interne ;
- examiner les rapports d'activité de l'audit interne ;
- s'assurer de la couverture complète des activités de l'établissement assujetti par les audits interne et externe ;
- superviser l'examen et l'approbation des états financiers rendus publics par l'établissement assujetti.

Le comité d'audit a dans ses prérogatives le pouvoir de recommander au conseil d'administration le recrutement ou la révocation des auditeurs externes et superviser les relations des auditeurs externes avec l'établissement assujetti.

- 8 - - to have these accounts formally reviewed, approved and kept in the permanent records of the reporting institution.

delegation by the board of directors of certain responsibilities to specialized committee can not lead in any way to limit its responsibility or that of directors.

Article 17

Without prejudice to the regulations adopted by the Central Bank of Congo relating to internal control, the Board is assisted in its function control by specialized committees including the audit committee-.

Article 18

The Audit Committee shall include:

only include directors with no executive responsibility (not Executives or liabilities) in the bank or financial institution; - Understand the administrators with the most skills and knowledge in finance and banking (recognized expertise in accounting and financial management); - Ensure the adequacy of the internal control system

to the bank's activities; - Supervise and control the internal audit function; - Examine the activity reports of the internal audit; - Ensure complete coverage of activities;

the subject institution by internal and external audit Supervise the review and approval of financial statements made

- public by the reporting

institution's audit committee in its powers the authority to recommend to the Board the hiring or dismissal of external auditors and oversee relations external auditors with the reporting institution.

Pour assurer son indépendance à l'égard de la direction de l'établissement assujetti, le responsable de l'audit interne doit rapporter directement au conseil d'administration ou au comité d'audit.

Chapitre IV. COMITE DE GESTION OU DIRECTION GENERALE

Article 19

La répartition des responsabilités entre le conseil d'administration et le comité de gestion ou la direction générale de l'établissement assujetti doit être clairement définie afin de garantir l'équilibre des pouvoirs et éviter ainsi la concentration du pouvoir de décision.

Le conseil d'administration définit la répartition des attributions entre son Président et la direction générale ou le comité de gestion de l'établissement assujetti.

Le comité de gestion, ou la direction générale, est responsable de la gestion courante de la banque ou de l'établissement assujetti et de l'information adéquate du conseil d'administration.

Le comité de gestion, ou la direction générale, est responsable de la surveillance des responsables de différentes lignes d'activité de la banque ou de l'établissement assujetti.

Le comité de gestion ou la direction générale doit être composé au moins de deux (2) personnes se trouvant dans une position qui leur permet d'exercer un contrôle réciproque effectif.

Les membres du comité de gestion, ou de la direction générale, doivent avoir les compétences nécessaires pour gérer les activités placées sous leur responsabilité et doivent exercer un contrôle approprié sur le personnel clé dans les lignes d'activité placées sous leur responsabilité.

- 9 - To ensure its independence from the management of the reporting institution, the head of internal audit should report directly to the board or the audit committee .

Chapter IV. MANAGEMENT COMMITTEE OR EXECUTIVE MANAGEMENT

Article 19

The division of responsibilities between the board and the management committee or the general management of the reporting institution must be clearly defined to ensure the balance of power and avoid the concentration of power of decision.

The Board defines the division of powers between the President and the Directorate-General or the reporting institution management committee.

The management committee or senior management, is responsible for the current business of the bank or the reporting institution and appropriate information board.

The management committee or senior management, is responsible for the supervision of officials from various business lines of the bank or institution subject.

The management committee or senior management must be composed of at least two (2) persons in a position that allows them to exercise a reciprocal control effective.

The members of the management committee or senior management, must have the skills to manage the activities under their responsibility and must exercise proper control over key personnel in the business lines under their responsibility.

TITRE III. PREVENTION ET GESTION DES CONFLITS D'INTERETS

Article 20

L'établissement assujetti doit prendre les mesures adéquates pour la prévention des conflits d'intérêts et mettre en place des procédures pour la gestion des conflits d'intérêts.

L'établissement assujetti doit définir une politique et mettre en place des procédures pour identifier et prévenir les conflits d'intérêts.

L'établissement assujetti doit informer les parties prenantes et le marché sur la nature générale et les sources de conflits d'intérêts potentiels pouvant apparaître dans ses activités et sur la politique suivie pour l'identification, la prévention et la gestion des conflits d'intérêts.

Article 21

Dans le cas où des situations porteuses de conflits d'intérêts apparaissent dans les relations de l'établissement assujetti et ses actionnaires, ses administrateurs, son personnel, ses clients, l'établissement assujetti doit les gérer d'une manière qui ne porte préjudice ni aux autres parties prenantes ni à lui-même, et documenter au moyen des informations appropriées la manière dont ont été gérés les conflits d'intérêts.

TITRE IV. DIMENSION DU GROUPE

Article 22

Dans l'exercice de leurs responsabilités, les organes d'administration et de gestion de l'entreprise mère établissent les politiques générales au niveau du groupe ainsi que la structure de gouvernance permettant de le doter d'un dispositif de pilotage intégré et harmonisé.

TITLE III. PREVENTION AND MANAGEMENT OF CONFLICTS OF INTEREST

Article 20

The reporting institution shall take appropriate measures to prevent conflicts of interest and set up procedures for managing conflicts of interest.

The reporting institution must define a policy and establish procedures to identify and prevent conflicts of interest.

The reporting institution must inform stakeholders and the market parties on the general nature and candied sources of potential interest that may appear in its activities and policy followed for the identification, prevention and management of conflicts of interest.

Article 21

In case the carrier situations of conflicts of interest appear in the relations of the reporting institution and its shareholders, directors, staff, its customers, the reporting institution shall manage them in a way that is not detrimental either to other stakeholders or to himself, and document information using appropriate how were managed conflicts of interest.

TITLE IV . DIMENSION GROUP

Article 22

In the exercise of their responsibilities, board, and of the parent company's management establish general policies at group level and governance structure to provide it with a control device integrated and harmonized.

INSTRUCTION N° 22 AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT RELATIVE A LA GESTION DES RISQUES

La Banque Centrale du Congo,

Vu la Loi n°005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, notamment son article 6,

Vu la Loi n°003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, notamment son titre troisième,

Arrête les règles prudentielles en matière de gestion des risques applicables aux établissements de crédit.

TITRE I : DES PRINCIPES GENERAUX

Article 1^{er}

Les établissements assujettis à la présente Instruction sont :

- les banques ;
- les institutions financières spécialisées ;
- les sociétés financières ;
- les caisses d'épargne.

Article 2

Les établissements assujettis doivent mettre en place des systèmes de gestion des risques permettant d'identifier, d'analyser, de mesurer, de surveiller, ou de maîtriser les risques de différentes natures auxquels les exposent leurs activités.

Ces systèmes doivent être adaptés à la nature, au volume et au degré de complexité des activités et opérations de l'établissement et ajustés régulièrement en fonction de leur profil de risque et de l'évolution des marchés.

INSTRUCTION NO 22 TO CREDIT INSTITUTIONS ON RISK MANAGEMENT

The Central Bank of Congo,

Pursuant to Law n ° 005/2002 of 7 May 2002 on the establishment, organization and functioning of the Central Bank of Congo including Article 6

Pursuant to Law n ° 003/2002 of 2 February 2002 concerning the activity and supervision of credit institutions, including his third title,

Stop prudential rules for risk management applicable to institutions .
Credit

TITLE I: GENERAL PRINCIPLES

Article 1

Institutions subject to this Instruction are:

- banks; - Specialized financial institutions; - Financial corporations; -.
Savings

Article 2

Reporting institutions must put in place risk management systems to identify, analyze, measure, monitor, and control the risks of different natures which expose their activities .

These systems must be tailored to the nature, scale and complexity of the activities and operations of the institution and adjusted regularly depending on their risk profile and market developments.

Les établissements assujettis doivent mettre en place des processus d'évaluation de l'adéquation globale des fonds propres réglementaires au regard de ces risques.

Article 3

Les stratégies, les politiques, les procédures et les limites de gestion des risques doivent être clairement définies et approuvées par les organes statutaires compétents des établissements de crédit, adaptées à la gestion de chaque risque significatif et doivent être clairement explicitées, revues, mises à jour et communiquées au sein des établissements et respectées dans la pratique.

Article 4

Pour l'application de la présente Instruction, la chaîne de décisions et pouvoirs des organes statutaires principaux se présente comme suit :

- (i) organe délibérant (conseil d'administration, conseil de surveillance ou toute instance équivalente) approuve et examine à intervalles réguliers la stratégie de gestion de chaque risque significatif ainsi que les politiques et les procédures destinées à identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques.
- (ii) organe exécutif (Comité de Gestion, Direction Générale, Directoire ou toute instance équivalente) met en œuvre la stratégie de chaque risque significatif, approuvée par l'organe délibérant et élabore les politiques et procédures y afférentes. Il prend les mesures nécessaires pour suivre et contrôler tous les risques significatifs, dans le respect des stratégies adoptées.

Aussi, on entend par :

- (i) risque de crédit : le risque résultant de la défaillance d'une contrepartie qui n'est plus en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de l'établissement ;
- (ii) risques de marché : le risque de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils comprennent :
 - les risques de pertes sur les positions en instruments financiers au bilan et au hors-bilan du fait d'évolutions défavorables dans les prix du marché ;

Reporting institutions must set place overall adequacy assessment process of regulatory capital against these risks.

Article 3

The strategies, policies, procedures and risk management limits should be clearly defined and approved by the relevant statutory bodies credit institutions, adapted to the management of each significant risk and should be clearly explained, journals, updated and communicated within institutions and respected in practice.

Article 4

For the purposes of this Instruction, the decisions chain and powers of the principal statutory bodies is as follows:

- (i) deliberative body (board of directors, supervisory board or equivalent body) approves and regularly reviews the each significant risk management strategy and policy and procedures to identify, measure, monitor and control risk.
- (ii) executive body (Management Board, Executive Management, Management or equivalent body) is implementing the strategy of each significant risk, approved by the legislative body and develops policies and related procedures. It takes the necessary measures to monitor and control all significant risks, in compliance with the adopted strategiesterm:.

Also, the

(I) credit risk: the risk resulting from the default of a counterparty that is no longer able to meet its commitments to the institution;

(ii) market risks: the risk of losses from changes in prices.

market They include:

- the risk of losses on positions in financial instruments in the balance sheet and off-balance sheet due to adverse changes in market prices;

- le risque de change est celui résultant d'une évolution adverse des prix des devises étrangères converties en devise domestique en raison d'une position ouverte, ou au comptant ou à terme, dans une devise étrangère ;
- (iii) risque de liquidité : le risque pour l'établissement de ne pas pouvoir s'acquitter de ses engagements à leurs échéances ou de ne pas pouvoir dénouer une position en raison de la situation du marché ;
- (iv) risques opérationnels : le risque de pertes résultant de carences ou défaillances imputables à des procédures, au personnel, aux systèmes internes ou à des événements extérieurs. Le risque opérationnel inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation ;
- (v) risque juridique : le risque de tout litige avec une contrepartie, résultant d'une imprécision, lacune ou insuffisance susceptible d'être imputable à l'établissement au titre de ses opérations ;
- (vi) risque de taux d'intérêt : le risque encouru en raison de l'évolution défavorable des taux d'intérêts sur l'ensemble des opérations du bilan et du hors bilan de l'établissement, à l'exception des opérations qui sont couvertes par le dispositif de suivi des risques de marché ;
- (vii) risque de règlement : le risque encouru au cours de la période qui sépare le moment où l'instruction de paiement ou de livraison d'un instrument financier vendu ne peut plus être annulée unilatéralement et la réception définitive de l'instrument financier acheté ou des espèces correspondantes ;
- (viii) risque d'intermédiation : le risque de défaillance d'un donneur d'ordres ou d'une contrepartie à l'occasion d'une transaction sur instruments financiers dans laquelle l'établissement assujetti apporte sa garantie de bonne fin.
- (ix) intraday : pendant la journée ou dans la journée.
- (x) overnight : dans l'immédiat ou du jour au lendemain.
- (xi) stop-losses : contenir le déficit ou arrêter le déficit.

- the risk is that resulting from adverse price developments foreign currency converted into domestic currency due to an open position, or cash or futures in foreign currencies;

(iii) liquidity risk: the risk to the institution not being able to meet its commitments their deadlines or can not close out a position because of the market

situation,(iv) operational risks: the risk of loss resulting from inadequate or failure attributable to procedures, personnel, internal systems or external events. Operational risk includes legal risk, but excludes strategic and reputational risks;

(v) legal risk: the risk of any dispute with a counterparty resulting from inaccuracy, omission or failure may be attributable to the establishment in respect of its

operations,(vi) interest rate risk: the risk due to adverse changes in interest rates on all balance sheet and off-balance sheet operations of the institution, to the excluding transactions which are covered by the monitoring device market risks;

(vii) settlement risk: the risk during the period between when the payment instruction or delivery of a financial instrument sold can not be canceled unilaterally and final acceptance of the financial instrument bought or corresponding species;

(viii) intermediation risk: the risk of failure of a prime contractor or a counterparty on the occasion a transaction in financial instruments in which the reporting institution brings his performance guaranteeintraday:.

(ix) during the day or in the dayovernight.

(s) immediately or overnight

(xi.) Stop-Losses: the deficit and stop the deficitidentification;.

Article 5

La gestion de chaque risque significatif comprend les étapes ci-après :

- l'identification ;
- l'analyse ;
- la mesure ;
- la surveillance et ;
- la maîtrise.

Titre II : DE LA GESTION DU RISQUE DE CREDIT**Article 6**

Les établissements assujettis doivent mettre en place un environnement approprié pour la gestion du risque de crédit, avec l'organe délibérant approuvant la stratégie, l'organe exécutif mettant en œuvre la stratégie et développant des politiques, des procédures et les services de la banque, capables d'identifier et de gérer le risque de crédit inhérent à toutes ses activités.

Article 7

Les établissements assujettis doivent disposer d'une procédure de sélection des risques de crédit et d'un système de mesure des risques leur permettant notamment :

- d'identifier de manière centralisée leurs risques de bilan et de hors bilan à l'égard d'une contrepartie ou des contreparties considérées comme un même bénéficiaire ;
- d'appréhender les différentes catégories de niveaux de risques à partir d'informations qualitatives et quantitatives ;
- d'appréhender et de contrôler le risque de concentration au moyen des procédures documentées ;
- d'appréhender et de contrôler le risque résiduel au moyen de procédures documentées ;
- de vérifier l'adéquation de la diversification des engagements à leur politique en matière de crédit.

Article 8

Le dispositif de mesure, de suivi et de maîtrise du risque de crédit doit permettre de s'assurer que les risques auxquels est exposé l'établissement, du fait de la défaillance des contreparties, sont correctement évalués et

Article 5

The management of each significant risk includes the following steps:

- - Analysis; - The measure; - Monitoring and; - MasterII.

Title MANAGEMENT OF CREDIT RISK

Article 6

Reporting institutions must establish an appropriate environment for the management of credit risk, with the legislative body approving the strategy, the executive body implementing strategy and developing policies, procedures and services of the bank, able to identify and manage credit risk inherent in its activities.

Article 7

Reporting institutions must have a credit risk selection procedure and a system for measuring risks enabling them

to:- identify centralize their risk of balance sheet and off balance sheet in respect of a counterparty or counterparties considered as a single beneficiary; - To understand the different categories of risk levels based on

qualitative and quantitative information; - To understand and control concentration risk through

documented procedures; - To understand and control the residual risk through

documented procedures; To verify the adequacy of the diversification of commitments to their

-.credit policy

Article 8

The measuring device, monitoring and credit risk control should help to ensure that the risks facing the institution because of the failure of

counterparties are adequately assessed and

régulièrement suivis, conformément aux stratégies, aux politiques, aux procédures et aux limites qu'il a définies.

Section 1 : Du dispositif de sélection des opérations.

Article 9

Les établissements assujettis doivent s'assurer que le processus d'octroi de crédit est organisé avec des procédures internes et des instructions écrites précisant les critères d'appréciation du risque de crédit ainsi que la définition des attributions des personnes et des organes habilités à engager l'établissement. Ces critères doivent être adaptés aux caractéristiques de l'établissement, en particulier, sa taille, la nature et la complexité de ses activités.

Les procédures d'octroi de crédit doivent couvrir les différents aspects des activités d'octroi de crédit (demande de crédit, analyse de la demande, approbation du dossier, décaissement, surveillance et recouvrement) ainsi que les opérations administratives qui en résultent.

Les établissements assujettis doivent mettre en place des procédures d'approbation, d'extension, de renouvellement et de restructuration des crédits.

Article 10

Les décisions d'octroi de crédit doivent tenir compte de la rentabilité globale des opérations effectuées avec le client et ce, à travers l'analyse prévisionnelle des charges et produits y afférents (coûts opérationnels et de financement, charge correspondante au risque de défaillance éventuelle de la contrepartie et rémunération des fonds propres).

Article 11

Les procédures de décision de prêts ou d'engagements, notamment lorsqu'elles sont organisées par voie de délégation, doivent être clairement formalisées et adaptées aux caractéristiques de l'établissement, en particulier sa taille, son organisation, sa nature et son activité.

Lorsque la nature et l'importance des opérations le rendent nécessaire, les établissements assujettis s'assurent, dans le cadre du respect des procédures de délégation définies, que les décisions de prêts ou d'engagements sont prises par au moins deux personnes et que les dossiers

5,

regularly monitored consistent with the strategies, policies, procedures and limits it has set¹.

Section From Operations selection device institutions.

Article 9

Reporting must ensure that the credit process is organized with internal procedures and written instructions specifying the credit risk assessment criteria and the definition of the powers of individuals and bodies empowered to bind the institution. These criteria must be adapted to the characteristics of the institution, in particular its size, nature and complexity of its activities.

The credit granting procedures must cover the various aspects of credit granting activities (credit application , demand analysis, approval of the record, disbursement, monitoring and recovery) as well as administrative operations that result.

Reporting institutions must establish procedures for the approval, extension, renewal and restructuring of loans.

Article

10of credit decisions must reflect the overall profitability of transactions with the customer and, through predictive analysis of income and expenses relating thereto (operating cost and financing, corresponding charge to the risk of default of the consideration and eventual return on equity).

Article 11

The loan decision procedures or commitments, particularly where they involve delegation, must be clearly formalized and adapted to the characteristics of the establishment, especially its size, its organization, its nature and activity.

Where the nature and size of transactions so require, reporting institutions

shall ensure, in the context of compliance with defined delegation procedures, the decisions of loans or commitments are made by at least two people and that files

de crédit ont fait également l'objet d'une analyse par une unité spécialisée indépendante des entités opérationnelles.

Lors de l'octroi de prêts ou d'engagements envers les dirigeants ou les actionnaires principaux, les établissements assujettis examinent la nature des opérations et les conditions dont elles sont assorties au regard de la réglementation prudentielle en vigueur.

Article 12

Les demandes de crédit donnent lieu à la constitution de dossiers comportant les documents comptables les plus récents ainsi que les informations quantitatives et qualitatives permettant l'appréciation du risque de crédit par la prise en compte des éléments sur la situation financière du bénéficiaire, en particulier de sa capacité de remboursement et, le cas échéant, des garanties reçues.

Les dossiers de crédit sont régulièrement mis à jour.

Section 2 : Du dispositif d'analyse du risque de crédit

Article 13

L'analyse du risque de crédit doit notamment prendre en considération, la nature des activités exercées par le demandeur de crédit, sa situation financière, la surface patrimoniale de ses principaux actionnaires ou associés, sa capacité de remboursement ainsi que les garanties et sûretés qu'il a proposées.

Pour les risques sur une entreprise, il faut également prendre en compte l'analyse de son environnement économique, des caractéristiques des associés ou actionnaires et des dirigeants, et entités avec laquelle elle constitue un groupe d'intérêt.

Article 14

Les établissements assujettis doivent procéder, à tout le moins trimestriellement, à l'analyse de l'évolution de la qualité de leurs engagements. Cet examen permet notamment de déterminer, pour les opérations dont l'importance est significative, les reclassements nécessaires au sein des catégories internes d'appréciation du niveau de risque de crédit, ainsi que, en tant que de besoin, les affectations dans les rubriques comptables de créances douteuses et les niveaux appropriés de provisionnement.

credit were also analyzed by a specialized unit independent operating entities.

When loans or commitments to officers or major shareholders, subject institutions examine the nature of operations and the conditions attaching to them under the prudential regulations.

Article 12

The loan applications result in the creation of files with the most recent accounting records as well quantitative and qualitative information for the assessment of credit risk by taking into account the elements of the recipient's financial situation, particularly its ability to repay and, where appropriate, guarantees received.

Credit reports are regularly Updated².

Section From credit risk analysis device

Article 13

The credit risk analysis must take into consideration the nature of the activities of the applicant credit, financial situation, the heritage area its major shareholders or members, its repayment capacity and the guarantees and collateral he offered.

For exposures to a company, it must also take into account the analysis of the economic environment, the characteristics of the partners or shareholders and leaders, and entities with which it constitutes an interest group.

Article 14

Reporting institutions must proceed, at least quarterly, to analyze the evolution of the quality of their commitments. This examination includes consideration for operations whose importance is significant, the necessary reclassifications within internal categories for assessing the level of credit risk and, as necessary, the assignments in the accounting

headings NPL and appropriate levels of provisioning.

Article 15

La détermination du niveau approprié de provisionnement tient compte des garanties pour lesquelles les établissements s'assurent des possibilités effectives de leur réalisation et de l'existence d'une évaluation récente réalisée sur une base prudente.

Pour ce faire, les établissements assujettis doivent mettre en place un dispositif de gestion des garanties et des sûretés détenues en contreparties des crédits et procéder de manière périodique à leur réévaluation.

Article 16

L'organe exécutif doit procéder, à tout le moins semestriellement, à une analyse a posteriori de la rentabilité des opérations de crédit.

Article 17

Les établissements assujettis attribuent à leurs contreparties pour l'évaluation du risque des crédits, une note en référence à une échelle de notation.

Section 3 : Du dispositif de mesure de risques de crédit**Article 18**

Les systèmes de mesure des risques de crédit mis en place doivent notamment permettre d'identifier, de mesurer et d'agrèger le risque qui résulte de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan pour lesquelles l'établissement encourt un risque de défaillance d'une contrepartie.

Pour la mesure du risque de crédit généré par des instruments négociés sur des marchés de gré à gré ou des marchés assimilés aux marchés organisés, les établissements assujettis dont l'activité est significative, doivent retenir une méthode d'évaluation au prix du marché qui prenne en compte un facteur de risque futur.

Article 15

The determination of the appropriate level of provisioning reflects the guarantees for which institutions ensure effective opportunities to achieve them and the existence of a recent evaluation carried out on a prudent basis.

To do this, reporting institutions must set up a management system guarantees and collateral held by counterparties of credit and proceed to periodically re-evaluation.

Article 16

The executive body must, at the very least semi-annually in a post hoc analysis of the profitability of credit operations³:

Article 17

Reporting institutions attribute to their counterparts for the risk assessment of credits, a note referring to a rating scale

Section From measuring device credit risk**Article 18**

Measurement systems of credit risk implemented should enable to identify, measure and aggregate risk resulting from all on- and off-balance sheet for which the institution incurs a risk of counterparty default.

For measurement of credit risk generated by instruments traded on over-the-counter markets or markets assimilated to regulated markets, subject institutions whose activity is significant, should retain a method of evaluating the market price which takes into account a future risk factor.

Article 19

Les établissements assujettis qui utilisent des systèmes statistiques pour la sélection et la mesure de leurs risques de crédit vérifient régulièrement leur pertinence au regard des incidents de paiement constatés dans le passé récent et en tenant compte de l'évolution de l'environnement économique et juridique.

Article 20

Les établissements doivent mettre en place des procédures spécifiques de gestion des concours qui, au regard de la réglementation en vigueur, sont considérés comme créances irrégulières ou en souffrance. Ces concours doivent être enregistrés dans les comptes appropriés des établissements assujettis et donner lieu à la constitution des provisions requises.

Article 21

Les établissements doivent se doter des dispositifs de mesure, de maîtrise et de surveillance du risque de concentration du crédit.

Les dispositifs de surveillance de la concentration des risques de crédit doivent prendre en compte la concentration des risques sur une même contrepartie individuelle ou groupe d'intérêt, ainsi que les concentrations par type de crédit, par secteur économique, par zone géographique, par pays, et par type de garantie ou sûreté.

Article 22

Les risques de crédit encourus sur des contreparties bénéficiant de concours importants, doivent être approuvés, par l'organe exécutif, faire l'objet d'une surveillance particulière, tant sur base individuelle que consolidée, et d'une information périodique à l'organe délibérant.

Les risques de crédit encourus sur des contreparties bénéficiant de concours trop importants doivent être approuvés par l'organe délibérant.

Article 23

Les établissements assujettis sont tenus de mettre en place des mécanismes d'atténuation de risque de crédit.

Article 19

Reporting institutions that use statistical systems for the selection and the extent of their credit risk regularly check their relevance to the incident payment established in the recent past and taking into account the evolution of the economic and legal environment.

Article 20

Schools must implement specific procedures contest management, which, under the regulations, are considered Irregular claims or outstanding. These competitions must be recorded in the appropriate accounts of supervised institutions and lead to the creation of the required provisions.

Article 21

The institutions must have the measurement, control and credit concentration risk monitoring.

Monitoring Devices the concentration of credit risks should consider the risk concentration on one individual counterparty or interest group, as well as concentrations by type of credit, by economic sector, by region, by country and by type guarantee or security.

Article 22

Credit risks incurred on counterparties of important competitions, must be approved by the executive body, subject to special supervision, both on an individual basis as consolidated, and a periodic information to the legislative body.

Credit risks incurred on counterparties with excessive competition must be approved by the legislative body.

Article 23

Reporting institutions are required to implement credit risk mitigation mechanisms .

Section 4 : Du dispositif de surveillance et de maîtrise du risque de crédit

Article 24

Les établissements assujettis mettent en place des mécanismes adéquats leur permettant de :

- s'assurer du respect de l'application en leur sein des stratégies, des politiques et procédures de gestion des risques de crédit mises en place ;
- s'assurer de la qualité de ces stratégies, politiques et procédures pour des éventuelles mises à jour ;
- s'assurer du respect des limites aux expositions aux mêmes contreparties et aux personnes apparentées ;
- s'assurer de l'application du processus d'identification de risque de crédit ;
- s'assurer de l'application du processus d'analyse et d'évaluation de risque de crédit ;
- s'assurer de l'application du processus de mesure et du suivi de gestion de risque de crédit ;
- s'assurer du respect de l'interaction entre l'organe délibérant et l'organe exécutif sur la gestion de risque de crédit ;
- s'assurer de l'adéquation de leurs fonds propres réglementaires au regard de leur profil de risque de crédit ;
- s'assurer de l'application des mécanismes d'atténuation des risques de crédit pour une gestion prudente.

Article 25

Les établissements assujettis doivent mettre en place des procédures spécifiques d'identification précoce de la détérioration de la qualité des crédits au regard de la réglementation en vigueur.

Article 26

Les établissements assujettis doivent régulièrement effectuer des simulations de crise pour évaluer la vulnérabilité de leur portefeuille de crédits en cas de retournement de conjoncture ou de détérioration de la qualité des contreparties.

Section 4: monitor and control risk credit

Article 24

Reporting institutions shall put in place appropriate mechanisms to enable them to:

- ensure compliance of the application within their strategies, policies and Credit risk management procedures in place; - Ensuring the quality of these strategies, policies and procedures

- for any updates; - Ensure compliance with limits on exposures to the same

- counterparties and related persons; - Ensure the application of risk identification

- credit process; - Ensure the implementation of the process of analysis and assessment;

- credit risk - Ensure the application of the measurement process and management monitoring;

- credit risk - Ensure compliance of the interaction between the legislative body and

- the executive body of the credit risk management; - Ensure the adequacy of their regulatory capital into

- relation their credit risk profile; Ensure the implementation of mitigation mechanisms credit risk

- for prudent management

Article 25

Reporting institutions must establish specific procedures for early identification of deteriorating credit quality in terms of the regulations.

Article 26

Reporting institutions shall conduct regular stress tests to assess the vulnerability of their credit portfolio in the event of economic downturn or deterioration in the quality of the counterparties.

Article 27

Les établissements assujettis doivent périodiquement effectuer des simulations de crise pour leurs principales formes de concentration du risque de crédit et examiner leurs impacts sur les résultats et les fonds propres réglementaires.

TITRE III : DE LA GESTION DES RISQUES DE MARCHÉ**Article 28**

Les établissements assujettis doivent mettre en place un environnement approprié pour la gestion des risques de marché, avec l'organe délibérant approuvant la stratégie, l'organe exécutif mettant en œuvre la stratégie et développant des politiques, des procédures et les services de la banque, capables d'identifier et de gérer les risques de marché inhérents à toutes ses activités.

Article 29

Les établissements assujettis doivent mettre en place un dispositif de mesure, de suivi et de maîtrise des risques de marché qui permette de s'assurer que les risques auxquels est exposé l'établissement, du fait des variations des prix, sont correctement évalués et régulièrement suivis, conformément aux stratégies, aux politiques, aux procédures et aux limites définies à cet effet par l'établissement.

Section 1 : Du dispositif d'identification des risques de marché**Article 30**

Les établissements assujettis disposent d'une procédure de gestion des risques de marché permettant de :

- identifier de manière centralisée leurs risques de bilan et de hors bilan et ceux résultant des facteurs exogènes à l'égard des variations des prix ;
- appréhender les différentes catégories de risques de marché auxquels ils sont exposés à partir d'informations qualitatives et quantitatives ;
- identifier et séparer les positions relevant du portefeuille de négociation de celles affectées au portefeuille bancaire. Cette séparation s'applique également aux instruments de couverture des

Article 27

Reporting institutions shall make periodic stress tests for their main forms of credit risk concentration and examine their impact on the results and regulatory capitalIII.

TITLE MANAGEMENT MARKET RISKS**Article 28**

Reporting institutions shall establish an appropriate environment for management of market risks, with the legislative body approving the strategy, the executive body implementing the strategy and developing policies, procedures and services of the bank, able to identify and manage market risks inherent in all its activities.

Article 29

Reporting institutions must put in place a measuring device, monitoring and control of market risks that allows to ensure that the risks facing the institution, due to price changes are properly assessed and regularly monitored in accordance with the strategies, policies, procedures and limits to this effect by the institution1.

Section From the identification device market risk**Article 30**

Reporting institutions have a market risk management procedure to:

- identify centralize their risk of balance sheet and off balance sheet and those arising from exogenous factors against price changes;
 - Understand the different categories of market risks to which they are exposed from qualitative and quantitative information;
 - Identify and separate the positions in the trading portfolio of those assigned to the banking book.
- This separation also applies to hedging instruments